



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 9 JANVIER 1926

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 9TH JANUARY, 1926

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE OFFICIELLE

CEUX qui transmettent des annonces pour être insérées dans la Gazette Officielle voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser: L'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.

TARIF DES ANNONCES

Première insertion, 15c. par ligne (mesure agate).

Insertions subséquentes, 5c. par ligne (mesure agate).

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction, 50c. par 100 mots.

Gazette Officielle, par exemplaire, 30c.

Feuille volante, \$1.00 par douzaine.

Un acompte par chèque accepté ou mandat couvrant à peu près le montant de l'annonce est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent vous sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publi-

TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL GAZETTE

PARTIES sending advertisements to be inserted in the Official Gazette will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.

ADVERTISING RATES.

First insertion, 15 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Tabular matter at double rate.

Translation, 50 cents per 100 words.

Official Gazette, 30 cents per single number.

Slips, \$1.00 per dozen.

Notices which are to be inserted once only are strictly payable in advance by accepted cheque or money order. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, before the second publication,

cation, qui sera cancellée si ces conditions n'ont pas été remplies.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la Gazette Officielle du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$7. par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion, et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,

Is.-A. PROULX.

Hôtel du gouvernement.

1

which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the Official Gazette of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription, of \$7. per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number, the second number, the *Gazette* number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

Is. A. PROULX,

King's Printer.

2

Government House.

Letters patent

"Automobile Renewal Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par Monsieur l'Administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et unième jour de décembre, 1925, constituant en corporation: Charles Holdstock, Jacques Panneton et Hector Mackay, avocats, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Fabriquer, manifester et faire le commerce des automobiles et véhicules-moteurs de tous genres et de leurs moteurs et accessoires; de voitures, véhicules, moteurs, engins, machines, outils, appareils et machineries de tous genres pour l'industrie, le commerce et l'agriculture et les besoins domestiques, de meubles, articles de bois et de ferronnerie, d'instruments de musique;

Faire affaires comme manufacturiers, marchands, locuteurs, réparateurs, nettoyeurs, emmagasineurs et entreposeurs d'automobiles, véhicules-moteurs, motocyclettes, véhicules-moteurs, tricycles, vélocipèdes, voitures de toutes sortes, mues par force mécanique ou autre, de toutes machines, des engins, instruments, appareils, dispositifs, lubrifiants, fluides, ciments, émaux, et de toutes choses propres à servir en rapport avec l'exploitation, entretien, réparation ou utilisation de véhicules à moteur; se livrer aux opérations consistant à transporter de place en place les effets, denrées, marchandises et personnes;

Manufacturer, importer, exporter, assembler, acheter, vendre, échanger ou faire le commerce de véhicules-moteurs et de toutes leurs pièces, avec les pneus, accessoires, outils, coffres d'outils, appareils électriques, chaînes, huiles, lubrifiants, gazoline, uniformes, casquettes et gants pour chauffeurs, et de tous les accessoires généralement utilisés dans la construction, l'opération et la réparation d'automobiles et autres véhicules;

Importer, exporter, acheter, vendre, troquer, et généralement faire le commerce d'automobiles,

Lettres patentes

"Automobile Renewal Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by His Honour the Administrator of the Government of the Province of Quebec, bearing date the twenty first day of December, 1925, incorporating: Charles Holdstock, Jacques Panneton and Hector Mackay, lawyers, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To fabricate, manufacture and deal in automobiles and motor vehicles of all kinds and the motors and accessories thereof: carriages, vehicles, motors, engines, machinery, equipment, apparatus and machinery of every kind for industry, trade and agriculture and domestic needs, furniture, woodenware, ironware, musical instruments;

To carry on the business of manufacturers, dealers, letters to hire, repairers, cleaners, storers and warehousemen of automobiles, motor-cars, motor cycles, motor vehicles, tricycles, velocipedes and carriages and vehicles of all kinds, whether moved by motor power or not, and machinery, engines, implements, appliances, lubricants, fluids, cements, enamels and all things capable of being used for the operation, maintenance, repair or used of motor driven vehicles and to carry on the business of transferring goods, wares and merchandise and passengers from place to place;

To manufacture, import, export, assemble, buy, sell, exchange or trade in motor vehicles and all parts thereof, together with tires, accessories, tools, repair, kits, electrical appliances, chains, oils, lubricants, gasoline, drivers' uniforms, caps, gloves and all supplies generally used in the construction, operation and repairing of automobiles and other vehicles;

To import, export, buy, sell, barter and deal generally in automobile, automobile parts,

pièces d'automobiles, fournitures et accessoires pour automobiles, pneus, articles en caoutchouc, articles en cuivre, capotes d'automobiles, châssis, gazoline, paraffine, huile, lubrifiants, et tous les effets, denrées et marchandises, outils, outillages et machinerie se rapportant directement ou indirectement à l'industrie de l'automobile;

Construire, opérer et maintenir des garages, magasins, entrepôts, boutiques de réparation, ateliers, stations pour le service d'automobiles et toutes sortes de facilités pour les propriétaires et ceux qui font usage d'automobiles;

Manufacturer, importer, exporter, acheter, vendre et faire le commerce de marchandises, effets, denrées, provisions, équipages, outils, approvisionnements et matériaux de toutes sortes et de toute description;

Etablir, maintenir et conduire l'industrie de peintres en automobiles, peintres en bâtiments, et l'industrie de la peinture dans toute sa spécialité, y compris la publicité et comme manufacturiers et commerçants de peinture, mordants, polis, teintures, vernis, huiles, barytes et de tous leurs ingrédients et produits;

Etablir, posséder et exploiter des garages et des ateliers de réparations et de peinture pour les automobiles, et acheter et vendre, et faire le commerce d'automobiles, engins à gaz, à vapeur et à l'électricité et de machinerie de toutes sortes et espèces, y compris tous leurs accessoires;

Exercer toute autre industrie (manufacturière ou autre) qui pourrait être exercée convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets, licences, concessions et choses semblables, conférant aucun droit limité, exclusif ou non exclusif, à l'usage d'aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention qui paraîtra susceptible de servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera susceptible de profiter directement ou indirectement à la compagnie; aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir des biens, droits ou renseignements ainsi acquis;

Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou pour d'autres fins, avec aucune personne ou compagnie exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce, genre d'affaires qu'elle peut exercer ou auxquels elle peut s'adonner, ou aucun commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie; prêter de l'argent, garantir les contrats ou autrement aider aucune telle personne ou compagnie et prendre ou autrement acquérir des actions ou des valeurs de toute telle compagnie, aussi les vendre, détenir, rémettre avec ou sans garantie ou autrement les négocier;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toutes autre compagnie dont les

fixtures and accessories, tires, rubber goods, leather goods, automobile tops, bodies, gasoline, kerosene, oils, lubricants and all goods, wares, merchandise, tools, equipment and machinery connected directly or indirectly with the automobile industry;

To construct, operate and maintain garage, storage, warehouses, repair shops, machine shops, automobile services stations and all sort of facilities for the owners and users of automobiles;

To manufacture, import, export, buy, sell and deal in merchandises, wares, goods, stores, implements, tools, supplies and materials of every kind and description;

To establish, maintain and conduct the business of automobile and commercial painters, and painting in all its branches, including advertising, and as manufacturers of and dealers in paints, pigments, polishes, stains, varnishes, oils, barytes and all ingredients and products thereof;

To establish, own and operate garages and automobile repair and paint shops, and to buy, sell and deal in automobiles, gas, steam and electric engines and machinery of every kind and description, including all accessories thereto or used in connection therewith;

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects al-

objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Conclure des conventions avec toutes autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie, ou l'une quelconque des dites fins, et obtenir de ces dites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirables, et exécuter, exercer ces dites conventions et concessions et s'y conformer;

Fonder et sustenter, aider à établir et sustenter des associations, institutions, fiducies, fonds et secours propres à profiter aux employés actuels et anciens de la compagnie, (ou leurs prédécesseurs en affaires), à leurs dépendants ou aux parents de ces personnes, accorder des pensions et allocations, faire des paiements d'assurances, souscrire ou garantir de l'argent pour des fins charitables, éducationnelles ou bienveillantes, pour des exhibitions et pour aucun objet d'utilité générale et publique;

Promouvoir une ou plusieurs compagnies, dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer, ou acquérir autrement toute propriété personnelle et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel ou fonds de commerce;

Construire, améliorer, entretenir, exploiter, administrer, exécuter ou contrôler des routes, chemins, des ponts, réservoirs, cours d'eau, quais, fabriques, entrepôts, usines électriques, ateliers, magasins et autres structures et commodités que la compagnie croira susceptibles directement ou indirectement de procurer les intérêts de la compagnie; aussi contribuer, subventionner ou autrement aider ou prendre part à leur construction, amélioration, entretien, exploitation, administration, exécution ou contrôle;

Prêter de l'argent aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par aucune telle personne;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats, ou autres instruments négociables ou transférables;

Vendre ou disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle pour le prix que la compagnie trouvera convenable, et particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

Solliciter, se procurer, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, avoir aussi l'exercice, l'exécution et la jouissance d'aucune licence, d'aucun pouvoir, d'aucune autorité, des franchises, concessions, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement, aucune autorité ou corporation, aucun autre corps public peut accorder et les payer, aider et contribuer à leur donner effet, employer aussi aucune des actions de la compagnie, obligations et valeurs à en solder les frais, charges et impenses nécessaires;

together or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trust and conveniences calculated to benefit employees or ex-employees of the company (or its predecessors in business), or the dependents or connections of such persons, and to grant pensions and allowances and to make payment towards insurance and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects or for any exhibition or for any public, general or useful object;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

To construct, improve, maintain, work, manage, carry out or control any roads, ways, bridges, reservoirs, water-courses, wharves, manufactories, warehouses, electric works, shops, stores, and other works and conveniences which may seem calculated directly or indirectly to advance the company's interests, and to contribute to, subsidize or otherwise assist or take part in the construction, improvement, maintenance working, management, carrying out or control thereof;

To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities or any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any licenses, power, authority, franchise, concession, rights or privilege which any government or authority, or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger, y désigner les personnes qui, d'après les lois de ce pays étranger, la représenteront et recevront pour et au nom de la compagnie assignation d'aucune procédure dans tout procès ou poursuite;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement de chacune des parts dans le capital de la compagnie, ou toutes débetures, actions hypothécaires ou toutes autres garanties dans ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie ou dans la conduite de ses affaires;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endorsement, garantie d'obligations, de débetures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucune autre compagnie et corporation avec lesquelles la compagnie pourrait avoir des relations d'affaires; garantir aussi l'exécution des contrats par aucune telle compagnie, corporation, par une ou plusieurs autres personnes;

Pour faire connaître les produits de la compagnie, adopter les moyens que l'on jugera à propos, et particulièrement annoncer dans les journaux, par circulaires, par achat et exposition d'œuvres d'art ou d'intérêt, par publication de livres et périodiques, octroi de prix, récompenses et dons;

Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens et droits de la compagnie;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, entrepreneurs, agents ou en une autre qualité, et soit seuls soit conjointement avec d'autres;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Automobile Renewal Company, Limited", avec un capital total de quatre-vingt-quinze mille piastres (\$95,000.00), divisé en neuf cent cinquante (950) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt et unième jour de décembre, 1925.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,

79 ALEXANDRE DESMEULES.

"Auto Painting & Varnishing, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par Monsieur l'Administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huitième jour de décembre 1925, constituant en corporation: Eugène Gervais, père, peintre, Eugène Gervais, fils, entrepreneur, Donat Laforge, comptable, tous de la cité de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce des peintures, huiles et vernis, ainsi que de tous les objets et matériaux se rapportant à l'industrie de la peinture;

Exercer l'art et l'industrie de peintres-décorateurs et de peintres en bâtiment; agir comme entrepreneurs pour la peinture et la décoration des édifices et des meubles de toutes sortes, et à cette fin faire tous contrats que de droit;

Faire la peinture, le vernissage et le rembourrage des meubles, voitures et automobiles;

Faire le commerce des automobiles et d'accessoires d'automobiles. Fabriquer des accessoires pour automobiles de toutes sortes;

To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein according to the laws of such foreign country to represent this company, and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital or any debentures, debenture stock or other securities of the company or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To raise and assist in raising money for, and to aid by way of bonus loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation with which the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation, or by any such person or persons;

To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Automobile Renewal Company, Limited", with a total capital stock of ninety five thousand dollars (\$95,000.00), divided into nine hundred and fifty (950) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of December, 1925.

ALEXANDRE DESMEULES,

80 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Auto Painting & Varnishing, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by His Honour the Administrator of the Government of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of December, 1925, incorporating: Eugène Gervais, senior, painter, Eugène Gervais, junior, contractor, Donat Laforge, accountant, all of the city of Quebec, for the following purposes:

To deal in paints, oils and varnishes, as well as all the objects and materials connected with the paint industry;

To carry on the business and industry of painters and decorators and of house painters; to act as painting and decorating contractors for buildings, furnitures of all kinds, and to that end to enter into any lawful contracts;

To carry on the business of painting, varnishing and upholstering of furnitures, vehicles and automobiles;

To deal in automobiles and automobile accessories. To manufacture automobile accessories of all kinds;

Acquérir, louer ou autrement posséder, en tout ou en partie, l'actif, les contrats et les entreprises de personnes ou compagnies faisant un commerce similaire;

Emettre des actions libérées de son capital-actions, et les délivrer en paiement de ses dettes ou de services rendus, sous le nom de "Auto Painting & Varnishing, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-huitième jour de décembre 1925.

Le sous-secrétaire de la province,

81

C.-J. SIMARD.

"Graham-Bousquet Mining Corporation (No personal liability)".

Avis est donné qu'en vertu de la loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de décembre 1925, constituant en corporation: Frank Callaghan, avocat et conseil en loi du roi, John Doherty Kearney, Charles Coderre, Léopold Barry, Joseph Jenkins, Albert Goodstone, avocats, Thomas Robillard, huissier, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Faire toutes opérations par lesquelles on peut miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit, et les vendre ou autrement en disposer;

Acquérir, louer, posséder et aliéner des propriétés, mines, terrains miniers, droits de mine, droits de préemption, ou tout intérêt en iceux; des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées se rapportant aux objets susdits;

Construire, entretenir et exploiter, sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe et de téléphone, jetées, digues, biez, canaux, pouvoirs hydrauliques, pouvoirs électriques et autres, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations;

Exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés dans les articles 6735 à 6741 inclusivement des S. R., 1909, en la manière y prescrite;

Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses employés et ouvriers;

Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires pour ses opérations et pour transporter ses produits;

Recevoir en paiement de minerais, de terrains, de marchandises ou d'ouvrages faits, des actions, bons, obligations ou autres valeurs émises par une compagnie minière, et les garder ou en disposer;

Acquérir l'actif, l'entreprise, les biens, privilèges, franchises, contrats ou droits d'une personne ou d'une compagnie exerçant une industrie ou faisant un commerce que peut exercer ou faire une compagnie constituée en vertu de cette section, et les payer au moyen d'actions libérées, en tout ou en partie, si elle le désire, et se charger des dettes et charges y afférentes;

To acquire, lease or otherwise possess, in whole or in part, the assets, contracts and undertakings of any persons or companies carrying on a similar business;

To issue paid up shares of its capital-stock and to give them in payment for its debts or for services rendered, under the name of "Auto Painting & Varnishing, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the city and district of Québec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of December, 1925.

C. J. SIMARD,

82

Assistant Provincial Secretary.

"Graham-Bousquet Mining Corporation (No personal liability)".

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty third day of December, 1925, incorporating: Frank Callaghan, advocate and King's Counsel, John Doherty Kearney, Charles Coderre, Leopold Barry, Joseph Jenkins, Albert Goodstone, advocates, Thomas Robillard, bailiff, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purposes of extracting any minerals whatever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatever, and sell or otherwise dispose thereof;

Acquire, lease, possess and alienate properties, mines, mining lands, mining rights, pre-emption rights, or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights of invention, or the right to make use of such apparatus or patent rights connected with the aforesaid purposes;

Build, maintain and exploit, upon its own property or upon those under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water-powers, electric and other power, water-works, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores necessary or useful to its operations;

Exercise all the powers enumerated in articles 6735 to 6741 inclusive, R. S., 1909, in the manner therein prescribed;

Manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus required by the company or its servants or workmen;

Build, acquire possess, charter and employ the vessels necessary for its operation and for the transport of its products;

Receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company, in payment for minerals, lands, merchandise or works;

Acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of any person or company carrying on any industry or business which a company constituted under this section may carry on, and pay for the same by paid up shares, in whole or in part, if it is so desired, and undertake the debts and charges appertaining thereto;

Faire tous les actes et opérations qui sont un accessoire de ceux ci-dessus énumérés, ou qui peuvent faciliter la réalisation des fins de sa constitution en corporation;

Et les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au-delà du prix qu'ils ont payé ou convenu de payer à la compagnie pour ses actions;

Après l'émission des lettres patentes, les affaires de la compagnie seront administrées par un conseil de sept (7) administrateurs, sous le nom de "Graham-Bousquet Mining Corporation (No personal liability)" avec un capital total de trois millions de piastres (\$3,000,000.00), divisé en trois millions (3,000,000) d'actions d'une piastre (\$1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-troisième jour de décembre 1925.

Le sous-secrétaire de la province,

83

C.-J. SIMARD.

To do all such acts and operations accessory to those above mentioned, or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated;

And the shareholders shall incur no personal liability in excess of the price paid, or agreed to be paid to the company for its shares;

After the issue of the letters patent, the affairs of the company shall be managed by a board of seven (7) directors, under the name of "Graham-Bousquet Mining Corporation (No personal liability)", with a total capital stock of three million dollars (\$3,000,000.00), divided into three million (3,000,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of December, 1925.

C. J. SIMARD,

84

Assistant Provincial Secretary.

"Handygrip, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de décembre 1925, constituant en corporation: Sven-Aage Larsen, agent, Dame Ella Larsen, ménagère, épouse dudit Sven-Aage Larsen, et ledit Sven-Aage Larsen pour autoriser sadite épouse, Hans-Vilhelm Christoffersen, agent, Dame Anne Bergithe Christoffersen, ménagère, épouse dudit Hans-Vilhelm Christoffersen, et ledit Hans-Vilhelm Christoffersen, pour autoriser sadite épouse, et Arne-Theodore Christoffersen, agent, tous de la cité de Montréal, pour les fins suivantes:

Faire généralement, soit comme principaux ou comme agents, les affaires de manufacturiers et commerçants de toutes sortes de bimbeloteries, appareils mécaniques, machines et machineries, outils, instruments et appareils pour travailler le bois ou le métal et soit en bois ou en métal, et particulièrement d'appareils ingénieux connus sous le nom de "handygrips";

Agir comme agents pour des manufacturiers et commerçants s'occupant de la fabrication, la vente, l'importation et l'exportation des articles susmentionnés;

Acheter, ériger, construire, posséder, louer ou acquérir autrement des édifices, manufactures et entrepôts, avec toutes les machines et outillages requis pour les fins dudit commerce;

Acquérir toutes propriétés mobilières ou immobilières que la compagnie croira utiles pour les fins de son commerce, et les aliéner ou en disposer autrement;

Acquérir, détenir, utiliser, vendre, céder, louer des lettres patentes de la Puissance du Canada ou de tous pays étrangers, droits de brevets, patentes et privilèges, inventions, améliorations et procédés, recettes, droits d'auteur, marques de fabriques et de commerce qui se rapportent ou sont utiles à l'industrie de la compagnie, octroyer des patentes pour les exploiter ou en disposer ou les négocier autrement;

Obtenir de tout gouvernement, domestique ou étranger, autorité municipale, ou autre autorité, ou acquérir autrement par achat, location, cession ou de toute manière, tous les pou-

"Handygrip, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty second day of December, 1925, incorporating Sven Aage Larsen, agent, Dame Ella Larsens, Housewife, wife of the said Sven Aage Larsen, and the said Sven Aage Larsen to authorize his said wife; Hans Vilhelm Christoffersen, agent, Dame Anna Bergithe Christoffersen, Housewife, wife of the said Hans Vilhelm Christoffersen, and the said Hans Vilhelm Christoffersen to authorize his said wife; and Arne Theodore Christoffersen, agent, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally, either as principals or agents, the business of manufacturers of and dealers in all kinds of small wares, mechanical devices, machines and machinery, tools, implements and wood working or metal working devices, and whether of wood or metal, and particularly of handygrips;

To act as agents for manufacturers and dealers engaged in the manufacture, sale, importation and exportation of the aforesaid articles;

To purchase, erect, construct, own, lease or otherwise acquire buildings, manufactories and warehouses, together with all the machinery and plant required for the purposes of the said business;

To acquire any property, movable or immovable, which may seem useful to the Company for the purposes of its business, and to alienate or otherwise dispose of the same;

To acquire, hold, use, sell, assign, lease, grant licenses in respect of, or otherwise dispose of or deal with Letters Patent of the Dominion of Canada, or of any foreign country, patent rights, licenses, privileges, inventions, improvements and processes, recipes, copyrights, trade-marks and trade-names which may relate to or be useful in connection with the business of the Company;

To obtain from any domestic or foreign Government or municipal authority or to acquire by purchase, lease, assignment, or in any manner, any powers, rights, privileges, immunities, franchises

voirs, droits, privilèges, immunités, franchises et concessions que la compagnie croira désirables, et les exercer et les exploiter et entreprendre et poursuivre toute industrie qui en découle;

Acquérir par achat ou autrement, et utiliser, exploiter, et mettre en œuvre la totalité ou toute partie du commerce, de la clientèle, des droits, biens et propriétés, ou en disposer, et assumer le passif de toute firme, personne ou compagnie, dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, et les payer en deniers comptants ou en actions, obligations, débiteures ou autres valeurs de cette corporation ou autrement, et lors de toute aliénation, accepter de l'argent, des actions, obligations ou autres valeurs en échange;

Se fusionner et conclure toute convention pour le partage des profits, l'union des intérêts ou toute aventure conjointe semblable, avec toutes personnes, firmes ou corporations exerçant une industrie semblable en tout ou en partie à celle de cette compagnie, lorsque la compagnie le jugera convenable;

Promouvoir ou aider à promouvoir ou devenir actionnaires dans toute compagnie subsidiaire ou autre dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, ou s'unir ou se fusionner avec telle compagnie aux termes et conditions jugés convenables;

Accepter en paiement ou paiement partiel de toutes dettes dues à la compagnie, les actions, obligations ou valeurs de toute autre compagnie;

Emettre et répartir des actions entièrement acquittées du capital-actions de la compagnie en paiement ou paiement partiel de toute propriété réelle ou personnelle ou mixte, et pour tous droits, privilèges et concessions obtenus par achat, bail ou autrement, ou pour toutes obligations dues par la compagnie, ou, avec l'approbation des actionnaires, pour services rendus ou qu'il aura été convenu de rendre à la compagnie par toute personne, firme ou corporation dans la formation et l'organisation de la compagnie, ou la conduite de ses opérations, et particulièrement dans la vente ou le placement d'aucune de ses actions, obligations ou valeurs; et payer une commission pour la vente et le placement de ses actions, obligations, débiteures ou autres valeurs;

Vendre, louer ou aliéner autrement la propriété, l'actif et les entreprises de la compagnie, en tout ou en partie, aux termes et conditions et pour la considération que les directeurs et les deux tiers en valeur des actionnaires de la compagnie jugeront acceptables, et particulièrement pour des actions, obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie ayant des objets semblables; et distribuer entre les actionnaires de la compagnie, en nature, toute propriété de la compagnie, et particulièrement toutes actions, débiteures, obligations ou valeurs de toute autre compagnie appartenant à cette compagnie, ou dont cette compagnie peut avoir le pouvoir de disposer; et disposer de telles actions, obligations, débiteures ou valeurs comme si elle en était la propriétaire;

Faire la totalité ou aucune des choses susmentionnées comme principaux, agents ou procureurs, et soit seuls ou en société avec d'autres, sous le nom de "Handygrip, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

and concessions which the Company may deem desirable, and to exercise and exploit the same, and to undertake and prosecute any business dependent thereon;

To acquire, by purchase or otherwise, and to use, carry on, operate or dispose of the whole or any part of the business, good-will, rights, assets and property, and assume the liabilities of any firm, person or company having objects altogether or in part similar to those of this Company, and to pay for the same in cash, stock, bonds, debentures or other securities of this corporation, or otherwise, and upon the disposal thereof to accept cash, stock, bonds, debentures or other securities in exchange therefor;

To amalgamate with, and or to enter into any arrangement for sharing of profits, union of interest or any such joint adventure, with any persons, firms or corporations carrying on any business similar in whole or in part to that of this Company, as the Company may deem expedient;

To promote or assist in promoting, or become a shareholder in any subsidiary or other company having objects altogether or in part similar to those of this Company, or to consolidate or amalgamate therewith on such terms and conditions as may be deemed expedient;

To accept in payment or part payment of any debt due to this Company, the shares, bonds, or securities of any other company;

To issue and allot fully paid up shares of the capital stock of the Company in payment or part payment for any property, real, personal or mixed, and for any rights, privileges and concessions secured by purchase, lease or otherwise, or for any liabilities owing by the Company, or, with the approval of the Shareholders, for services rendered or agreed to be rendered to the Company by any persons, firms or corporations, in the formation of the Company or the conduct of its business, and especially in the sale or placing of any of its stock, bonds or securities; and to pay a commission for the sale and disposal of its shares, bonds, debentures or other securities;

To sell, lease, or otherwise dispose of all the property, assets and undertakings of the Company, or any part thereof, on such terms and conditions, and for such consideration as the Directors and two-thirds in value of the Shareholders of the Company may deem proper, and in particular for shares, bonds or other securities of any other company having similar objects; and to distribute among the Shareholders of the Company, in kind, any property of the Company, and in particular any shares, debentures, bonds or other securities of any other company belonging to this Company, or of which this Company may have the power of disposing; and to deal with such shares, bonds, debentures and securities in all respects as being the owner thereof;

To do all or any of the above things as principals, agents or attorneys, and either alone or in partnership with others, under the name of "Handygrip, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Daté du bureau du secrétaire de la province,
le vingt-deuxième jour de décembre 1925.

Le sous-secrétaire de la province.

85

C.-J. SIMARD.

Dated at the office of the Provincial Secretary,
this twenty second day of December, 1925.

C. J. SIMARD.

86

Assistant Provincial Secretary.

"Polly Prim Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de décembre, 1925, constituant en corporation: Joseph Shapiro et Benjamin Robinson, avocats, et Michael Greenblatt, étudiant en droit, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes :

Faire le commerce en gros et en détail de confections pour dames, habits, costumes, manteaux, robes, jupons, blouses et sous-vêtements pour dames, habits pour enfants, soirées, broderies, dentelles, nouveautés, fourrures, articles de mode, marchandises sèches, fournitures pour tailleurs, confections pour hommes et marchandises en général;

Manufacturer, importer, exporter, acheter et vendre les marchandises comprises dans les commerces susmentionnés, ouvrir et exploiter des magasins et succursales et établir des fabriques pour les fins susmentionnées;

Solliciter, acheter, ou autrement acquérir toute autre industrie semblable, découlant des pouvoirs ci-dessus, que la compagnie jugerait susceptible d'être exercée avec avantage conjointement avec aucune des industries ci-dessus;

Acquérir ou se charger de la totalité ou de toute partie de la propriété et des obligations de toutes personnes ou compagnies engagées dans une industrie que la présente compagnie est autorisée à exercer, ou possédant de la propriété convenable pour le bénéfice de la présente compagnie;

D'une manière générale, acheter, prendre à bail ou en échange, arrenter ou acquérir autrement toute propriété mobilière ou immobilière et tous droits et privilèges que la compagnie jugerait être nécessaires à son industrie et, en particulier, tous terrains, édifices, obligations, machineries, outillage et fonds de commerce, et faire un commerce général d'immeubles;

Acquérir et détenir des parts dans toute autre compagnie dont les objets sont similaires à ceux de la présente compagnie;

Rémunérer, avec l'approbation des actionnaires, toute personne ou compagnie, pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'un nombre quelconque des actions et valeurs de la compagnie, ou au sujet de la formation ou de la promotion de la compagnie ou dans la conduite de ses affaires;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets, lettres de crédit, lettres de change, traites, chèques, débiteures et tous autres instruments négociables et transférables;

Faire toutes les choses, exercer tous les pouvoirs et exploiter toute industrie connexes à l'exercice des objets pour lesquels cette compagnie est constituée en corporation, sous le nom de "Polly Prim Company, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions ordinaires d'une valeur au pair de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et district de Montréal.

"Polly Prim Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the twenty third day of December, 1925, incorporating: Joseph Shapiro and Benjamin Robinson, advocates, and Michael Greenblatt, student-at-law, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To deal wholesale and retail in women's ready made clothing, ladies' suits, costumes, coats, dresses, skirts, blouses, underwear, children's wearing apparel, silk, embroidery, lace, novelties, furs, millinery, dry goods, tailors' trimmings, men's ready made clothing and merchandise generally;

To manufacture, import, export, buy and sell goods included in the aforesaid business, to open and operate stores and branches and to establish factories for the above purposes;

To apply for, purchase or otherwise acquire any other similar industry, relating to the above powers, which the company may judge capable of being advantageously exercised in connection with any of the above industries;

To acquire or undertake in whole or in part property and obligations of any persons or companies engaged in any industry which the present company is authorized to undertake or in possession of suitable property for the benefit of the present company;

To buy in general, take on lease or in exchange, rent or otherwise acquire any movable or immovable property and all rights and privileges which the company may deem necessary for its industry and particularly all lands, buildings, obligations, machinery, tools, and stock in trade and to deal in real estate generally;

To acquire and hold shares in any other company the objects of which are similar to those of the present company;

To remunerate, with the sanction of the shareholders, any person or company for services rendered or to be rendered in disposing of or helping to dispose of or guaranteeing the disposal of any number of shares or other values of the company, or in regard to the formation or promotion of the company of the conduct of its affairs;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue notes, letters of credit, bills of exchange, drafts, checks, debentures, and other negotiable and transferable instruments;

To do all things, exercise all the powers and carry on any business incidental to the carrying on the objects wherefor the company is incorporated, under the name of "Polly Prim Company, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of common stock of a par value of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Daté du bureau du secrétaire de la province,
ce vingt-troisième jour de décembre, 1925.

Le sous-secrétaire de la province,

87

C.-J. SIMARD.

"Quality Comforters, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de décembre, 1925, constituant en corporation: Ralph-Lazar Bercovitch, avocat, Moses Binder, Harry Baker, commis, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter, faire le trafic et le commerce de douillettes, couvre-pieds, couvertures de lit, fourrures, habits, vêtements, draps, cotons, étoffes, lainages, tissus, marchandises sèches, plumes, duvets, et de tous articles se rapportant directement ou indirectement avec les métiers et fabrications susmentionnés;

Acheter, vendre, accepter, prendre, recevoir, acquérir, détenir, ou revendre, ou aliéner en aucune manière des actions, stocks, soit ordinaires ou privilégiés, déventures, bons et autres obligations de toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables aux objets de cette compagnie ou exerçant tout commerce pouvant être exercé de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie; et voter en vertu des actions ainsi détenues par l'entremise de l'agent ou des agents que les directeurs nommeront;

Acquérir, assumer, louer et exploiter toute corporation, compagnie, firme ou société faisant affaires dans toutes lignes se rapportant directement ou indirectement au commerce ou partie du commerce exercé par "Quality Comforters, Limited", avec l'actif, les marques de commerce, dessins, brevets, permis et clientèle se rapportant directement ou indirectement aux fins de "Quality Comforters, Limited", et payer pour telle acquisition le prix convenu soit en deniers comptants ou en actions entièrement libérées du capital-actions de la compagnie constituée par les présentes, ou partie en deniers comptants ou partie en actions libérées;

Ouvrir et exploiter des succursales, fabriques, entrepôts, magasins, échoppes, agences privées, comptoirs dans des magasins à rayons et toutes sortes de places d'affaires où le commerce de la compagnie peut être exercé;

Prendre des agences pour toute compagnie, corporation, société ou personne faisant affaires dans toutes lignes se rapportant aux objets de la présente compagnie;

Se fusionner à toute compagnie, corporation, société ou personne exploitant un commerce semblable en tout ou en partie à celui de la présente compagnie;

Vendre, transporter ou autrement aliéner la totalité ou toute partie du commerce de la présente compagnie à toute corporation, société ou personne et accepter en considération des actions, déventures, bons ou valeurs de toute autre compagnie;

Acquérir, acheter, louer, arrêter, vendre, échanger ou aliéner en aucune manière toute propriété immobilière ou biens-fonds que la présente compagnie pourra juger nécessaires ou utiles dans l'exercice d'aucun de ses commerces;

Prêter des deniers et aider au moyen de bonis, prêts, promesses, endossements, garanties d'o-

Dated at the office of the Provincial Secretary,
this twenty third day of December, 1925.

C. J. SIMARD,

88

Assistant Provincial Secretary.

"Quality Comforters, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty second day of December, 1925, incorporating: Ralph Lazar Bercovitch, advocate, Moses Binder, Harry Baker, clerks, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, import, export, trade and deal in all kinds of comforters, bedspreads, bed coverings, furs, clothings, wearing apparel, cloth, cotton, tweeds, woollens, fabrics, dry goods, feathers, down, and all or any article connected in any way, directly or indirectly, with the above mentioned trade and manufacture;

To purchase, sell, accept, take, receive, acquire, hold, or resell or dispose of in any way, shares, stock, either common or preferred, debentures, bonds or other obligations, in any other company having objects similar in whole or in part to the object of this Company, or carrying on any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this Company, and to vote all shares so held through such agent or agents as the Directors may appoint;

To acquire, take over, lease and operate any corporation, company, firm or partnership carrying on business in any line connected directly or indirectly with the business or part of the business carried on by the "Quality Comforters, Limited", together with any assets, trade marks, designs, patents, licenses and good will connected directly or indirectly with the purposes of the "Quality Comforters, Limited", and to pay for same at the price agreed upon, either in cash or in fully paid up shares of the capital stock of the company thereby created, or partly in cash or partly in paid up shares;

To open and operate branches, manufacturing, warehouses, stores, shops, private agencies, counters in departmental stores, and all kinds of places of business where the business of the Company may be carried on;

To take agencies with any Company, corporation, partnership or person carrying on business in any line connected with any of the present Company's objects;

To amalgamate with any company, corporation, partnership or person carrying on business similar in whole or in part to that of the present Company;

To sell, transfer, or otherwise dispose of the whole or any part of the present Company's business to any corporation, partnership or person, and to accept in consideration therefore, shares, bonds, debentures, or securities of any other company;

To acquire by purchase, rent, sell or exchange, and dispose of in any way, any immovable or real estate which the present Company may consider necessary or useful to carry out any of its business;

To lend money to, or raise and assist in the raising of money for and to aid by way of bonus,

bligations, débentures ou autres valeurs ou autrement à toute corporation, compagnie, individu ou association avec lesquels la compagnie pourrait avoir des relations d'affaires ou prélever et aider à prélever des deniers pour eux, et garantir l'exécution des contrats par toute telle compagnie, corporation, individu ou association, ou par toute autre personne ou personnes avec lesquelles la compagnie pourrait avoir des relations commerciales;

Faire enregistrer ou reconnaître la compagnie dans tout pays étranger et y désigner des personnes en conformité des lois de cedit pays étranger pour représenter la compagnie, et accepter la signification de procédures pour et au nom de la compagnie dans tout procès ou poursuite;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter ou émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

Distribuer entre les actionnaires de la compagnie, en nature, aucune partie des propriétés ou de l'actif de la compagnie aux époques et de la manière que la compagnie croira convenables;

Promouvoir une ou plusieurs compagnies, dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou qui seront rendus en plaçant ou en aidant à placer ou en garantissant le placement des parts du capital-actions de la compagnie ou toutes débentures, titres ou autres valeurs de la compagnie, ou au sujet de la formation ou de la promotion de la compagnie ou de la conduite de ses opérations;

Faire des emprunts de deniers et donner en garantie tout immeuble ou autre actif possédé par la compagnie, par voie d'hypothèques ou autrement;

Acheter toute réclamation litigieuse et la payer avec des actions de la compagnie;

Faire toutes autres choses qui se rattachent ou conduisent à la réalisation des objets de la compagnie;

Émettre, vendre et répartir, avec l'approbation des actionnaires, pour services rendus à la compagnie, soit professionnels ou autres, des actions entièrement acquittées du capital-actions de la présente compagnie, sous le nom de "Quality Comforters, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions d'une valeur de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour de décembre, 1925.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

89

loans, promise endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any corporation, company, individual or association with which the company may have business relations and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation, individual, or association or any other person or persons with whom the company may have business relations;

To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein in accordance with the laws of such foreign country, to represent the Company and accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

To draw, make, accept, endorse, execute or issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants or other negotiable or transferable instruments;

To distribute among the shareholders of the Company, in kind, any property or assets of the Company, at such time and in such manner as the Company may think it proper;

To promote any company, or companies for the purposes of acquiring all or any of the property and liabilities of the company or for any other purposes which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares of the company's capital, or any debentures, stock or other security of the Company or in or about the formation or promotion of the Company or the conduct of its business;

To borrow money and give as security any real estate or other assets owned by the Company by means of mortgages or otherwise;

To purchase any litigious claims and to pay for same with the shares of the company;

To do any other things as are incidental to or conducive to the attainment of the objects of the Company;

To issue, sell or allot, with the approval of the shareholders for the services rendered to the Company, either professional or otherwise, fully paid up shares of the capital stock of the present company, under the name of "Quality Comforters, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of the value of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of December, 1925.

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

90

"Standard Mortgage Loan Corporation, Limited"

Avis est donné au public que, en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par Monsieur l'Administrateur du Gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dix-septième jour de décembre 1925, constituant en corporation: Jonathan Robinson, John-Lewis O'Brien, avocats, Alexander-Joseph Cooney et Henry Hawkins Rath, comptables, Maurice Monro Cox, gérant de bureau, mademoiselle

"Standard Mortgage Loan Corporation, Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by His Honour the Administrator of the Government of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of December, 1925, incorporating: Jonathan Robinson, John Lewis O'Brien, advocates, Alexander Joseph Cooney, and Henry Hawkins Rath, accountants, Maurice Monro Cox, office manager, Miss Priscilla McNair and Miss Eva Danaher,

Priscilla McNair et mademoiselle Eva Danaher, sténographes, filles majeures, tous de la cité de Montréal, pour les fins suivantes:

Souscrire, garantir et acquérir par achat, échange ou autre titre légal, et détenir soit comme propriétaire absolu ou soit comme garantie collatérale ou autrement, et offrir au public pour souscription, vendre, garantir la vente, et céder, transporter ou autrement disposer ou faire le commerce d'obligations, débentures, stocks, actions et autres valeurs, traites, récépissés d'entrepôts, billets, ventes conditionnelles, contrats, comptes recevables, et toutes sortes d'effets de commerce et preuves de dettes de tout gouvernement, corporation municipale ou scolaire, compagnie ou corporation bancaire, d'utilité publique, commerciales, industrielles ou autres, ou industriels ou associations, transiger et faire les opérations d'une agence financière ou de courtage, et agir comme agents et courtiers pour l'achat, la vente, l'amélioration, le développement et l'administration de toutes propriétés, affaires ou entreprises;

Agir comme courtiers et agents d'assurances, et comme courtiers et agents pour le placement, le prêt, le paiement, le transport et la perception de deniers;

Promouvoir, organiser, gérer ou développer toute corporation ou compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie et acquérir par achat, location ou autrement tout commerce ou industrie existante et les réorganiser et les développer;

De temps à autre demander, acheter ou acquérir par cession, transfert ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de tout permis, pouvoir, autorisation, concession, droit ou privilège qu'un gouvernement ou toute autorité suprême, municipale ou locale, ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir de décréter, de faire ou d'accorder, et affecter les actions, les obligations et l'actif de la compagnie pour en défrayer les frais, charges et dépens nécessaires;

Pour les fins de la compagnie, accepter, prendre à bail ou en échange et autrement acquérir toutes propriétés réelles ou personnelles, et les vendre, améliorer, gérer, développer, louer et faire valoir, en disposer ou les attribuer autrement;

Vendre, louer ou aliéner autrement l'actif, les biens et l'entreprise de la compagnie ou toute partie de l'actif, des biens et de l'entreprise, pour telle considération que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour des actions, débentures, obligations ou valeurs de toute autre compagnie;

Se fusionner ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction que cette compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'entreprendre, de nature à augmenter la valeur des propriétés ou valeurs de la compagnie, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle compagnie, et les vendre, les détenir, les récépissés avec ou sans garantie ou en disposer autrement;

Émettre et répartir comme acquittées les actions de la compagnie constituée en corporation par les présentes, en paiement complet ou partiel de toute industrie, franchise, entreprise, biens, droits, pouvoirs, privilèges, baux, per-

stenographers, spinsters, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To subscribe for, underwrite and acquire by purchase, exchange or other legal title, and to hold, either absolutely as owner or by way of collateral security or otherwise, and to offer for public subscriptions, sell, guarantee the sale of and to assign, transfer or otherwise dispose of or deal in bonds, debentures, stocks, shares and other securities, trade acceptances, warehouse receipts, notes, conditional sales, contracts, accounts receivable and all kinds of commercial paper and evidence of indebtedness of any government or municipal or school corporation or of any banking, public utility, commercial, industrial or other company or corporation or industrial or association, to transact and carry on a general financial agency and brokerage business, and to act as agents and brokers for the purchase, sale, improvement, development and management of any property, business or undertaking;

To act as insurance brokers and as agents and brokers for the investment, loan, payment, transmission and collection of money;

To promote, organize, manage or develop any corporation or company having objects similar in whole or in part to those of the company, and to acquire by purchase, lease or otherwise any existing business on industry, and to reorganize and develop the same;

From time to time to apply for, purchase or acquire by assignment, transfer or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, concessions, rights or privilege which any government or authority, supreme, municipal or local, or any corporation or other public body may be empowered to enact, make or grant, and to appropriate any of the company's stock, bonds and assets to pay and defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

For the purposes of the company to purchase, take on lease or in exchange and otherwise acquire any real and personal property, and to sell, improve, manage, develop, lease, dispose of, turn to account and or otherwise deal with the same;

To sell, lease or otherwise dispose of the assets, property and undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures, bonds or securities of any other company;

To amalgamate with or enter into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business to transaction which this company is authorized to engage in or calculated to enhance the value of the company's properties or securities, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal in the same;

To issue and allot as fully paid up stock of the company hereby incorporated, in payment or part payment of any business, franchise, undertaking, property, rights, powers, privileges, lease, license, contract, real estate, stocks, bonds

mis, contrats, immeubles, actions, obligations et débetures ou autres biens ou droits qu'elle pourrait légalement acquérir en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par les présentes;

Lever et contribuer à lever des fonds et aider au moyen de bonis, prêts, promesses, endossements, garanties d'obligations, débetures ou autres valeurs ou autrement, toute corporation, compagnie, individu ou association avec lesquels cette compagnie est en affaires, et se porter garants de l'exécution des contrats par toute compagnie, corporation, individu ou association ou par toute personne ou personnes semblables;

Distribuer entre les actionnaires de la compagnie, en nature, les biens de la compagnie, et en particulier les actions, les débetures ou valeurs de toute autre compagnie appartenant à la compagnie ou dont celle-ci aurait le pouvoir de disposer;

Placer et attribuer les deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis de la manière déterminée de temps à autre;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou qui seront rendus en plaçant ou aidant à placer, ou en garantissant le placement d'aucune des actions du capital de la compagnie, ou toutes obligations, débetures, actions-obligations ou autres valeurs ou relativement à la formation ou l'organisation de la compagnie ou la conduite de ses affaires;

Garantir le titre de toute propriété ou hypothèque, et émettre des certificats à ces fins aux termes et conditions que la compagnie pourra déterminer;

Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger, y désigner les personnes qui, d'après les lois de ce pays étranger, la représenteront et recevront pour et au nom de la compagnie assignation d'aucune procédure dans toute poursuite ou action;

Faire toutes ou chacune des choses précitées comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets susmentionnés, sous le nom de "Standard Mortgage Loan Corporation, Limited".

Le montant du capital-actions de la compagnie sera de 2,000 actions privilégiées à dividende cumulatif de 7% de \$100.00 chacune et 6,000 actions ordinaires sans valeur nominale au pair, lequel capital est sujet à augmentation en vertu des dispositions de ladite loi et de ses amendements, pourvu que les actions (sans valeur nominale au pair) soient émises pour la considération qui sera fixée par le conseil d'administration, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de cinquante mille piastres (\$50,000.00).

Lesdites actions privilégiées auront droit et seront sujettes aux préférences, priorités, droits, privilèges, limitations et conditions ci-après énoncés, savoir:

1. Les porteurs desdites actions privilégiées auront droit de recevoir, à même les bénéfices nets de la compagnie attribuables au paiement des dividendes en aucune année, des dividendes privilégiés cumulatifs fixes au taux de sept pour cent (7%) par année, lesdits dividendes ayant priorité à tout dividende sur les autres actions de la compagnie et seront cumulatifs, de sorte que si, en aucune année, la compagnie ne paie pas des dividendes au montant de sept pour cent (7%) sur ces actions, le solde décaité sera comblé à même les bénéfices des années subsé-

and debentures or other property or rights which it may lawfully acquire by virtue of the powers herein granted;

To raise and assist in raising money for, and to aid by way of bonus, promise, loan, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any corporation, company, individual or association with which the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation, individual or association or by any such person or persons;

To distribute among the shareholders of the company, in kind, any property of the company, and in particular any shares, debentures, or securities in other companies belonging to the company or which the company may have power to dispose of;

To invest and deal with the monies of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares of the company's capital or any bonds, debentures, debenture stock or other securities, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of the business;

To guarantee the title to any real estate property, or mortgage, and to issue certificates therefor upon such terms and conditions as the company may decide;

To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein according to the laws of such foreign country to represent this company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others;

To do all such other things as are incidental to or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Standard Mortgage Loan Corporation, Limited".

The amount of capital stock of the company is to be 2000 shares of 7% cumulative preferred shares of \$100.00 each and 6000 common shares without nominal or par value, subject to the increase of such capital stock under the provisions of the said Act and amending Acts, provided that such shares (without nominal or par value) may be issued for such consideration as may be fixed by the board of Directors, and the amount with which the company will commence its operations will be fifty thousand dollars (\$50,000.00).

The said preferred shares shall carry and be subject to the preferences, priorities, rights, privileges, limitations and conditions hereinafter set forth, that is to say:

1. The holders of the said preferred shares shall be entitled to receive, out of the net profits of the company available for dividends in any year, a fixed cumulative preferential dividend at the rate of seven per cent (7%) per annum, said dividends to be in preference to any dividends upon the other shares of the company and to be cumulative, so that if, in any year, dividends amounting to seven per centum (7%) should not have been paid thereon, the deficiency shall be made good out of the earnings of subsequent years before any dividends shall be paid upon or

quentes avant le paiement ou la mise de côté de dividendes sur les autres actions de la compagnie. Ces dividendes privilégiés cumulatifs seront payables trimestriellement les quinze janvier, avril, juillet et octobre de chaque année et commenceront à courir et seront cumulatifs à compter du premier janvier 1925, le premier versement trimestriel étant dû le quinze avril 1925;

2. Survenant la liquidation, dissolution ou ventilation de la compagnie, soit volontaire ou involontaire, le surplus de l'actif sera attribué en premier lieu pour rembourser les détenteurs desdites actions privilégiées et de toutes autres actions de même priorité que les actions privilégiées, du plein montant du capital desdites actions avec tous les dividendes courus et impayés, et après tel remboursement, tout surplus de l'actif appartiendra aux autres membres de la compagnie et sera divisé entre eux;

3. Les porteurs desdites actions privilégiées n'auront pas droit de vote aux assemblées générales de la compagnie ou de ses actionnaires, pourvu toutefois que si et lorsque quatre dividendes cumulatifs trimestriels sur lesdites actions privilégiées ont couru et sont en souffrance, les porteurs desdites actions privilégiées auront droit de voter à toutes les assemblées générales de la compagnie ou de ses actionnaires aussi longtemps que la compagnie est en défaut dans le paiement de tout dividende cumulatif trimestriel sur lesdites actions privilégiées;

4. La totalité ou toute portion desdites actions privilégiées sont rachetables au gré de la compagnie, à toute date d'échéance de dividende, au taux de cent cinq piastres (\$105.00) l'action, avec en plus tous les dividendes courus et impayés jusqu'à la date de rachat, sur préavis de pas moins de trente (30) jours aux détenteurs enregistrés de ces actions, de la manière prescrite par résolution du conseil d'administration. Si moins que la totalité desdites actions privilégiées sont appelées en aucun temps pour rachat, le montant ainsi appelé sera choisi de la manière prescrite par résolution du conseil d'administration. Si l'avis de tel rachat est donné et si un montant suffisant pour racheter les actions privilégiées appelées pour rachat est déposé entre les mains des agents de transfert ou banquiers de la compagnie, ou en tout autre endroit spécifié dans l'avis, le ou avant le jour fixé pour le rachat, les dividendes sur les actions privilégiées appelées pour être rachetées cesseront de courir après la date fixée pour le rachat et les détenteurs de telles actions n'auront, après cette date, aucun droit dans ou contre la compagnie et nul autre droit excepté celui de recevoir le paiement du montant prévu ci-dessus à même les argents ainsi déposés;

5. Les actions privilégiées sont émises et acceptées par le détenteur avec l'entente explicite faite ou convenue entre ladite compagnie et les actionnaires présents et futurs que les dispositions susmentionnées peuvent être modifiées ou amendées et que le capital de la compagnie peut être augmenté ou réduit en aucun temps et de temps à autre par lettres patentes supplémentaires, et que le capital augmenté peut être divisé en plusieurs classes auxquelles actions seront attachées toutes préférences et tous droits, privilèges ou conditions différés, qualifiés ou spéciaux quant au paiement des dividendes, la distribution de l'actif, le droit de vote ou autre droit que les autres actionnaires en assemblée générale pourront déterminer, pourvu toutefois que toute modification des dispositions susmentionnées ou toute augmentation d'actions privilégiées de la

set apart for the other shares of the company. The said cumulative preferential dividends shall be payable quarterly on the 15th days of January, April, July and October in each year, and shall accrue and be cumulative from and after the 1st day of January, 1925, and the first quarterly payment shall be made on the 15th day of April, 1925;

2. In the event of any liquidation, dissolution or winding up of the company, whether voluntary or involuntary, the surplus assets shall be applied in the first place in repaying the holders of the said preferred shares and of any other shares entitled to rank *pari passu* with them, the full amount of the principal thereof together with all unpaid accrued dividends, and subject as aforesaid such surplus assets shall belong to and be divided among the other members of the company;

3. The holders of the said preferred shares shall not be entitled to vote at general meetings of the company or of its shareholders, provided, however, that if and whenever four quarterly cumulative dividends on the said preferred shares shall have accrued and be in default, the holders of the said preferred shares shall be entitled to vote at all general meetings of the company or of its shareholders so long as the company shall be in default in payment of any quarterly cumulative dividends on the said preferred shares;

4. The whole or any part of the said preferred shares shall be subject to redemption at the option of the company, upon any dividend payment date, at the rate of one hundred and five dollars (\$105.00) a share, plus accrued and unpaid dividends to the date of redemption, upon the giving of not less than thirty (30) days notice to the registered holders thereof, in such manner as may be prescribed by resolution of the board of Directors. If less than the whole of such preferred shares be at any time called for redemption, the amount so called shall be selected in such manner as may be prescribed by resolution of the board of Directors. If notice of any such redemption be given and an amount sufficient to redeem the preferred shares called for redemption be deposited with the company's transfer agents or bankers, or any other place specified in the notice, on or before the date fixed for redemption, no dividends on the preferred shares so called for redemption shall accrue after the date so fixed for redemption and the holders of such stock shall thereafter have no right for or against the company, and no other rights except to receive payment of an amount as above provided out of the sum so deposited;

5. The preferred shares are issued to and accepted by the holders thereof upon the express understanding made and entered into between the said company and the present and all future shareholders thereof, that the foregoing provisions may be modified or varied and that the capital of the company may be increased or reduced at any time and from time to time by supplementary letters patent, and the increased capital may be divided into several classes and have attached thereto any preferential, deferred, qualified or special rights, privileges or conditions, as to payment of dividends, distribution of assets, voting or otherwise, as the other shareholders in general meeting may determine, provided, however, that any modification of the foregoing provisions or any increase in the preferred shares of the class hereinabove described,

classe décrite ci-dessus, ou l'émission de toutes actions ayant le même rang ou priorité que les dites actions privilégiées, ou les affectant en aucune autre manière, ne soient pas autorisées excepté avec le consentement et l'approbation des détenteurs de la majorité des $\frac{3}{4}$ des actionnaires présents à l'assemblée spécialement convoquée pour cette fin.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, le dix-septième jour de décembre 1925.

Le sous-secrétaire de la province,

91 C.-J. SIMARD.

or the issue of any shares ranking *pari passu* with or in priority to the said preferred shares, or in any other manner affecting the same, shall not be authorized except with the consent and approval of the holders of the majority of $\frac{3}{4}$ of the shareholders present at the meeting specially called for that purpose.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventeenth day of December, 1925.

C. J. SIMARD,

92 Assistant Provincial Secretary.

Lettres patentes supplémentaires

"Bond Street Clothes Shop, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, articles 5969 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-huitième jour de décembre, 1925, changeant le nom de la compagnie "Wm Potts, Limited", en celui de "Bond Street Clothes Shop, Limited".

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour de décembre, 1925.

Le sous-secrétaire de la province,

93 C.-J. SIMARD.

Supplementary Letters Patent

"Bond Street Clothes Shop, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies Act, 1920, articles 5969 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty eighth day of December, 1925, changing the name of the company "Wm Potts, Limited", to that of "Bond Street Clothes Shop, Limited".

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty eighth day of December, 1925.

C. J. SIMARD,

94 Assistant Provincial Secretary.

"Montreal Island Gulf Club, Inc.".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, articles 5993 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-sixième jour de juin, 1925, à la compagnie "Montreal Island Gulf Club, Inc.", confirmant un règlement de la dite compagnie augmentant son capital de \$99,000.00 à \$199,000.00 par la création de 1,000 actions additionnelles de \$100.00 chacune.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de juin, 1925.

Le sous-secrétaire de la province,

95 C.-J. SIMARD.

"Montreal Island Gulf Club, Inc.".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, articles 5993 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty sixth day of June 1925, to the company "Montreal Island Gulf Club, Inc.", ratifying a by-law of the said company increasing its capital of \$99,000.00 to \$199,000.00 by the creation of 1,000 additional shares of \$100.00 each.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-sixth day of June, 1925.

C. J. SIMARD,

96 Assistant Provincial Secretary.

Demandes à la Législature

LA COMPAGNIE PROVINCIALE D'INDEMNITÉS. (THE PROVINCIAL INDEMNITY COMPANY)

Avis public est par les présentes donné qu'à la prochaine session de la Législature de Québec, La compagnie Provinciale d'Indemnités, (The Provincial Indemnity Company) fera application pour obtenir la passation d'une loi amendement la loi 9 Georges V, chapitre 121, dans le but, entre autres, d'augmenter son capital-actions, et aussi pour obtenir des pouvoirs additionnels.

Montréal, 26 décembre, 1925.

Les avocats de la

Compagnie Provinciale d'Indemnités,

31-1-4 LAMOTHE, GADBOIS & CHARBONNEAU.

Applications to the Legislature

LA COMPAGNIE PROVINCIALE D'INDEMNITÉS (THE PROVINCIAL INDEMNITY COMPANY)

Public notice is hereby given that "La Compagnie Provinciale d'Indemnités" (The Provincial Indemnity Company), will apply at the next Session of the Legislature of Quebec, to obtain the passation of a Bill amending the law 9 George V, chapter 121, in order, among other things, to increase its capital-stock, and also to obtain additional powers.

Montreal, December, 26th., 1925.

LAMOTHE, GADBOIS & CHARBONNEAU,

Attorneys for

La Compagnie Provinciale d'Indemnités

32-1-4 (The Provincial Indemnity Company).

Avis est par les présentes donné que la compagnie "The Warren Company, Limited", s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'une loi ratifiant certaines résolutions des commissaires d'écoles de la municipalité de Saint-Edouard-de-Fraserville et des syndics de la corporation scolaire dissidente de Fraserville, et certains contrats entre les mêmes parties et la dite compagnie à l'effet de fixer pour dix années, à compter du premier juillet 1925, à sept cent cinquante piastres (\$750.00) les taxes scolaires payables annuellement sur les propriétés mobilières et immobilières de la dite compagnie, et de légaliser l'arrangement pour taxes scolaires ainsi effectué entre les dites parties.

Rivière-du-Loup, le 28 décembre 1925.

Le procureur de la requérante,
55—1-4 HORACE CIMON.

Notice is by these presents given that "The Warren Company, Limited", shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act ratifying certain resolutions of the School Commissioners of the Municipality of Saint Edouard de Fraserville and of the Trustees of the Dissident School Corporation of Fraserville, and certain contracts between the same parties and the said Company, to the effect of fixing for ten years, from the first of July 1925, at seven hundred and fifty (\$750.00) dollars the school taxes payable annually on the movables and immovables of the said Company, and to legalize the arrangement for school taxes thus effected between said parties.

Rivière du Loup, December 28th, 1925.

HORACE CIMON,
56—1-4 Solicitor for the Petitioner.

Avis est par les présentes donné que les Sœurs de la Congrégation de Notre-Dame de Montréal s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine Session, pour demander certains amendements à la loi les constituant en corporation — 8 Victoria, chapitre 99 et 48 Victoria, chapitre 47—quant à leurs pouvoirs, et particulièrement le pouvoir d'emprunt, et autres fins.

Les Sœurs de la Congrégation de
Notre-Dame de Montréal.
Montréal, 30 décembre, 1925. 61—1-4

Notice is hereby given that les "Sœurs de la Congrégation de Notre-Dame de Montréal," will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for certain amendments to their act of incorporation, 8 Victoria, chapter 99 and 48 Victoria, chapter 47, respecting their powers and particularly their borrowing power and for other purposes.

"Les Sœurs de la Congrégation de
Notre-Dame de Montréal".
Montreal, December 30, 1925. 62—1-4

Avis public est donné qu'Adélar Lacasse, des cité et district de Québec, optométriste et opticien, s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi l'autorisant à continuer d'exercer sa profession dans la province de Québec, le déclarant membre de l'Association des Optométristes et Opticiens de la province de Québec et pour d'autres fins, et pour le cas où cette association présenterait à la même session de la Législature un projet de loi tendant à faire amender sa charte, avis public est donné que ledit Adélar Lacasse, s'il le juge à propos, fera sa demande par voie d'amendement à ce projet de loi.

Le pétitionnaire,
ADELARD LACASSE.
Québec, 15 décembre 1925. 5849—52-4

Public notice is hereby given that Adélar Lacasse, of the city and district of Quebec, optometrist and optician, will apply to the Legislature of Quebec, at its coming session, for the passing of an Act authorizing him to continue to practise his profession in the Province of Quebec, declaring him to be a member of the Association of Optometrists and Opticians of the Province of Quebec and for other purposes, and should such Association present a bill at the same session of the Legislature for the purpose of amending its charter, public notice is given that the said Adélar Lacasse, if he sees fit, will apply, by way of amendment, for the insertion of an amendment to the above effect.

ADELARD LACASSE,
Petitioner.
Quebec, 15th December, 1925. 5850—52-4

Avis public est donné que Victor Cardinal, Hercule Roy, Alphonse Deguire, fils, Xavier Cardinal, Joseph Deguire, Alphonse Goyer, Edouard Roy, Auguste Cardinal, Antoine-O. Desrosiers, Joim Hughes, Camille Légaré, cultivateurs, et James McKenna, fleuriste, tous des cité et district de Montréal, s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi mettant à la charge de la cité de Montréal seule le coût de la construction, du pavage, de la réparation et de l'entretien du Chemin de la Côte-des-Neiges, à partir du boulevard Westmount jusqu'à la rue Saint-Pascal, et pour d'autres fins, et pour le cas où la Cité de Montréal présenterait à la prochaine session de la Législature un projet de loi tendant à faire amender sa charte, avis public est donné que lesdits pétitionnaires feront leur demande par voie d'amendement à ce projet de loi, s'ils le jugent à propos.

Montréal, 22 décembre 1925.

Les avocats des pétitionnaires,
DESSAULLES, GARNEAU,
5853—52-4 DESY & SAINT-JACQUES.

Public notice is hereby given that Victor Cardinal, Hercule Roy, Alphonse Deguire, Jr., Xavier Cardinal, Joseph Deguire, Alphonse Goyer, Edouard Roy, Auguste Cardinal, Antoine O. Desrosiers, John Hughes, Camille Legaré, farmers, and James McKenna, florist, all of the City and District of Montreal, will apply to the Legislature of Quebec, at its coming session, for the passing of an Act providing that the cost of construction, paving, repairs and maintenance of Côte des Neiges Road, from Westmount Boulevard to Saint Pascal Street, be paid by the City of Montreal, and for other purposes, and should the City of Montreal present a bill at the same session of the Legislature for the purpose of amending its charter, public notice is hereby given that the said petitioners, if they see fit, will propose an amendment to the above effect.

Montreal, 22nd December, 1925.

DESSAULLES, GARNEAU,
5854—52-4 DESY & SAINT-JACQUES,
Attorneys for Petitioners.

Avis est par les présentes donné que la "Canadian International Paper Company," compagnie incorporée, fera application à la Législature de la province de Québec, lors de sa prochaine session, pour un acte ratifiant un certain règlement passé par le Conseil Municipal de la municipalité de West Templeton, dans le Comté de Hull, et les conventions entre la dite Compagnie et la dite municipalité fixant pour une période de vingt ans l'évaluation municipale de la propriété, des usines et des constructions en rapport avec un moulin de pulpe et de papier projeté et ses accessoires, situé en la dite municipalité, et pour autres objets.

Montréal, 21 décembre 1925.

Les procureurs des requérants,

BROWN, MONTGOMERY & McMICHAEL.
5855—52-4

Avis est donné que la corporation du village de Sainte-Anne, dans le comté de Chicoutimi, s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'autorisation d'établir et de maintenir, conjointement avec la ville de Chicoutimi, un service de bateaux pour la traversée sur la rivière Saguenay, entre la ville de Chicoutimi et le village de Sainte-Anne ou le canton de Tremblay, et que, dans le cas de refus de la ville de Chicoutimi de concourir à la municipalisation du service de cette traverse, la corporation du village de Sainte-Anne soit autorisée à organiser et maintenir seule ce service, et pour autres fins.

Chicoutimi, 21 décembre 1925.

Le procureur de la corporation du village de
Sainte-Anne,

5875—52-4 ELZEAR LEVESQUE.

Avis est par les présentes donné que MM. J.-Edouard Mignault, Arthur Paquet, J.-E. Gagnon, J.-Calixte Lacasse, de la cité de Québec, membres de l'Association des optométristes et opticiens de la province de Québec, Alphonse Morisset, de la ville de Montmagny, membre de ladite Association, et J.-E. Valentine, de la cité de Québec, négociant, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi les constituant en corporation avec les personnes qui se joindront à eux à l'avenir, sous le nom de "Le Collège d'optique de Québec", dans le but d'aider à l'avancement et à la diffusion de la science de l'optométrie et de l'optique par la création d'une école à Québec où seront donnés des cours spéciaux à ceux qui se destinent à la carrière d'optométriste et d'opticien. En sus des pouvoirs nécessaires au fonctionnement d'une corporation de ce genre, elle demandera ceux de créer à Québec une école d'optométrie et d'optique, de définir le programme de l'enseignement qui y sera donné, de nommer les professeurs nécessaires, de l'affilier à l'Université Laval, après entente avec elle, d'adopter des règlements fixant les conditions d'admission des membres du Collège, de leur enregistrement comme tels et d'octroi de licences leur permettant de pratiquer comme optométristes et opticiens, d'édicter des pénalités contre ceux qui pratiqueront l'optométrie et l'optique sans y être autorisés par la loi proposée ou par toute autre loi en vigueur, et contre ceux qui contreviendront à ces dispositions, de déterminer la procédure à suivre dans ces poursuites et de faire l'attribution des pénalités imposées; le tout sans préjudice des droits des médecins et chirurgiens de la province de Québec et des membres de l'Association des opto-

Notice is hereby given that the "Canadian International Paper Company," a body corporate, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, for an Act to ratify a certain By-Law passed by the Municipal Council of the Municipality of West Templeton, in the County of Hull, and agreements between the said Company and the said Municipality providing for the fixing for a period of twenty years of the valuation for municipal purposes upon property, works and constructions having to do with a proposed pulp and paper mill and accessories, in the said municipality, and for other purposes.

Montreal, 21st December, 1925.

BROWN, MONTGOMERY & McMICHAEL,
Attorneys for Applicant.

5856—52-4

Notice is hereby given that the corporation of the village of Sainte Anne, in the county of Chicoutimi, will make application to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for authorization to establish and maintain, jointly with the town of Chicoutimi, a ferry service over the River Saguenay, between the town of Chicoutimi and the village of Sainte Anne or the township of Tremblay, and, in case of refusal by the town of Chicoutimi to agree to the municipalization of such ferry service, the corporation of the village of Sainte Anne be authorized to organize and maintain alone such service, and for other purposes.

Chicoutimi, December 21st, 1925.

ELZEAR LEVESQUE,
Attorney for the corporation of the village of
Sainte Anne.

5876—52-4

Notice is hereby given that J. Edouard Mignault, Arthur Paquet, J. E. Gagnon, J. Calixte Lacasse, of the city of Quebec, members of the Association of Optometrists and Opticians of the Province of Quebec, Alphonse Morisset, of the town of Montmagny, member of said Association, and J. E. Valentine, of the city of Quebec, merchant, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to constitute them, with the persons who may join them in the future, a body politic and corporate under the name of "Le Collège d'Optique de Québec", with a view to promoting the advancement and diffusion of the science of optometry and optics by the creation of a school at Québec wherein shall be given special course to those wishing to embrace the profession of optometrist and optician. In addition to the powers necessary for the proper working of a corporation of this nature, it will apply for the powers to create, at Québec, a school of optometry and optics, to define the course of studies to be given therein, to appoint the necessary professors, to affiliate it to Laval University after agreement with said University, to adopt by-laws fixing the conditions of the admission of members of the college and their registration as such and the granting of licenses permitting to practice the profession of optometrists and opticians, to enact penalties against those practising optometry and optics without being authorized so to do by the projected Act or by any other act in force and against those contravening such provisions, to determine the procedure to be followed in such suits and to appropriate the penalties imposed; the whole without prejudice to the rights of physicians and surgeons of the Province of Quebec and of the members of the

métristes et opticiens de la province de Québec, et sans affecter les marchands de lunettes.

Québec, 14 décembre 1925.

Les procureurs des pétitionnaires,
JEAN HUDON et
5877—52-4 ROBERT CANNON,
Avocats.

Association of Optometrists and Opticians of the Province of Quebec, and without affecting the dealers in eye-glasses.

Québec, December 14, 1925.

JEAN HUDON &
ROBERT CANNON,
5878—52-4 Attorneys for applicants.

CITÉ DE MONTRÉAL

Avis public est par les présentes donné que la cité de Montréal s'adressera à la Législature de Québec, lors de sa prochaine session, pour obtenir certains amendements à sa charte, la loi 62 Victoria, chapitre 58, et aux différentes lois qui l'amendent, sur les matières suivantes:

Travaux permanents dans les ruelles privées; construction et paiement de pavages permanents; quote-part des propriétaires de lots de coin dans le coût des travaux permanents; emprunts; marchés et abris publics; égouts collecteurs; tunnels; incinérateurs, viaducs; organisation et tenue d'une exposition; annexion de municipalités ou de partie de municipalités; taxes; règlements; pouvoirs du Conseil; rôle de répartition du coût de l'égout collecteur West Broadway; acquisition à l'amiable ou expropriation d'immeubles et procédures à ce sujet; contribution à la construction, à l'administration et à l'entretien d'un pont entre Montréal et Longueuil; taxe sur les personnes ouvrant temporairement un magasin ou vendant temporairement dans un autre local; validation, acte de modification entre la cité et la Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique; acte de modification entre la cité et la "Canadian National Railway Co."; bail par "The Stanley Bagg Corporation" à la Cité; cession par la Cité de la rue Sainte-Croix aux Sœurs de Miséricorde de Montréal; construction de voies de tramways dans le parc Mont-Royal et échange de terrains à ce sujet; élections; date des élections générales; manœuvres frauduleuses; bureaux de votation; avis aux électeurs; bureaux de renseignements pour les électeurs; vente d'automobiles à l'enchère; vente d'immeubles pour arrérages de taxes; redressement de lignes de rues; abrogation de certains articles de la loi 62 Victoria, chapitre 58, et des lois qui l'amendent; changement des limites de certains quartiers.

L'assistant-greffier de la cité.

J.-ETIENNE GAUTHIER.

Bureau du Greffier de la Cité,

Hôtel de Ville,

Montréal, 22 décembre, 1925. 5881—52-4

Avis est par les présentes donné, que "La Compagnie des Tramways de Verchères, Chambly et Laprairie", une corporation ayant son principal bureau dans la cité de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir certains amendements à son acte d'incorporation, la loi 6 George V, chapitre 77 et ses amendements la loi 11 Georges V, chapitre 138 et la loi 14 Georges V, chapitre 106, regardant la période nécessaire pour la construction de son chemin de fer et le droit de faire circuler des autobus entre les mêmes limites et pour d'autres fins.

ANTOINE CHAUVIN,

Procureur de "La Compagnie des
Tramways de Verchères, Cham-
bly et Laprairie.

Montréal, 21 décembre 1925. 5883—52-4

CITY OF MONTREAL

Public notice is hereby given that the City of Montreal will apply to the Quebec Legislature, at its coming session, for certain amendments to its charter, the Act 62 Victoria, chapter 58, and to the different Acts amending the same, on the following matters:

Permanent works on private lanes; laying of permanent pavings and payment of the cost thereof; portion of the cost of permanent works payable by owners of corner lots; loans; public markets and shelters; trunk sewers; tunnels; incinerators; subways; organization and holding of an exhibition; annexation of municipalities or parts of municipalities; taxes; by-laws; powers of the Council; roll of apportionment of the cost of the West Broadway trunk sewer; acquisition by mutual agreement or expropriation of immovables and proceedings in connection therewith; contribution towards the construction, administration and maintenance of a bridge between Montreal and Longueuil; tax on persons temporarily opening a shop or temporarily selling goods in any other premises; ratification of deed of modification between the city and the Canadian Pacific Railway Company; of deed of modification between the City and the Canadian National Railway Co.; of lease by the Stanley Bagg Corporation to the City and of deed of cession of Saint Croix Street by the city to the Sisters of Mercy of Montreal; laying of tramway tracks in Mount Royal Park and exchange of land in connection therewith; elections; date of general elections; corrupt practices; polling booths, notice to electors; information bureaux for electors; sale of automobiles by public auction; sale of immovables for arrears of taxes; straightening of street lines; repeal of certain articles of the Act 62 Victoria chapter 58, and of the Acts amending the same; alteration of the limits of certain wards.

J. ETIENNE GAUTHIER,

Assistant City Clerk.

City Clerk's Office,

City Hall,

Montreal, 22nd December, 1925. 5882—52-4

Notice is hereby given that "Verchères, Chambly and Laprairie Tramways Company", a corporation having its head office in the city of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to amend its charter, the Act 6 George V, chapter 77, as amended by the Acts 11 George V, chapter 138, and 14 George V chapter 106, by extending the delay during which the construction of its railway may be commenced and completed, and to obtain the power to circulate autobus in the same district and other purposes.

ANTOINE CHAUVIN,

Attorney for "Verchères,
Chambly and Laprairie
Tramways Company".

Montreal, December 21, 1925. 5884—52-4

Avis est donné que la Compagnie dite "Anglo Canadian Pulp and Paper Mills, Limited", s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour faire autoriser le Conseil de la cité de Québec à fixer pour une période d'années l'évaluation des immeubles possédés par la compagnie, pour les fins de son industrie, dans les limites de la cité.

Les procureurs de la requérante,
ST-LAURENT, GAGNE,
DEVLIN & TASCHEREAU.

Québec, 23 décembre 1925. 5885-52-4

Notice is hereby given that "Anglo Canadian Pulp & Paper Mills, Limited" will apply to the Quebec Legislature, at its next session, for an Act authorizing the Council of the City of Quebec to determine for a period of years the valuation of the real estate held by the Company, for the purposes of its industry, within the limits of the city.

ST. LAURENT, GAGNE,
DEVLIN & TASCHEREAU,
Attorneys for petitioner.

Quebec, December 23, 1925. 5886-52-4

Avis est donné que la compagnie dite "Quebec Apartments, Limited" s'adressera à la Législature de Québec à sa prochaine session pour faire autoriser le Conseil de la cité de Québec à fixer pour une période d'années l'évaluation de l'immeuble appartenant à la compagnie et connu sous le nom de "Château St-Louis".

Les procureurs de la requérante,
ST-LAURENT, GAGNE,
DEVLIN & TASCHEREAU.

Québec, 23 décembre 1925. 5887-52-4

Notice is hereby given that the "Quebec Apartments, Limited", will apply to the Quebec Legislature, at its next session, for an Act authorizing the Council of the City of Quebec to determine for a period of years the valuation of its real estate known under the name of "Château St-Louis".

ST. LAURENT, GAGNE,
DEVLIN & TASCHEREAU,
Attorneys for petitioner.

Quebec December 23, 1925. 5888-52-4

Avis public est par les présentes donné que les exécuteurs testamentaires et administrateurs fiduciaires de la succession de l'honorable Louis Tourville s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi augmentant les revenus des légataires particuliers et universels de la succession et la rétribution des exécuteurs testamentaires, et pour autres fins.

Montréal, 23 décembre, 1925.

Le procureur des requérants,
5889-52-4 ALPHONSE DECARY.

Public notice is hereby given that the testamentary executors and trustee administrators of the Estate of the Honourable Louis Tourville shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, for the adoption of an Act augmenting the revenues of the universal and particular legatees of the estate and the remuneration of the testamentary executors, and for other purposes.

Montreal, December 23rd., 1925.

ALPHONSE DECARY,
5890-52-4 The attorney of the Petitioners.

Avis est par les présentes donné que "The Homœopathic Hospital of Montreal" présentera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, un projet de loi pour amender la Loi 4, Edouard VII, chapitre 96, constituant en corporation "The Homœopathic Hospital of Montreal", en augmentant la valeur annuelle des propriétés immobilières que ladite corporation peut posséder, de vingt mille piastres à cent mille piastres.

Montréal, 23 décembre, 1925.

Les procureurs des requérants,
CHAUVIN, MEAGHER, WALKER,
5891-52-4 STUART & CREPEAU.

Notice is hereby given that "The Homœopathic Hospital of Montreal", will present to the Legislature of Quebec, at its coming session, a Bill providing an amendment to the Act 4 Edward VII, chapter 96, incorporating "The Homœopathic Hospital of Montreal", by increasing the annual value of the immovable property which the said Corporation may hold, from twenty thousand dollars to one hundred thousand dollars.

Montreal, December 23rd., 1925.

CHAUVIN, MEAGHER, WALKER,
5892-52-4 STEWART & CREPEAU,
Attorneys for Petitioner.

Avis est donné, par les présentes, qu'à la prochaine session de la Législature de la province de Québec, une demande sera faite de la part de la compagnie "Canadian-International Paper Co." pour confirmer et ratifier une résolution en date du 17 novembre 1925, adoptée par les Commissaires d'Ecoles de la cité du Cap-de-la-Madeleine, ainsi qu'un règlement en date du 14 décembre 1925, adopté par le Conseil de la Cité du Cap-de-la-Madeleine, accordant à la dite compagnie certains privilèges et commutations de taxes.

Daté à Trois-Rivières, ce 3 décembre 1925.

Les procureurs de la compagnie,
"CANADIAN-INTERNATIONAL PAPER Co."
BUREAU, BIGUE & GOUIN.
5697-51-4

Notice is hereby given that an application will be presented before the Legislature of the Province of Quebec, for and on behalf of the "Canadian-International Paper Company", asking the confirmation and ratification of a resolution passed and adopted on the 17th of November 1925, by the School Commissioners of the City of Cape Madeleine, and also of a by-law passed and adopted by the Council of the said City of Cape Madeleine, on the 14th of December 1925, such resolution and by-law granting the said Company certain privileges and commutations of taxes.

Dated at Trois-Rivières, this 3rd day of December 1925.

BUREAU, BIGUE & GOUIN,
Attorneys-at-law on behalf of the
CANADIAN-INTERNATIONAL PAPER Co.
5698-51-4

Avis public est par les présentes donné qu'à la prochaine session de la Législature de Québec, la Cité de Saint-Lambert demandera l'adoption d'une loi spéciale pour amender sa charte: (a) pour pourvoir au numérotage des sièges des échevins et conseillers, de un à six: (b) pour pourvoir à un mode d'assurer la vie de ses employés; (c) pour autoriser la Cité à payer une pension viagère à ses employés mis à leur retraite, et particulièrement à l'Ex-Chief de Police, Napoléon Gravel; (d) pour faire approuver et confirmer le plan officiel des rues, lots et places publiques de la Cité, (e) et pour faire approuver et ratifier le règlement numéro 160 relatif à la consolidation des fonds d'amortissement prévus par différents règlements, lequel règlement passé par le Conseil le 16 novembre, 1925, et approuvé par les électeurs propriétaires le 11 décembre, 1925, et pour autres fins.

Daté à Montréal, ce 14ème jour de décembre 1925.

Le secrétaire-trésorier de la
Cité de Saint-Lambert,
5711—51-4 JAMES-R. BEATTY.

Public notice is hereby given that at the coming session of the Legislature of the Province of Quebec, the City of Saint Lambert shall apply for the adoption of a special law amending its charter for the following objects: (a) the numbering of the seats for the aldermen from one to six; (b) authorization to provide for a system of group insurances for the employees of the City; (c) to authorize the City to pay a pension to its retired officers and employees, and in particular to the Ex-Chief of Police, Napoleon Gravel; (d) to have the official plan of the streets, lots and squares of the City approved and confirmed; (e) to obtain the confirmation and ratification of By-Law 160 adopted by the City Council on the 16th of November, 1925, and approved by the Municipal Electors, who are proprietors, on the 11th of December, 1925 said by-law providing for the consolidation of the sinking funds provided for under various by-laws, and for other purposes.

Dated at Montreal, this 14th day of December, 1925.

JAMES R. BEATTY,
Secretary-Treasurer of the City
5712—51-4 of Saint Lambert.

Avis est par les présentes donné que Mesdames Marie-Florida Poirier, dite Marie de la Garde, Supérieure, Marie-Alice Guay, dite St-Donat, Assistante Marie-L.-Simonne Leblanc, dite St-Jean-Gabriel, Econome, et Yvonne Métivier, dite Ste-Félicine, Secrétaire, toutes quatre des Sœurs de la Charité de Québec, et respectivement Supérieure, Assistante, Econome et Secrétaire, de leur Hôpital à Rimouski, s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour en obtenir une loi les constituant en corporation sous le nom de l'Hôpital Saint-Joseph de Rimouski, avec tous les pouvoirs et attributions habituellement accordés à ces corporations.

Québec, 14 décembre 1925.
Pour les Pétitionnaires,
5713—51-4 JOS. SIROIS, N.P.

Notice is hereby given that Mesdames Marie Florida Poirier, named Marie de la Garde, Superior, Marie Alice Guay, named St Donat, Assistant, Marie L. Simonne Leblanc, named St Jean Gabriel, Econome, and Yvonne Métivier, named Ste Félicine, Secretary, all four of the "Sœurs de la Charité de Québec", and respectively, Superior, Assistant, Econome and Secretary of their Hospital at Rimouski, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, in order to obtain a law constituting them in corporation under the name of "Hôpital Saint-Joseph de Rimouski", with all the powers and rights generally conferred upon these corporations.

Quebec, December 14th, 1925.
JOS. SIROIS, N.P.
5714—51-4 For the Petitioners.

"L'INSTITUT DES SOEURS DE SAINTE-MARTHE DE SAINT-HYACINTHE".

Avis est par les présentes donné au public que Léocadie Quintin, en religion Sœur du Cœur de Jésus, Clara Cabana, en religion Sœur Marie-de-Cléophas, Elise Boudreault, en religion Sœur Sainte-Hélène, Clémence Jean, en religion Sœur Saint-Rémi, et Joséphine Boudreault, en religion Sœur Saint-André, toutes cinq résidant à Saint-Hyacinthe et membres de l'Institut des Sœurs de Sainte-Marthe de Saint-Hyacinthe, communauté religieuse établie avec l'approbation canonique de Monseigneur l'évêque de Saint-Hyacinthe, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi les constituant, elles et leurs successeurs et toutes personnes formant partie de leur communauté, en corporation sous les noms de "L'Institut des Sœurs de Sainte-Marthe de Saint-Hyacinthe", avec siège principal de la dite corporation en la cité de Saint-Hyacinthe, aux fins d'accomplir et de pratiquer les œuvres de charité corporelle et spirituelle par l'établissement d'orphelinats, hospices, maisons d'éducation, etc., en se consacrant à l'enseignement, en s'occupant, en outre, du soin matériel des évêchés, séminaires, collèges et autres maisons religieuses, et qu'elles demanderont en faveur de leur dite corporation tous les pouvoirs,

"L'INSTITUT DES SOEURS DE SAINTE-MARTHE DE SAINT-HYACINTHE".

Public notice is hereby given that Léocadie Quintin, in religion Sœur du Cœur de Jésus, Clara Cabana, in religion Sœur Marie de Cléophas, Elise Boudreault, in religion Sœur Sainte-Hélène, Clémence Jean, in religion Sœur Saint-Rémi, and Josephine Boudreault, in religion Sœur Saint-André, all five residing at Saint Hyacinthe and members of "L'Institut des Sœurs de Sainte-Marthe de Saint-Hyacinthe", a religious community established with the canonical approval of Monseigneur the bishop of Saint Hyacinthe, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act constituting them and their successors and any persons forming part of their community, into a corporation under the name of "L'Institut des Sœurs de Sainte-Marthe de Saint-Hyacinthe", with principal place of business of the said corporation in the city of Saint Hyacinthe, for the purposes of accomplishing and practising corporal and spiritual works of charity by the founding of orphanages, homes, houses of education, etc., devotion to teaching, in moreover taking material care of bishops' palaces, seminaries, colleges and other religious institutions, and that they will apply for, in favor of their said corporation, all the powers, prerogatives and privi-

prérogatives et privilèges reconnus par la loi et appartenant aux corporations civiles ordinaires et aux sociétés religieuses constituées en corporation, de même que tous les pouvoirs, prérogatives et privilèges résultant de la destination et du but de la dite corporation et nécessaires pour l'exécution et l'accomplissement de sa mission et de son œuvre; la dite corporation devra être spécialement autorisée: à avoir succession perpétuelle sous le nom qui lui est attribué; à posséder un sceau commun et le modifier à volonté; à pouvoir changer à son choix son siège principal par règlement qu'elle adoptera à être approuvé par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil et publié dans la *Gazette Officielle de Québec*; à adopter, pour son organisation et sa régie, pour l'administration de ses œuvres et de ses biens, et généralement pour tout ce qui se rattache à son objet et à la réalisation de son entreprise, à la direction de son œuvre et à l'exercice de ses pouvoirs, tous règlements et ordonnances qu'elle jugera à propos, pourvu qu'il ne s'y trouve rien contraire aux lois de cette province, et à modifier et changer tels règlements et ordonnances chaque fois qu'il sera jugé convenable et nécessaire; à faire des emprunts de deniers sur le crédit de la dite corporation et à consentir ces emprunts au moyen d'émission d'obligations avec hypothèque sur les biens meubles et immeubles présents et futurs de la corporation, et droit de consentir cette hypothèque en faveur de fidéicommissaires représentant les obligataires, et ce, au moyen d'un acte de fidéi-commis ou de toute autre manière; à organiser et poursuivre toutes œuvres de charité corporelle et spirituelle, et, à ces fins, à établir des orphelinats, hospices, maisons d'éducation, etc; à se consacrer à l'enseignement et aux œuvres éducatrices d'une manière générale; à se charger du soin matériel des évêchés, séminaires, collèges et autres maisons religieuses; enfin à exécuter et accomplir tous travaux, toutes œuvres et toutes entreprises se rapportant à la mission et au but définis ci-dessus, avec tous les pouvoirs nécessaires pour telles fins.

Saint-Hyacinthe, 10 décembre, 1925.

Pour les requérantes,
Les procureurs,
LUSSIER & FONTAINE.

5719—51-4

LA CITÉ DE VERDUN

La cité de Verdun donne avis qu'elle s'adressera à la Législature Provinciale, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte sur les matières suivantes, savoir:

Amender la Loi des Expropriations, 13 George V, chapitre 96 et 15 George V, chapitre 97.—Exproprier certains lots de terre pour l'ouverture de rues et ouvrir des rues de moins de soixante-six pieds.—Employer les fonds de la ville pour des fins autres que celles prévues.—Emprunter de l'argent pour exécuter des travaux d'améliorations locales.—Réglementer la circulation des voitures.—et amender la requête pour l'exécution de travaux permanents.

Montréal, 15 décembre 1925.

Les procureurs de la Cité de Verdun,
5721—51-4 FAUTEUX & FAUTEUX.

leges recognized by law and belonging to ordinary civil corporations and to incorporated religious societies, as also all the powers, prerogatives and privileges resulting from the destination and purpose of the said corporation and necessary for the execution and accomplishment of its mission and work; the said corporation shall be specially authorized; to have perpetual succession under the name given to it; to have a common seal and change it at will; to have power to change at its discretion its principal place of business by by-law it may adopt to be approved by the Lieutenant-Governor in Council and published in the *Quebec Official Gazette*; to adopt for its organisation and government, for the administration of its works and of its property, and generally for anything relating to its object and the realisation of its undertaking, the direction of its work and the exercise of its powers, any by-laws and ordinances it may deem fit, provided that there be nothing therein contrary to the laws of this Province, and to modify and change such by-laws and ordinances every time it may deem suitable and necessary; to make loans of money on the credit of the said corporation and execute such loans by means of the issue of bonds, with hypothec on the present and future movable and immovable property of the corporation, and the right to execute such hypothec in favor of trustees representing the bondholders, and such by means of a trust deed or in any other manner; to organise and carry on any corporal and spiritual works of charity and, for such purposes, to establish orphanages, homes, houses of education, etc.; to be devoted to teaching and educational work in a general manner; to take charge of the material care of bishops' palaces, seminaries, colleges and other religious institutions; finally, to execute and accomplish any labour, works and undertakings connected with the mission and purpose hereabove defined, with all the powers necessary for such purposes.

Saint Hyacinthe, 10th., December, 1925.

LUSSIER & FONTAINE,
5720—51-4 Attorneys for Applicants.

CITY OF VERDUN

The City of Verdun gives notice that it will apply to the Provincial Legislature, at its next session, for amendments to its charter on the following matters, to wit:

To amend Law of Expropriation, 13 George V, Chapter 96 and 15 George V, Chapter 97.—To expropriate certain parcels of land to open streets and open streets less than 66 feet.—To use funds of the City for other purposes.—To borrow from the Bank for local improvements.—To regulate night traffic.—and to amend petition for local improvements.

Montreal, December 15th, 1925.

FAUTEUX & FAUTEUX,
5722—51-4 Attorneys for the City of Verdun.

Avis est par les présentes donné que M. Antonio Prévost, de la cité de Montréal, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi aux fins de confirmer et ratifier les titres de propriété concernant le Numéro mille huit cent

Notice is hereby given that Mr. Antonio Prévost, of the city of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, for the passing of an act to confirm and ratify the titles of ownership respecting number one thousand eight hundred and one

un (1801) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Ste-Anne, dans la cité de Montréal, particulièrement un titre de vente par licitation en date du deuxième jour de mai 1905, et une vente consentie au requérant, le 29 juin 1923, devant le notaire Oscar Desautels, de Montréal.

Montréal, le 15 décembre 1925.

Les procureurs du requérant,
BEAULIEU, GOUIN, MARIN & MERCIER.
5723—51-4

Avis public est par les présentes donné que Joseph Brunet, docteur en médecine, de la paroisse de Saint-Janvier, dans le comté de Terrebonne, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, pour demander l'adoption d'une loi permettant au Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec de l'admettre au nombre de ses membres après examen.

Saint-Janvier, 16 décembre, 1925.

Le procureur du requérant,
5751—51-4 ALPHONSE DECARY.

Avis public est par les présentes donné que Albéric Pinsonnault, cultivateur, de la paroisse de Saint-Sébastien, Joseph Mongeau, marchand, de la cité de Montréal, et autres, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander que le territoire compris dans les lots Nos 154 à 168 inclusivement et 182 à 191 inclusivement du cadastre de la paroisse de Saint-George-de-Clarenceville, soit détaché des Municipalité et Commission scolaires auxquelles ils appartiennent, pour être incorporés en ville en vertu de la Loi des cités et villes, 1922, et pour être érigés en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Venise" ou tout autre nom que la Législature voudra bien lui donner, et pour autres fins.

Montréal, 16 décembre, 1925.

Le procureur des requérants,
5753—51-4 ALPHONSE DECARY.

Avis, est, par les présentes, donné que demande sera faite à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi confirmant et validant, en autant que la dite Législature a juridiction, le chapitre 100 des Statuts du Canada de 1924, étant une loi concernant l'Eglise Unie du Canada, accordant à la corporation ainsi créée par ladite loi, certains pouvoirs relativement aux biens et autrement conférant aux prêtres et ministres du culte certains pouvoirs relativement à la tenue des registres de l'état civil et la célébration du mariage, pourvoyant à ce que la société "American Presbyterian Society", à laquelle il est référé au chapitre 163 des Statuts de Québec, 27-28 Victoria, devienne une congrégation de ladite Eglise Unie, ainsi qu'au concours ou non concours de congrégations dans l'Union prévue par ladite loi, et quant aux collèges indiqués dans ledit Statut et l'enseignement y donné.

Daté ce 15 décembre, 1925.

Les procureurs des requérants,
GEOFFRION & PRUD'HOMME,
112, rue Saint-Jacques, Montréal,
5755—51-4 Québec.

Avis est donné, par les présentes, qu'à la prochaine session de la législature de la province de Québec, une demande sera faite de la part de la compagnie "Saint Lawrence Paper Mills, Ltd", pour confirmer et ratifier une résolution adoptée par le Conseil de la cité de Trois-Rivières à une séance du 27 septembre 1920, ainsi qu'une

(1801), on the official plan and book of reference of Saint Ann's ward, in the city of Montreal, particularly a title of sale by licitation dated the second day of May, 1905, and a sale made to the petitioner, the 29th of June, 1923, before notary Oscar Desautels, of Montreal.

Montreal, 15th December, 1925.

BEAULIEU, GOUIN, MARIN & MERCIER.
Attorneys for Applicant,
5724—51-4

Public notice is hereby given that Joseph Brunet, doctor in medicine, of the parish of Saint Janvier, in the county of Terrebonne, shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, for the adoption of an act authorizing the College of Physicians and Surgeons of the Province of Quebec to admit him among its members after examination.

Saint Janvier, December 16th., 1925.

The attorney of the Petitioner,
5752—51-4 ALPHONSE DECARY.

Public notice is hereby given that Albéric Pinsonnault, farmer, of the parish of Saint Sébastien, Joseph Mongeau, merchant, of the city of Montreal and others, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, asking that the territory comprising lots Nos. 154 to 168 inclusively and Nos. 182 to 191 inclusively of the parish of Saint Georges of Clarenceville, be detached of the municipality and school commission to which they belong, to be incorporated into Town, in virtue of the Cities and Towns Act, 1922, and to be erected into distinct school municipality under the name of "Venise" or any other name which the legislature shall give to it, and for other purposes.

Montreal, December 16th., 1925.

The attorney of the petitioners,
5754—51-4 ALPHONSE DECARY.

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at the next session thereof, for an act confirming and validating, in so far as the Quebec Legislature has jurisdiction, chapter 100 of the Dominion Statutes of 1924, being an act respecting the United Church of Canada, and granting to the corporation created by such act, certain powers in respect of property and otherwise and conferring on its clergymen and ministers powers in respect of the keeping of registers of civil status and solemnizing marriage, providing for the American Presbyterian Society referred to in 27-28 Victoria, chapter 163 of the Statutes of Quebec becoming a congregation of said United Church, and making provisions in respect of congregations concurring or not concurring in the Union provided for by said Statute, in respect of colleges mentioned in the said Statute and the teaching therein.

Dated this 15th December, 1925.

On behalf of the applicants,
GEOFFRION & PRUD'HOMME,
112 Saint James Street, Montreal,
5756—51-4 Québec.

Notice is hereby given that an application will be presented before the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, on behalf of the "Saint Lawrence Paper Mills, Ltd.", for the confirmation and ratification of a resolution passed and adopted by the council of the city of Trois-Rivières at its meeting of the 27th.,

résolution adoptée par les Commissaires d'écoles de la cité de Trois-Rivières, le 21 décembre, 1925, et accordant une commutation de taxes à la dite compagnie.

Daté à Trois-Rivières, ce 3ème jour de décembre, 1925.

Les procureurs de la compagnie,
"SAINT-LAWRENCE PAPER MILLS, LTD."
5757-51-4 BUREAU, BIGUE & GOUIN.

Avis public est par les présentes donné que la Commission Métropolitaine de Montréal s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour faire amender sa loi d'incorporation concernant: (a) les délais pour la révision, l'homologation et l'approbation des rôles d'évaluation des municipalités aidées par elle, (b) l'exercice, par la Commission, des pouvoirs d'une municipalité aidée qui néglige ou refuse d'agir, (c) la date d'échéance des taxes spéciales foncières dans les municipalités aidées, (d) la procédure pour l'approbation, par les électeurs, des règlements d'emprunt dans les municipalités soumises à l'action de la Commission et la ratification de certains règlements, et (e) l'approbation par la Commission des règlements des municipalités se rapportant à l'exemption et à la commutation de taxes.

Montréal, le 5 janvier, 1926.

Le secrétaire-trésorier,
127-2-4 E.-T. SAMPSON.

Avis est par les présentes donné qu'une application sera présentée devant la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, de la part de John McEvoy, pour l'adoption d'un bill privé, se rapportant aux biens de la succession de feu Christopher McEvoy, et aux biens appartenant à Dame Anna Ephime Thomson, veuve de feu Christopher McEvoy, présentement interdite pour cause d'insanité.

Daté à Montréal, ce 31ème jour de décembre, 1925.

129-2-4 JOHN McEVOY.

of September 1920, and of a resolution passed by the School Commissioners of the city of Trois-Rivières, on the 21st. of December, 1925, granting to the said company a commutation of taxes.

Dated at Trois-Rivières, this 3rd day of December, 1925.

BUREAU, BIGUE & GOUIN,
Attorneys-at-Law of the Company,
5758-51-4 SAINT LAWRENCE PAPER MILLS LTD.

Public notice is hereby given that the Montreal Metropolitan Commission will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, to have its charter amended on the following subjects: (a) delay for the revision, homologation and approval of the valuation rolls of the municipalities assisted by the Commission; (b) the right for the Commission to exercise the powers of a municipality assisted when it neglects or refuses to act; (c) the date of payment of special real estate taxes in the municipalities assisted; (d) the procedure to be followed by the municipalities subject to the action of the Commission for the approval of loan by-laws by the electors and ratification of certain by-laws; and (e) approval by the Commission of municipal by-laws granting exemption or commutation of taxes.

Montreal, January 5th., 1926.

E. T. SAMPSON,
128-2-4 Secretary-Treasurer.

Notice is hereby given that an application will be presented before the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, on behalf of John McEvoy, for a private bill dealing with the property of the Estate of the late Christopher McEvoy and the property owned by Dame Anna Ephime Thomson, widow of the late Christopher McEvoy, presently interdicted for insanity.

Dated at Montreal, this 31st day of December, 1925.

130-2-4 JOHN McEVOY.

Département de l'Instruction Publique

No 1172-25

Québec, 19 décembre, 1925.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Beaconsfield, comté de Jacques-Cartier, les parties des lots 169, 170, 173 à 179 inclusivement du cadastre de la paroisse de Saint-Joachim-de-la-Pointe-Claire, qui se trouvent au Sud de la ligne sud du chemin de la Côte-Sainte-Marie et de les annexer à la municipalité scolaire de Pointe-Claire, comté de Jacques-Cartier.

41-1-2

Department of Public Instruction

No. 1172-25

Quebec, December 19, 1925.

Application is made to detach from the school municipality of Beaconsfield, county of Jacques Cartier, the parts of lots 169, 170, 173 to 179 inclusively of the cadastre of the parish of Saint Joachim de la Pointe Claire, lying to the south of the south line of Côte Sainte Marie road, and to annex them to the school municipality of Pointe Claire, county of Jacques Cartier.

42-1-2

Département des terres et forêts

PROVINCE DE QUÉBEC.

Affermage de forces hydrauliques.

Avis est par les présentes donné que le samedi 13 février 1926, à 10 heures de l'avant-midi, dans

Department of Lands and Forests

PROVINCE OF QUEBEC.

Leasing of water-powers.

Notice is hereby given that on Saturday, 13th of February, 1926, at ten o'clock in the forenoon,

la salle de ventes à l'Hôtel du Gouvernement, à Québec, le Département des Terres et Forêts offrira à louer, par voie d'enchère, les droits du gouvernement aux forces hydrauliques connues et désignées sous le nom de "rapides des Chats", sur la rivière Ottawa, canton d'Onslow, comté de Pontiac.

Quiconque aurait l'intention d'enchérir devra faire un dépôt de \$10,000.00 par chèque accepté à l'ordre du ministre des Terres et Forêts, au moins trois jours avant l'enchère. Ce montant sera confisqué si le déposant ne met pas d'enchère; il sera remboursé après la vente aux enchérisseurs dont les offres n'auront pas été heureuses et celui de l'adjudicataire sera retenu comme partie du cautionnement jusqu'à la date d'aménagement.

Pour plus de renseignements, s'adresser au Département des Terres et Forêts, à Québec.

5775-51-8

Le ministre,
HONORÉ MERCIER.

in the sales room Parliament Buildings, at Quebec, the Department of Lands and Forests will offer on lease, at public auction the Government rights in the water power known and designated under the name of "Rapide des Chats", on the Ottawa river, township of Onslow, county of Pontiac.

Interested parties shall be under the obligation to deposit \$10,000.00 by accepted cheque to the order of the Minister of Lands and Forests, at least three days before the auction. This deposit will be forfeited should the applicants put up no bidding; it shall be refunded after the auction to the unsuccessful bidders, while the grantee's deposit will be retained as a guarantee until the development is completed.

For further information, write, to the Department of Lands and Forests, at Quebec.

HONORÉ MERCIER,
Minister.

AVIS D'AFFERMAGE DE CONCESSIONS FORESTIÈRES ET DE FORCES HYDRAULIQUES.

Conformément à la loi, articles 1597 à 1609, 1611, 1623, 1624, 1625, etc., des S. R. P. Q., 1909, des permis d'exploitation pour certaines concessions forestières situées dans le bassin des rivières aux Rats et Mistassibi, tributaires de la rivière Mistassini, dans le bassin de la rivière Manouan, tributaire de la rivière Péribonka, dans le bassin supérieur des rivières Alex et Petite Péribonka, affluents de la rivière Péribonka, ainsi que dans le bassin supérieur des rivières Ottawa et Gatineau, en même temps que pour la mise en valeur des deux groupes de chutes situées sur les rivières Mistassibi et Mistassini, en amont de leur confluent, seront offerts aux enchères, à l'Hôtel du Gouvernement, le 13 février 1926, à 10.30 heures A.M.

Toute personne désirant des renseignements au sujet de ces affermage voudra bien communiquer avec le Département des Terres et Forêts. Québec, 17 décembre 1925.

Le sous-ministre des terres et forêts,
5777a F.-X. LEMIEUX.

NOTICE OF LEASE OF TIMBER LIMITS AND WATER POWERS

In conformity with the law, articles 1597 to 1609, 1611, 1623, 1624, 1625, etc., of the R. S. P.Q., 1909, permits to lumber on certain timber limits located within the watershed of Aux Rats and Mistassibi Rivers, tributaries of Mistassini River, within the basin of Manouan River, tributary of Peribonka River, within the upper basin of Alex and Petite Peribonka Rivers, tributaries of the Peribonka River, and within the Upper basins of Ottawa and Gatineau Rivers, as well as for the development of two groups of water-powers located on the Mistassibi and Mistassini Rivers, above their confluent, will be offered at public auction, at the Parliament building, on the 13th of February 1926, at 10.30 A.M.

Any person desiring informations in regard to these leases will kindly communicate with the Department of Lands and Forests.

F. X. LEMIEUX,
Deputy Minister of Lands and Forests.
Quebec, December, 17, 1925. 5778a

Actions en séparation de biens

Province de Québec, district de Montréal. Cour Supérieure. No 1486. Dame Juliette Lemelin, des cité et district de Montréal, épouse commune de biens de Léo Ratté, du même lieu, Demanderesse; vs Léo Ratté, des cité et district de Montréal, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le vingt-neuvième jour de décembre 1925.

Montréal, le 30 décembre 1925.
Le procureur de la demanderesse,
97-2-5 PAUL MILLER.

Province de Québec. District de Bedford. Cour Supérieure, No 831. Rose-Alba Vallière, de la paroisse de Sainte-Anne-de-Stukely, dans le district de Bedford, épouse commune en biens de Narcisse Royer, cultivateur, du même lieu, et dûment autorisée, demanderesse; vs Ledit Narcisse Royer, défendeur.

Actions for separation as to property

Province of Quebec. District of Montreal. Superior Court, No 1486. Dame Juliette Lemelin, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Leo Ratté, of the same place, plaintiff; vs Leo Ratté, of the city and district of Montreal, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on the twenty-ninth day of December, 1925.

Montreal, 30th. December, 1925.
PAUL MILLER,
98-2-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec. District of Bedford. In the Superior Court. No. 831. Rose Alba Vallières, of the parish of Sainte Anne de Stukely, in the District of Bedford, wife common as to property of Narcisse Royer, farmer, of the same place, duly authorized, plaintiff; vs Said Narcisse Royer, defendant.

Une action en séparation de biens a, ce jour, été prise contre le défendeur.

Sweetsburg, ce 4 décembre, 1925.

Le procureur de la demanderesse,
99—2-5 ROMULUS CLOUTIER.

An action in separation as to property has been taken against the defendant.

Waterloo, this December 4th., 1925.

ROMULUS CLOUTIER,
100—2-5 Attorney for plaintiff.

Province de Québec, district de Gaspé. Dans la Cour Supérieure. No 1569. Dame Marie-Anne Therrien, épouse commune en biens de Joseph-Louis-Napoléon Therrien, autrefois marchand, maintenant commis à Sainte-Anne-des-Monts susdit, et dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs le dit Joseph-Louis-Napoléon Therrien, autrefois marchand, maintenant commis de Sainte-Anne-des-Monts, comté et district de Gaspé, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 23^{ième} jour de décembre 1925.

Percé, 4 janvier 1926.

Les procureurs de la demanderesse,
LANGLAIS, LANGLAIS & GODBOUT.
109—2-5

Province of Quebec, district of Gaspé. In the Superior Court. No 1569. Dame Marie Anne Therrien, wife common as to property of Joseph Louis Napoléon Therrien, formerly merchant, now clerk at Sainte Anne des Monts aforesaid, and duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs The said Joseph Louis Napoléon Therrien, formerly merchant, now clerk, of Sainte Anne des Monts, county and district of Gaspé, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause, the twenty-third day of December 1925.

Percé, January 4, 1926.

LANGLAIS, LANGLAIS & GODBOUT,
Attorneys for plaintiff.
110—2-5

Province de Québec. District de Saint-François. Dans la Cour Supérieure, No 844. Dame Georgiana Hébert, épouse de Josaphat Isabelle, cultivateur, de Paquetteville, dans le district de Saint-François, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Le dit Josaphat Isabelle, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 15 décembre, 1925.

Coaticook, 15 décembre, 1925.

Le procureur de la demanderesse,
27—1-5 J.-C. SAMSON.

Province of Quebec. District of Saint Francis. In the Superior Court. No. 844. Madam Georgiana Hébert, wife of Josaphat Isabelle, farmer, of Paquetteville, in the said district, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs The said Josaphat Isabelle, defendant.

An action in separation as to property has been instituted, the 15th of December, 1925.
Coaticook, December 15th., 1925.

J. C. SAMSON,
28—1-5 Attorney for the plaintiff.

Canada, Province de Québec, district d'Abitibi, Cour Supérieure, No 931. Angéline Guertin, Dupuy, demanderesse; vs Joseph Grégoire, Dupuy, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 27 novembre 1925.

Le procureur de la demanderesse,
59—1-5 EUGENE GOURRE.

Canada, Province of Quebec, District of Abitibi, Superior Court, No. 931. Angéline Guertin, Dupuy, plaintiff; vs Joseph Grégoire, Dupuy, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, the 27th of November, 1925.

EUGENE GOURRE,
60—1-5 Attorney for plaintiff.

Province de Québec, district de Pontiac, Cour Supérieure, No 2668. Dame Julie Gaudet, épouse commune en biens de Lactance Bellehumeur, autrefois cultivateur, de Saint-Placide-de-Béarn, dans le district de Pontiac, domiciliée à l'endroit susdit, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Lactance Bellehumeur, autrefois des lieux susdits, maintenant de lieux inconnus, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée par la demanderesse contre le défendeur.

Bryson, ce 16 novembre 1925.

Le procureur de la demanderesse,
5807—52-5 DONAT GOULET.

Province of Quebec, district of Pontiac, Superior Court, No. 2668. Dame Julie Gaudet, wife common as to property of Lactance Bellehumeur, formerly farmer, of Saint Placide de Béarn, in the district of Pontiac, domiciled in the place aforesaid, judicially authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs Lactance Bellehumeur, formerly of the place aforesaid, but now of parts unknown, defendant.

An action in separation as to property has been instituted by the plaintiff against the defendant.

Bryson, November 16th, 1925.

DONAT GOULET,
5808—52-5 Attorney for plaintiff.

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No 672. Dame Eva Millette, épouse de Joseph-Albéric-Dominique Beaudry, médecin, de Montréal, avec lequel elle est domiciliée, a formé une demande en séparation de biens, le 12 décembre 1925.

Montréal, 18 décembre 1925.

Le procureur de la demanderesse,
5809—52-5 A.-E.-J. BISSONNET.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 672. Dame Eva Millette, wife of Joseph Albéric Dominique Beaudry, physician, of Montreal, with whom she is domiciled, has sued her husband in separation as to property on December the 12th, 1925.

Montreal, 18 December 1925.

A. E. J. BISSONNET,
5810—52-5 Attorney for plaintiff.

Canada, province de Québec, district de Beauce. Dans la Cour Supérieure, No 9116. Dame Alice Trépanier, épouse commune en biens de Stanislas Labbé de la paroisse de Saint-Hyacinthe-de-Ditchfield, dans le district de Beauce, dûment autorisée à instituer les présentes, demanderesse, vs le dit Stanislas Labbé, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour.

Saint-Joseph, Beauce, 19 décembre 1925.

Les procureurs de la demanderesse,
5811—52-5 FORTIER & CLICHE.

Canada, Province of Quebec, district of Beauce. In the Superior Court, No. 9116. Dame Alice Trépanier, wife common as to property of Stanislas Labbé, of the parish of Saint Hyacinthe de Ditchfield, in the district of Beauce, duly authorized for the purposes hereof, plaintiff; vs the said Stanislas Labbé, of the same place, defendant.

An action for separation as to property has been instituted this day.

Saint Joseph, Beauce, 19th December, 1925.

FORTIER & CLICHE,
5812—52-5 Attorneys for Plaintiff.

Canada, province de Québec, district de Québec. Dans la Cour Supérieure. No 5087. Dame Délia Drouin, épouse de Jean alias Johnny Rancourt, journalier, de la cité de Québec, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs le dit Jean alias Johnny Rancourt, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le premier jour de septembre 1925.

Québec, 1er septembre 1925.

Le procureur de la demanderesse,
5825—52-5 LÉTARE ROY.

Canada, Province of Quebec, District of Quebec. In the Superior Court, No. 5087. Dame Délia Drouin, wife of Jean alias Johnny Rancourt, laborer, of the city of Quebec, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Jean alias Johnny Rancourt, defendant.

An action in separation as to property has been instituted against the defendant the 1st day of September, 1925.

Quebec, September 1st, 1925.

LÉTARE ROY,
5826—52-5 Attorney for plaintiff.

Province de Québec, district de Saint-Hyacinthe, No 324, Cour Supérieure. Dame Marie-Rose Martel, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph-Edmond Robert, de la ville de Marieville, district de Saint-Hyacinthe, a institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

Saint-Hyacinthe, 22 décembre 1925.

Les avocats de la demanderesse,
MONTY, DURANLEAU, ROSS & ANGERS.
5871—52-5

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 324. Dame Marie Rose Martel, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Joseph Edmond Robert, of the city of Marieville, district of Saint Hyacinthe, has instituted an action for separation as to property against her husband.

St-Hyacinthe, 22nd December, 1925.

MONTY, DURANLEAU, ROSS & ANGERS,
Attorneys for plaintiff.
5872—52-5

Province de Québec, district de Montréal. Cour Supérieure, No 3017. Dame Esther Freedman, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Abraham Lazare, agent manufacturier, du même lieu, demanderesse; vs Abraham Lazare, agent manufacturier, de la cité et du district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 2ème jour de décembre 1925.

Montréal, le 11 décembre 1925.

Les procureurs de la demanderesse,
FOREST, LALONDE, COFFIN & RIVARD.
5695—51-5

Province of Quebec, District of Montreal. Superior Court, No. 3017. Dame Esther Freedman, of the City and the District of Montreal, wife common as to property of Abraham Lazare, manufacturer's agent, of the same place, plaintiff; vs Abraham Lazare, manufacturer's agent, of the city and the District of Montreal, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case, on the 2nd of December 1925.

Montreal, December 11, 1925.

FOREST, LALONDE, COFFIN & RIVARD,
Attorneys for plaintiff.
5696—51-5

Province de Québec, District des Trois-Rivières. Cour Supérieure. No 629. Honorina Camirand, de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de Nicolet, épouse de Pierre Lamy, cultivateur, du même endroit, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Le dit Pierre Lamy, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour, contre le défendeur.

Trois-Rivières, 15 décembre, 1925.

Les procureurs de la demanderesse,
5749—51-5 DUPLESSIS, LANGLOIS & LAMOTHE.

Province of Quebec. District of Three Rivers. Superior Court. No 629. Honorina Camirand, of the parish of Saint Jean Baptiste de Nicolet, wife of Pierre Lamy, farmer, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs The said Pierre Lamy, defendant.

An action for separation as to property has been instituted against the defendant this day.

Three Rivers, December 16th., 1925.

DUPLESSIS, LANGLOIS & LAMOTHE,
5750—51-5 Attorneys for the plaintiff.

Canada, province de Québec, district de Montréal. Cour Supérieure. No 1647.

Dame Laurentia Dumontet, épouse commune en biens de Joseph Barbeau, contracteur, des cité et district de Montréal, demanderesse; vs Joseph Barbeau, contracteur, des cité et district de Montréal, défendeur.

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court. No. 1647.

Dame Laurentia Dumontet, wife common as to property of Joseph Barbeau, contractor, of the city and district of Montreal, Plaintiff; vs Joseph Barbeau, contractor, of the city and district of Montreal, Defendant.

Une action a été instituée en cette cause, le 23ième jour d'octobre 1925.

Le procureur de la demanderesse,
5763—51-5 FABIO MONET.

An action has been instituted in this cause, the 23rd day of October, 1925.

FABIO MONET,
5764—51-5 Attorney for Plaintiff.

Cour Supérieure. District d'Arthabaska. No 118. Une action en séparation de biens a été intentée par Dame Argène Lemieux, de la ville d'Arthabaska, épouse commune en biens d'Albert Blanchet, du même lieu, ouvrier, contre son dit mari.

Arthabaska, 7 décembre, 1925.

Le procureur de la demanderesse,
5577—50-5 JULES POISSON.

Superior Court. District of Arthabaska. No. 118. Dame Argène Lemieux, of the town of Arthabaska, wife common as to property of Albert Blanchet, of the same place, laborer, has instituted an action for separation as to property against her said husband.

Arthabaska, December 7th., 1925.

JULES POISSON,
5578—50-5 Attorney for Plaintiff.

Avis divers

S.R.Q.—CHAPITRE 68, 1909.

FORMULE A—(Article 7295a)

Avis public est donné par les présentes, conformément à l'article 7295a des statuts refondus 1909, que la "Canadian International Paper Company", de la cité des Trois-Rivières, comté Saint-Maurice, province de Québec, se propose de demander l'autorisation de faire construire des glissoirs à billots, piliers, quais, et autres structures, sur la rivière Ottawa, sur les bords des lots 19-D; 20-D; 20-B; 20-C; 21-C; 21-D; 21-E; 21-F; 21-G; 21-I; 22-C; 22-F et 22-G. Rang 1, comté de Hull, du canton de Templeton, et sur les bords des lots 2, 3, 4, 5, et 6 d'île Kettle.

Avis est aussi donné qu'une pétition à cet effet, accompagnée par les plans et spécifications de tels travaux indiquant les sites choisis pour leur construction et les terrains qui seront affectés par l'emmagasinage de l'eau, a été adressée au ministre des Terres et Forêts, et qu'un duplicata de tels plans et spécifications a été déposé au bureau d'enregistrement de la division de Hull, à Hull, province de Québec.

L'application contenue dans la pétition sera prise en considération le ou après le jour suivant la date de la dernière publication de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec*.

CANADIAN INTERNATIONAL PAPER CO.
5703—51—5 Par J.-B. WHITE.

R.S.Q.—CHAPTER 68, 1909.

FORM A—(Article 7295a)

Public notice is hereby given, in accordance with article 7295a of the Revised Statutes, 1909, that Canadian International Paper Company, of the City of Three Rivers, of the county of Saint Maurice, Province of Quebec, intends to apply for authorization to have constructed booms and piers, wharves and other structures on the Ottawa River, in front of lots 19-D; 20-D; 20-B; 20-C; 21-C; 21-D; 21-E; 21-F; 21-G; 21-I; 22-C; 22-F and 22-G, in the County of Hull, Township of Templeton, Range 1, and in front of lots 2, 3, 4, 5, and 6 on Kettle Island.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by a plan and specifications of such works, showing the site chosen for the construction thereof and the lands which will be affected by the backing up of the water, has been forwarded to the Minister of Lands and Forests, and that a duplicate of such plan and specifications has been deposited at the Registry Office of the registration division of Hull, at Hull, Province of Quebec.

The application contained in the petition will be taken into consideration on or after the day following the date of the last publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

CANADIAN INTERNATIONAL PAPER CO.
5704—51-5 Per J. B. WHITE.

Bureau-chef

BOYD & GENDRON, LIMITED

Avis est par les présentes donné que la compagnie dite "Boyd & Gendron, Limited", corporation légalement constituée par lettres patentes le 16ième jour de décembre, 1925, et ayant son bureau-chef en la cité de Montréal, a établi son bureau au No 190 rue Saint-Jacques.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau-chef.

Daté à Montréal, ce 4ième jour de janvier, 1926.

Le secrétaire,
L. BELAIR.

133

Chief Office

BOYD & GENDRON, LIMITED.

Notice is hereby given that Boyd & Gendron, Limited, incorporated by Letters Patent on the 16th. day of December, 1925, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at No. 190 Saint James Street.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 4th day of January, 1926.

L. BELAIR,
Secretary.

134

Examens du barreau—Bar Examinations

BARREAU DE MONTREAL—BAR OF MONTREAL.

Candidats pour l'admission à l'étude du Droit—Candidates for the admission to the study of the law.

Examens du 12 janvier 1926—Examinations, January 12th, 1926.

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence	Collèges Colleges
1.—Beaudry.....	Roland.....	19	Outremont.....	Collège Ste-Marie, Collège Loyola, Prof. Savoie.
2.—Bernier.....	Camille.....	19	Montréal.....	Collège Ste-Marie, Prof. Wilfrid Levesque.
3.—Boivin.....	Joseph-Oscar.....	17	"	Collège Ste-Brigide, Collège Ste-Marie.
4.—Borts.....	Abraham.....	22	"	Dufferin School and Prof. F. Jammes.
5.—Cahana.....	David.....	24	"	Montreal High School, McGill University.
6.—Cuddihy.....	Michael-Paul.....	22	"	Acad. Querbes, Outr., Loyola College.
7.—Delaney.....	Patrick-D.....	21	"	Séminaire St-Chs-Borromée, Sherbrooke.
8.—Desjardins.....	Roméo.....	24	"	Coll. de Montréal Coll. Ste-Marie.
9.—Dowd.....	Clinton-Hamilton.....	28	"	Ottawa Collegiate Institute, Queens Univ.
10.—Dupuis.....	Raymond.....	18	"	Mont-St-Louis, Prof. Hébert et Savoie.
11.—Dureault.....	Georges-Henri.....	19	"	Coll. du Sacré-Cœur et Cours Leblond de Brumath.
12.—Ellison.....	Maxwell.....	25	"	Montreal High School et McGill Univers.
13.—Hartt.....	Maurice.....	30	"	Ecoles publiques, Roumanie, Queens Univ., Kingston and Brother Murphy.
14.—Hurteau.....	Paul.....	20	"	Coll. Ste-Marie et Profs. Hébert et Levesque.
15.—Laidley.....	W.-H.....	23	"	Montreal High School et McGill University.
16.—Macnaughton.....	Cecil.....	23	"	Collège St-Laurent et Collège Loyola.
17.—Marin.....	Armand.....	19	"	Ecole Olier et Collège St-Laurent.
18.—Meredith.....	William-C.-J.....	21	"	Wellington Coll., England, Trinity Coll., Cambridge, Eng.
19.—Mur.....	Phillip.....	23	"	Commercial and Tech. High School and Prof. Jammes.
20.—Pelletier.....	Louis-Conrad.....	20	"	Collège Ste-Marie et cours Leblond de Brumath.
21.—Perron.....	Guy-R.....	19	"	Cours privés du Prof. Savoie.
22.—Robert.....	René.....	21	Beauharnois.....	Acad. St-Clément et Institut Laroche.
23.—Roux.....	Lucien.....	21	Montréal.....	Collège St-Jean et Collège Ste-Marie.
24.—Silverstein.....	Moses.....	24	"	Montreal High School et McGill University.
25.—Tarte.....	Jean.....	21	"	Collège de Montréal et Coll. St-Laurent.
26.—Valois.....	Philippe.....	18	Joliette.....	Séminaire de Joliette.
27.—Viau.....	Paul.....	21	Montréal.....	Jardin de l'Enfance et Collège Ste-Marie.
28.—Westler.....	Gordon-M.....	26	"	Westmount High School et McGill Univers.

Le secrétaire du Barreau de Montréal.

ANTOINE CHAUVIN.

Secretary of the Bar of Montreal.

Montréal, 16 décembre—December 16, 1925.

5747-48—51-2

BARREAU DE MONTREAL—BAR OF MONTREAL.

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A LA PRATIQUE DU DROIT—CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF THE LAW.

Examens du 12 janvier 1926—Examinations of January the 12th, 1926.

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence
1.—Beliveau.....	Lucien.....	23	Montréal.
2.—Binet.....	Henri-T-P.....	28	"
3.—Bobrove.....	Isidore-M.....	23	"
4.—Cohen.....	Abraham-Saul.....	33	Westmount.
5.—Coveler.....	David.....	24	Montréal.
6.—Crestohl.....	Léon-David.....	26½	"
7.—Decker.....	Saul-William.....	27	"
8.—Dufresne.....	Robert.....	25	"
9.—Gélinas.....	Marcel.....	26	"
10.—Glazer.....	Louis.....	27	"
11.—Joannette.....	Honoré.....	27	Ville-St-Laurent.
12.—Lambert.....	Maurice.....	22	Outremont.
13.—Mendelsohn.....	Samuel-Leon.....	23	Montréal.
14.—Savage.....	Joseph Clifford.....	29	St-Lambert.
15.—Séguin.....	André.....	29	Montréal.
16.—Solomon.....	Abraham Saul.....	28	Montréal.

Le secrétaire du Barreau de Montréal.

ANTOINE CHAUVIN.

Secretary, Bar of Montreal.

Montréal, le 30 décembre—December 30, 1925.

75-76—1-2

BARREAU D'ARTHABASKA—BAR OF ARTHABASKA.

ADMISSION A LA PRATIQUE DU DROIT—ADMISSION TO THE PRACTICE OF THE LAW.

Nom — Name	Prénom — Surname	Age	Résidence — Residence
Marier	Alexandre	25	Drummondville, P.Q.

Le secrétaire du Barreau d'Arthabaska,
WILFRID GIROUARD,
Secretary of the Bar of Arthabaska.
25-26-1-2

Daté ce 21 décembre—Dated December 21, 1925.

BARREAU DE QUEBEC—BAR OF QUEBEC.

LISTE DES CANDIDATS POUR EXAMENS DE JANVIER 1926 A LA PRATIQUE

LIST OF CANDIDATES FOR EXAMINATION OF JANUARY, 1926, TO THE PRACTICE.

Noms — Names	Résidence — Residence	Age
Belleau, Robert.....	268, St-Cyrille, Québec	34
Dionne, Pierre.....	29 Couillard, Québec.....	23
Dussault, Adjutor.....	81 d'Auteuil, Québec.....	23
Larouche, Georges.....	22 Ste-Marie, Québec.....	30
Roy, Joseph-Albert.....	297, Ave Laurier, Québec.....	35

Le secrétaire du Barreau de Québec,
LOUIS-A. POULIOT,
Secretary of the Bar of Quebec
39-40-1-2

Québec, décembre—December, 1925.

Liquidation—Avis de

Winding up Notice

ENGLISH LAKE LUMBER COMPANY, LIMITED

ENGLISH LAKE LUMBER COMPANY, LIMITED.

Avis est par les présentes donné qu'une assemblée des actionnaires de la compagnie dite "English Lake Lumber Company, Limited", tenue le vingt et unième jour de novembre dix-neuf cent vingt-cinq, en la cité de Sherbrooke, tous les actionnaires étant présents et représentant la totalité du capital de la compagnie, a unanimement passé une résolution que les affaires de la "English Lake Lumber Company, Limited", soient liquidées volontairement et que la compagnie soit dissoute, et que Charles Bienvenu soit nommé liquidateur pour liquider les affaires de la compagnie et distribuer son actif.

Sherbrooke, 21 novembre, 1925.

Le président,
CHS. BIENVENU.
Le secrétaire,
J.-W. BIENVENU.
Le liquidateur,
CHS. BIENVENU.

131

Notice is hereby given that a meeting of the shareholders of "English Lake Lumber Company, Limited", held on the twenty-first day of November one thousand nine hundred and twenty-five, in the city of Sherbrooke, all the shareholders being present and representing the whole of the stock of the Company, have unanimously passed a resolution that the affairs of "English Lake Lumber Company, Limited" be wound up voluntarily and the Company dissolved, and that Charles Bienvenu be appointed liquidator to wind up the affairs of the company and distribute its assets.

At Sherbrooke, November 21st., 1925.

CHS. BIENVENU,
President.
J. W. BIENVENU,
Secretary.
CHS. BIENVENU,
Liquidator.

132

Minutes de notaire

Notarial minutes

Québec, 24 octobre, 1925.

Avis est par les présentes donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée au Lieutenant-gouverneur en conseil par Monsieur Raymond Belleau, notaire, de la ville de Chicoutimi, district de Chicoutimi, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de Georges-Antoine Saint-Pierre et de ceux de Thomas-Zozime Cloutier et Maurice-Ovide Bossé, en leur vivant, notaires, de la ville de Chicoutimi, dont le dit Georges-Antoine Saint-Pierre était dépositaire.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
35-1-5 ALEXANDRE DESMEULES.

Quebec, October 24th., 1925.

Notice is hereby given that, pursuant to the provisions of the Notarial Code, a petition has been presented to the Lieutenant Governor in Council, by Mr. Raymond Belleau, notary, of the town of Chicoutimi, district of Chicoutimi, by which he asks for the transfer in his favor of the minutes, repertory and index of Georges Antoine Saint Pierre, and of those of Thomas Zozime Cloutier and Maurice Ovide Bossé, in their lifetime notaries, of the town of Chicoutimi, of which the said Georges Antoine Saint Pierre was the depository.

ALEXANDRE DESMEULES,
36-1-5 Acting Assistant Provincial Secretary.

Ratification de titres

Confirmation of titles

Canada, province de Québec, district de Montréal. No 634. Cour Supérieure.

Avis est par la présente donné qu'il a été déposé au bureau du protonotaire de la Cour Supérieure du district de Montréal, un acte de vente de Frederick Perry à Emile Dagenais, fait devant G. H. Seguin, N. P., le septième jour d'octobre 1925, et enregistré au bureau d'enregistrement du district de Montréal, le huitième jour d'octobre 1925, sous le No 92909.

La propriété que comporte ledit acte de vente est située dans le district de Montréal et peut être décrite comme suit:

Une certaine ferme située dans la paroisse de Saint-Laurent, connue et désignée sous le No 222 aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Saint-Laurent.

Le tout comprend maintenant tous les droits, parties et dépendances qui lui sont attachés, sans aucune exception ou réserve.

On fera application en la dite Cour Supérieure, le dix-huitième jour de février, 1926, à la chambre No 31 du Palais de Justice de Montréal, à dix heures et trente minutes de l'avant-midi, ou aussitôt après que conseil pourra être entendu, pour un jugement en confirmation de titre.

Les personnes qui étaient en possession dudit immeuble pendant les trois dernières années sont nommément:

1. Frederick Perry, sous acte de vente fait à lui par "The Canadian Northern Montreal Land Company Limited", in liquidation, agissant et représentée par la Société d'Administration Générale en sa qualité de liquidateur de la dite "The Canadian Northern Montreal Land Company, Limited". Ledit acte de vente fut fait devant L. Joron, N. P., le troisième jour de décembre 1925, et enregistré au bureau d'enregistrement de Montréal sous le No 91029.

2. "The Canadian Northern Montreal Land Company, Limited", sous acte de vente fait à elle de la part de Thomas-S. Darling, devant E. R. Decary, N. P., le trente et unième jour de décembre, 1912, et enregistré au bureau d'enregistrement d'alors, de la division d'Hochelaga et Jacques-Cartier sous le No 255659.

Tous les créanciers qui se réclament d'un privilège ou d'une hypothèque sur le dit immeuble sont mandés pour produire leurs oppositions dans

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, No. 634. Superior Court.

Notice is hereby given that there has been lodged in the office of the Prothonotary of the Superior Court for the District of Montreal, a Deed of Sale from Frederick Perry to Emile Dagenais, executed before G. H. Seguin, N. P., on the 7th October, 1925, and registered in the registration division for Montreal, on the 8th October, 1925, under the No. 92909.

The property conveyed by the said Deed is situated in the district of Montreal and may be described as follows:

That certain farm situate in the parish of Saint Laurent, known and designated as lot number two hundred and twenty two (No. 222), upon the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Saint Laurent.

As the whole now is with, all the rights, members and appurtenances thereunto belonging, without any exception or reserve whatsoever.

An application will be made to the said Superior Court on the eighteenth day of February 1926, in room No. 31 of the Court House, Montreal, at ten-thirty o'clock of the forenoon or so soon thereafter as Counsel may be heard, for a judgment of confirmation of title.

The persons who possessed the said immoveable during the preceding three years are as follows, namely:

1. Frederick Perry, under deed of sale to him from The Canadian Northern Montreal Land Company, Limited, in liquidation, acting and represented by "La Société d'Administration Générale", in its quality of liquidator to the said The Canadian Northern Montreal Land Company, Limited. The said deed of sale was executed before L. Joron, N. P., on the 3rd December, 1925 and is registered in the registration division for Montreal under the number 91029.

2. The Canadian Northern Montreal Land Company, Limited, under deed of sale to it from Thomas S. Darling, executed before E. R. Decary, N. P., on the 31st December, 1912, and registered in the then Registration division for Hochelaga and Jacques Cartier under the number 255659.

All creditors who claim to have any privilege or hypothec upon the said immoveable are called upon to file their oppositions within six

les six jours suivant la date fixée pour la présentation de l'application.

Montréal, ce 24 décembre 1925.

Le député-protonotaire en chef,

J.-B.-A. TISON.

Les procureurs du requérant, Emile Dagenais,
LAFLEUR, MACDOUGALL,
MACFARLANE & BARCLAY.

105-2-2

days from the date fixed for presenting the application.

Montreal, 24th December, 1925.

J. B. A. TISON,

Chief Deputy Prothonotary.

LAFLEUR, MACDOUGALL,
MACFARLANE & BARCLAY,
Attorneys for the petitioner Emile Dagenais.

106-2-2

Soumissions

COMMISSION SCOLAIRE POUR LA MUNICIPALITÉ
DE LA CÔTE SAINT-LUC, COMTÉ DE
JACQUES-CARTIER, P. Q.

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la Côte Saint-Luc, dans le comté de Jacques-Cartier, P.Q., donnent avis qu'ils recevront des soumissions pour l'achat d'une émission d'obligations au montant total de \$12,000.00, par eux faite en conformité d'une résolution adoptée le 8 octobre 1920, et autorisée par le lieutenant-gouverneur en Conseil de la province de Québec, sur la recommandation du surintendant de l'Instruction publique.

Cette émission est de vingt-quatre obligations de \$500.00 chacune, toutes payables à la Banque Canadienne Nationale, à Montréal, au 1er novembre 1940, et portant intérêt au taux de 6% l'an, payable semi-annuellement le 1er mai et le 1er novembre, sur présentation des coupons y attachés.

Un fonds d'amortissement a été créé pour pourvoir au remboursement à échéance.

Les soumissions devront être scellées et adressées au secrétaire-trésorier soussigné, et marquées "Soumission pour l'émission d'obligations \$12,000.00 des Commissaires d'écoles pour la municipalité de la Côte Saint-Luc". Elles devront être accompagnées d'un chèque accepté d'un montant égal à 1% de l'offre ou soumission, et payable à l'ordre des Commissaires d'écoles pour la municipalité de la Côte Saint-Luc, et le tout devra être produit au secrétaire-trésorier soussigné au plus tard le 25ième jour de janvier 1926, avant-midi.

Les soumissions devront être pour tout le montant de l'émission et les Commissaires ne seront pas tenus d'accepter la plus haute, ni aucune d'elles. Le soumissionnaire à qui sera accordée l'émission, devra payer l'intérêt accru sur les obligations depuis le 1er novembre dernier jusqu'à la date du paiement de son acquisition.

Les soumissions seront ouvertes et considérées par les Commissaires, à leur assemblée du 26ième jour de janvier 1926 à 7.30 heures du soir, à l'école de la Côte Saint-Luc, 674 Ave Westminster, Côte Saint-Luc.

Toutes autres informations requises pourront être obtenues du secrétaire-trésorier soussigné.

Montréal, 30 décembre 1925.

Le secrétaire-trésorier,

STANISLAS DESCARRIES.

287 Boulevard Décarie,
Montréal.

107

PROVINCE DE QUEBEC, COMTÉ DE PONTIAC.

VILLAGE DE FORT-COULONGE

Avis public est par les présentes donné que le conseil du village de Fort-Coulonge, comté de Pontiac, P.Q., recevra d'hui jusqu'à sept heures

SCHOOL COMMISSION FOR THE MUNICIPALITY
OF COTE SAINT LUC, COUNTY OF
JACQUES CARTIER, P.Q.

The school Commissioners for the municipality of Côte Saint Luc, in the county of Jacques Cartier, P.Q., give notice they will receive tenders for the purchase of an issue of bonds of a total amount of \$12,000.00, made by them in conformity of a resolution adopted the 8th of October, 1920, and authorized by the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Quebec, upon the recommendation of the Superintendent of Public Instruction.

The issue is of twenty four bonds of \$500.00 each, all payable at the Banque Canadienne Nationale, at Montreal, the 1st of November, 1940, and bearing interest at the rate of 6% per annum, payable semi-yearly the 1st of May and the 1st of November, on presentation of the coupons attached thereto.

A sinking fund has been created to provide for the redemption of the bonds at maturity.

The tenders must be sealed and addressed to the undersigned Secretary-treasurer and marked "Tenders for the issue of \$12,000.00 of bonds of the School Commissioners for the municipality of Côte Saint Luc". They must be accompanied by an accepted cheque of an amount equal to 1% of the offer or tender, and payable to the order of the School Commissioners for the municipality of Côte Saint Luc, and the whole must be in the hands of the undersigned Secretary-treasurer at the latest the 25th of January, 1926, before twelve o'clock noon.

Tenders must be made for the full amount of the issue and the Commissioners are not bound to accept the highest or any tender. The successful tenderer shall pay the interests accrued on the bonds from the 1st of November last to the date of the payment of the bonds.

The tenders will be opened and considered by the Commissioners at their meeting of the 26th day of January, 1926, at 7.30 o'clock p.m., at the school of Côte Saint Luc 674 Westminster Avenue, Côte Saint Luc.

For further particulars, apply to the undersigned secretary-treasurer.

Montreal, December 30, 1925.

STANISLAS DESCARRIES,

Secretary-treasurer.

287 Boulevard Décarie,
Montréal.

108

PROVINCE OF QUEBEC, COUNTY OF PONTIAC.

VILLAGE OF FORT COULONGE.

Public notice is hereby given that the Council of the Village of Fort Coulonge, County of Pontiac, P.Q., will receive from this date to seven

P. M. du vingt-cinquième jour de janvier prochain 1926, au bureau du soussigné, des soumissions cachetées pour l'achat de débentures du dit village de Fort-Coulonge, au montant de trente mille piastres (\$30,000.00), avec coupons d'intérêt y attachés, émises pour la construction et le parachèvement d'un système d'aqueduc dans la municipalité, les dites débentures et les intérêts étant payables au bureau du secrétaire-trésorier à Fort-Coulonge, comme suit:

Débentures, le premier novembre 1955; intérêt, le premier mai et le premier novembre de chaque année, au taux de cinq et demi pour cent par année. Montant \$30,000.00; coupures \$500.00; date d'échéance le premier novembre 1955, et émises en vertu du règlement No 34, adopté par le conseil du village de Fort-Coulonge, le 6 juillet 1925, approuvé par les électeurs le 29 juillet 1925, et par le Lieutenant-Gouverneur en conseil le 4 novembre 1925.

Un chèque accepté représentant 1% de l'émission devra accompagner chaque soumission.

Le prix offert devra comprendre les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Le conseil du village de Fort-Coulonge ne s'oblige pas à accepter la plus haute ou aucune des soumissions.

Les soumissions seront ouvertes en la salle du conseil de Fort-Coulonge, à une assemblée spéciale du conseil qui aura lieu le lundi, vingt-cinquième jour de janvier, 1926, à sept heures du soir.

Fort-Coulonge, le 28 décembre 1925.

Le secrétaire-trésorier,
DENNIS-J. SHEA.

57-1-2

o'clock P. M. of the twenty-fifth day of January next (1926), at the office of the undersigned, sealed tenders for the purchase of debentures of the said Village of Fort Coulonge, amounting to thirty thousand dollars (\$30,000.00), with interest coupons attached thereto, issued for the construction and the finishing of a system of water-works in the municipality, payable, the said debentures and the interest thereof, at the Secretary-Treasurer's office, Fort Coulonge, as follows:

Debentures on November 1st, 1955; interest on May 1st and November 1st each year, at a rate of five and one-half per cent per annum; amount \$30,000.00; denomination \$500.00, due November 1st 1955 and issued under authority of By-Law No. 34, which was passed by the Council of the Village of Fort Coulonge on July 6th 1925, approved by the electors July 29th, 1925 and by the Lieutenant-Governor in Council on November 4th, 1925.

An accepted cheque representing 1% of the issue must accompany each tender.

The price offered must include the interests accrued on the bonds at the time of their delivery.

The Council of the Village of Fort Coulonge does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

The tenders will be opened in the Town Hall of the Village of Fort Coulonge, at a special sitting of the Council, which will be held on Monday, the twenty fifth day of January 1926, at seven o'clock P. M.

Fort Coulonge, 28th December, 1925.

DENNIS J. SHEA,
Secretary-Treasurer.

58-1-2

Ventes—Loi de faillite

Dans l'affaire de: Lachance & Desroches, Enreg., peintres-décorateurs, Québec, cédants autorisés.

Avis est par le présent donné que JEUDI, le VINGT-HUITIEME jour de JANVIER 1926, à ONZE heures a.m., sera vendu à notre bureau, 101 rue Saint-Pierre, Québec, l'immeuble en cette affaire comme suit:

Un emplacement situé au No 128 rue Montmagny, quartier Saint-Sauveur de la cité de Québec, mesurant 31 pieds et 4 pouces de front sur 70 pieds de profondeur; borné en front à l'est à la rue Montmagny, en arrière à l'ouest à la subdivision deux cent soixante-treize du lot numéro deux mille trois cent un (273 de 2301), d'un côté au nord à la Rue Napoléon, de l'autre côté au sud à la subdivision numéro trois cent quarante-quatre du lot numéro deux mille trois cent un (344 de 2301), désigné au plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Sauveur comme étant la subdivision numéro trois cent quarante-trois du lot numéro deux mille trois cent un (343 de 2301)—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances et sujet à une rente annuelle et constituée de \$43.85 payable aux Révérendes Sœurs Ursulines de Québec, le premier mai de chaque année.

Cette vente est faite conformément aux articles 716 et 717 du C. P. C., et aussi à l'article 20,

Sales—Bankruptcy Act

In the matter of: Lachance & Desroches, Reg'd. painters, Quebec, authorized assignors.

Notice is hereby given that on THURSDAY, TWENTY EIGHTH day of JANUARY, 1926, at ELEVEN o'clock a.m., will be sold at our office, 101, Saint Peter Street, Quebec, the property as follows:

One lot of land situate No. 128 Montmagny Street, Saint Sauveur ward of the city of Quebec, measuring 31 feet and 4 inches in front by 70 feet in depth; bounded in front to the east by Montmagny Street, in rear to the west by the subdivision two hundred and seventy three of lot number two thousand three hundred and one (273-2301), on one side to the north by Napoléon Street and on the other side to the south by the subdivision three hundred and forty four of lot number two thousand three hundred and one (344-2301), designated on the plan and book of official references for the cadastre of the parish of Saint Sauveur as being the subdivision number three hundred and forty three of lot number two thousand three hundred and one (343-2301)—with the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies and subject to an annual rental of \$43.85 payable to Reverendes Sœurs Ursulines de Québec, the first of May of each year.

This sale is made pursuant to articles 716 & 717 of the C. C. P., and also to article 20, paragraph

paragraphe 4 a, b, c, de la Loi de faillite qui équivaut à une vente par le shérif.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Les syndics.

BEDARD & BELANGER.

Bureau: 101 rue St-Pierre,
Québec, 23 décembre 1925.

5873—52-2

4, a, b, c, of the Bankruptcy Act, which gives this sale the effects of a sheriff's sale.

Terms of payment: Cash.

BEDARD & BELANGER,

Trustees.

Office: 101 Saint Peter Street,

Quebec, December 23rd, 1925. 5874—52-2

Dans l'affaire de Art. Bonenfant, Charlemagne, Qué., cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné que MER-CREDI, LE VINGT-SEPTIEME JOUR DE JANVIER, 1926, à onze heures de l'avant-midi, sera vendu à l'encan public, et conformément au paragraphe 4a, b, c et e de l'article 20 de la loi de faillite, à la porte de l'église paroissiale de Charlemagne, l'immeuble suivant:

Un emplacement situé en cette partie de la paroisse de Saint-Paul-l'Ermite qui forme maintenant le village de Charlemagne, contenant en superficie environ un demi-arpent, plus ou moins; tenant devant au chemin public, derrière à cette partie de la terre autrefois possédée par M. Antoine Champagne, et aujourd'hui vendue et subdivisée en lots de village, d'un côté aux représentants de feu Félix Séguin et de l'autre côté à l'emplacement appartenant auparavant à Onésime Mercier, ainsi que maison et autres bâtisses y érigées; le dit immeuble connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de cette dite partie de la paroisse de Saint-Paul-l'Ermite qui forme maintenant le village de Charlemagne, comme faisant partie du lot numéro vingt-six (26) des dits plan et livre de renvoi officiels.

L'adjudication sera faite au plus haut enchérisseur, et le prix de vente sera payable comptant.

Cette vente, faite en vertu de la Loi de Faillite, tel que ci-dessus, équivaut à une vente par le shérif.

Montréal, le 23 décembre 1925.

Le syndic,

WILFRID DAMPHOUSSE.

Bureau: 426 Power Bldg.,

Tel.: Plateau 1211-1212,

Montréal.

5895—52-2

In the matter of Art. Bonenfant, Charlemagne, Que., authorized assignor.

Notice is hereby given that WEDNESDAY the TWENTY-SEVENTH DAY OF JANUARY, 1926, at eleven o'clock in the forenoon, there will be sold by public auction, and pursuant to the paragraph 4a, b, c. and e, of article 20 of the Bankruptcy Act, at the door of the parochial church of Charlemagne, the following immovable:

An emplacement situate in that part of the parish of St. Paul l'Ermite, now forming the village of Charlemagne, containing in superficies about half an arpent, more or less; bounded in front by the public road, in rear by this portion of land formerly possessed by Mr. Antoine Champagne, and now sold and subdivided in village lots, on one side by the representatives of late Felix Seguin and on the other side by the emplacement formerly belonging to Onesime Mercier—together with the house and other buildings erected upon; the said immovable known and designated on the official plan and book of reference of that said part of the parish of Saint Paul l'Ermite now forming the village of Charlemagne, as being part of the lot number twenty six (26) of the said official plan and book of reference.

The adjudication will be made to the highest bidder, and the price of sale will be payable cash.

This sale is made pursuant the Bankruptcy Act, as hereabove, and is equal to a sheriff's sale.

Montreal, December 23, 1925.

WILFRID DAMPHOUSSE,

Trustee.

Office: 426 Power Bldg.

Phone: Plateau 1211-1212.

Montreal.

5896—52-2

Ventes pour taxes municipales

PROVINCE DE QUÉBEC

MUNICIPALITE DU COMTE DE LEVIS.

Avis public est par les présentes donné, par Raoul Demers, secrétaire-trésorier du conseil municipal du comté de Lévis, que les terrains ci-dessous mentionnés seront vendus par encan public, en la paroisse de Saint-Romuald-d'Etchemin, au lieu ordinaire où le conseil municipal du comté de Lévis tient ses sessions, dans les salles de l'Hôtel de Ville, MERCREDI, le TROISIEME jour du mois de MARS mil neuf cent vingt-six, à DIX heures de l'avant-midi, pour les taxes municipales et scolaires et les charges dues aux municipalités ci-dessous mentionnées, pour les divers lots ci-après désignés, à moins qu'elles ne soient payées avec les frais, avant la vente, savoir:

Sales for municipal taxes

PROVINCE OF QUEBEC.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF LEVIS.

Public notice is hereby given by Raoul Demers, the Secretary-Treasurer, that the lands hereinafter mentioned shall be sold by public auction, in the parish of Saint Romuald d'Etchemin, at place where the sessions of the municipal council of the county of Levis are held, in the City-Hall, on WEDNESDAY, the THIRD day of the month of MARCH, one thousand nine hundred and twenty-six, at TEN o'clock in the forenoon, for the municipal and school taxes and charges due to the municipalities hereinafter mentioned, upon the several lots hereinafter described, unless the sum be paid, and fees, before the sale, to wit:

Propriétés situées dans la municipalité de la paroisse de Saint-Romuald-d'Etchemin:

Propriété de Madame H. Dombroski, connue comme étant les lots numéros cinq cent quatre-vingt-neuf et cinq cent quatre-vingt-dix (589 et 590) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Romuald-d'Etchemin, comté de Lévis, pour le prix de trente-huit piastres et vingt-sept centins (\$38.27), pour les taxes municipales, et vingt-neuf piastres et vingt-cinq centins (\$29.25) pour les taxes scolaires, soit un total de soixante-sept piastres et soixante-deux centins (\$67.62), et les frais;

Propriété de Paul Girard, connue et désignée comme étant les lots numéros quatre cent quatre-vingt-six et quatre cent quatre-vingt-sept (486 et 487) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Romuald-d'Etchemin, comté de Lévis, pour le prix de trois piastres et demie (\$3.50) pour les taxes municipales, et neuf piastres et trente-cinq centins (\$9.35), pour les taxes scolaires, soit un total de douze piastres et quatre-vingt-cinq centins (\$12.85), et les frais.

Propriétés situées dans la municipalité de la paroisse de Saint-Nicolas:

Propriété de "The Chaudière Heights Realty Company, Limited", connue et désignée comme étant les lots numéros un, deux, trois, quatre et quatre-A (1, 2, 3, 4 et 4a) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Nicolas, comté de Lévis, pour le prix de quatre-vingt-sept piastres et quarante-cinq centins (\$87.45), pour les taxes municipales, et quarante-deux piastres et trente-sept centins (\$42.37) pour les taxes scolaires, soit un total de cent vingt-neuf piastres et quatre-vingt-deux centins (\$129.82), et les frais;

Propriété de Ulric Duval et Evance Duval, connue et désignée comme étant les lots numéros quatre-vingt-treize et quatre-vingt-quatorze (93 et 94) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Nicolas, comté de Lévis, pour le prix de cent quinze piastres et trente-huit centins (\$115.38), pour les taxes municipales, et quatre-vingt-treize piastres et cinquante et un centins (\$93.51) pour les taxes scolaires, soit un total de deux cent huit piastres et quatre-vingt-neuf centins (\$208.89) et les frais.

Propriété située dans la municipalité du village de Charny:

Propriété de "The Chaudière Heights Realty Company, Limited", connue et désignée comme étant les lots numéros six cent seize, six cent dix-sept et six cent dix-huit (616, 617 et 618) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Romuald-d'Etchemin, comté de Lévis, pour le prix de vingt-quatre piastres (\$24.00) pour les taxes municipales, et quarante-huit piastres et demie (\$48.50) pour les taxes scolaires, soit un total de soixante-douze piastres et demie (\$72.50), et les frais.

Propriété située dans la municipalité de la paroisse de Saint-Jean-Chrysostôme:

Propriété de Octave Blanchet, connue et désignée comme étant le lot numéro quatre cent vingt-neuf (429) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Jean-Chrysostôme, comté de Lévis, pour le prix de huit piastres et soixante-quatorze centins (\$8.74), pour les taxes scolaires, et les frais.

Properties situated in the municipality of the parish of Saint Romuald d'Etchemin:

Property of Madam H. Dombroski, known and designated as being lots numbers five hundred and eighty nine and five hundred and ninety (589 et 590) of the official cadastre for the parish of Saint Romuald d'Etchemin, county of Lévis, for the price of thirty-eight dollars and twenty seven cents (\$38.27) for municipal taxes, and twenty-nine dollars and twenty-five cents (\$29.25) for school taxes, a total of sixty-seven dollars and sixty two cents (\$67.62), and fees;

Property of Paul Girard, known and designated as being lots numbers four hundred and eighty six and four hundred and eighty seven (486 and 487) of the official cadastre for the parish of Saint Romuald d'Etchemin, county of Lévis, for the price of three dollars and fifty cents (\$3.50) for municipal taxes, and nine dollars and thirty five cents (\$9.35) for school taxes, a total of twelve dollars and eighty-five cents (\$12.85), and fees.

Properties situated in the municipality of the parish of Saint Nicolas:

Property of the Chaudière Heights Realty Company, Limited, known and designated as being lots numbers one, two, three, four and four-A (1, 2, 3, 4 and 4a) of the official cadastre for the parish of Saint Nicolas, county of Lévis, for the price of eighty seven dollars and forty five cents (\$87.45) for municipal taxes and forty-two dollars and thirty seven cents (\$42.37) for school taxes, a total of one hundred and twenty-nine dollars and eighty two cents (\$129.82), and fees;

Property of Ulric Duval and Evance Duval, known and designated as being lots numbers ninety three and ninety four (93 and 94) of the official cadastre for the parish of Saint Nicolas, county of Lévis, for the price of one hundred and fifteen dollars and thirty-eight cents (\$115.38), for municipal taxes, and ninety three dollars and fifty one cents (\$93.51) for school taxes, a total of two hundred and eight dollars and eighty-nine cents (\$208.89), and fees.

Property situated in the municipality of the village of Charny:

Property of the Chaudière Heights Realty Company, Limited, known and designated as being lots numbers six hundred and sixteen, six hundred and seventeen and six hundred and eighteen (616, 617 and 618) of the official cadastre for the parish of Saint Romuald d'Etchemin, county of Lévis, for the price of twenty four dollars (\$24.00) for municipal taxes, and forty eight dollars and fifty cents (\$48.50) for school taxes, a total of seventy two dollars and fifty cents (\$72.50), and fees.

Property situated in the municipality of the parish of Saint Jean Chrysostome:

Property of Octave Blanchet, known and designated as being lot number four hundred and twenty nine (429) of the official cadastre for the parish of Saint Jean Chrysostome, county of Lévis, for the price of eight dollars and seventy four cents (\$8.74) for school taxes, and fees.

Propriété située dans la municipalité de la paroisse de Saint-Nicolas-sud:

Propriété de Joseph Mercier, connue et désignée comme étant le lot numéro six cent vingt-deux (622) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Nicolas-sud, comté de Lévis, pour le prix de deux piastres et quinze centins (\$2.15) pour les taxes municipales, et les frais.

Donné à Saint-Romuald-d'Etchemin, ce trente et unième jour du mois de décembre mil neuf cent vingt-cinq.

Le secrétaire-trésorier du C. M. C. L.,
101-2-2 RAOUL DEMERS.

Property situated in the municipality of the parish of Saint Nicolas-sud:

Property of Joseph Mercier, known and designated as being lot number six hundred and twenty two (622) of the official cadastre for the parish of Saint Nicolas, county of Lévis, for the price of two dollars and fifteen cents (\$2.15) for municipal taxes, and fees.

Given at Saint Romuald d'Etchemin, this thirty first day of the month of December, one thousand nine hundred and twenty five.

RAOUL DEMERS,
102-2-2 Secretary-Treasurer of M. C. C. L.

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ D'YAMASKA.

Avis public est, par les présentes, donné, par le soussigné Louis Véronneau, secrétaire-trésorier du conseil municipal du comté d'Yamaska, que les immeubles ci-dessous mentionnés seront vendus à l'enchère publique, dans la salle du conseil de comté, dans le village de Saint-François-du-Lac, MERCREDI, le TROISIEME jour du mois de MARS prochain, 1926, à DIX heures de l'avant-midi, pour taxes municipales, scolaires et autres redevances dues aux municipalités ci-après nommées, sur les divers lots de terre plus bas désignés, à moins qu'elles ne soient payées, avec les frais, avant la vente, savoir :

MUNICIPALITÉ DE SAINT-JOACHIM-DE-COURVAL.

1. Une portion de terre, appartenant à Exias Gauthier, située en la paroisse de Saint-Joachim-de-Courval, étant la moitié du lot de terre No trois cent trente (No $\frac{1}{2}$ 330), aux plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de Saint-Zéphin-de-Courval; bornée comme suit: d'un bout au chemin de front, de l'autre bout par le No 247, d'un côté par Aimé Laperrière et de l'autre côté par Aimé Boucher—avec les dépendances.

Montant dû: \$12.28.

MUNICIPALITÉ DE SAINT-PIE-DE-GUIRE.

1. Une portion de terre, appartenant à Deus Cournoyer, située en la paroisse de Saint-Pie-de-Guire, contenant cent cinq arpents en superficie, plus ou moins, étant les lots de terre décrits aux plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de Saint-Pie-de-Guire, sous les numéros trois cent neuf, trois cent dix, trois cent onze, trois cent douze et trois cent treize — avec les dépendances.

Montant dû: \$29.91.

MUNICIPALITÉ DE SAINT-GUILLAUME-D'UPTON

1. Une portion de terre, appartenant à Omérile Viens, située en la paroisse de Saint-Guillaume-d'Upton, contenant deux arpents de largeur par trente arpents de profondeur, le tout plus ou moins, étant le lot de terre décrit aux plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de Saint-Guillaume-d'Upton, comme étant le lot No cent quatre-vingt-cinq — avec les bâtisses dessus construites.

Montant dû: \$42.20.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF YAMASKA

Public notice is hereby given by the undersigned Louis Véronneau, secretary-treasurer of the municipal council of the county of Yamaska, that the immovables hereinafter mentioned will be sold by public auction, in the Municipal Hall of the county council, in the village of Saint François du Lac, WEDNESDAY, the THIRD day of MARCH next, 1926, at TEN o'clock in the forenoon, for municipal and school taxes and others, due to the municipalities hereafter named, upon the several lots of lands hereafter described, unless the same be paid, with costs, before the sale, to wit :

MUNICIPALITY OF SAINT JOACHIM DE COURVAL.

1. A piece of land, belonging to Exias Gauthier, situate in the parish of Saint Joachim de Courval, being the half of the lot of land No. three hundred and thirty (No. $\frac{1}{2}$ 330), on the official plan and book of reference for the parish of Saint Zéphin de Courval; bounded as follows: at one end by the front road, at the other end by the lot No 247, on one side by Aimé Laperrière and on the other side by Aimé Boucher — with dependencies.

Amount due: \$12.28.

MUNICIPALITY OF SAINT PIE DE GUIRE.

1. A piece of land, belonging to Deus Cournoyer, situate in the parish of Saint Pie Deguire, containing one hundred and five arpents in superficies, more or less, being the lots of land described on the official plan and book of reference for the parish of Saint Pie Deguire under numbers three hundred and nine, three hundred and ten, three hundred and eleven, three hundred and twelve and three hundred and thirteen — with dependencies.

Amount due: \$29.91.

MUNICIPALITY OF SAINT GUILLAUME D'UPTON.

1. A piece of land, belonging to Omérile Viens, situate in the parish of Saint Guillaume d'Upton, containing two arpents in width by thirty arpents in depth, the whole more or less, being the lot of land described on the official plan and book of reference for the parish of Saint Guillaume d'Upton, as being the lot No one hundred and eighty five — with buildings thereon erected.

Amount due: \$42.20.

MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE SAINT-GUILLAUME.

MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF SAINT GUILLAUME.

1. Une portion de terre, appartenant à Arthur Villiard, située au village de Saint-Guillaume, contenant cent cinq pieds de largeur sur cent seize pieds de profondeur; bornée en front à la rue Saint-Jean-Baptiste, en profondeur à M. L. Melançon et Edouard Lalancette, d'un côté à Edouard Lalancette et de l'autre côté à la rue Saint-François-Xavier — avec les dépendances dessus construites; ladite portion de terre faisant partie du lot No six cent soixante-six des plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de Saint-Guillaume-d'Upton.

Montant dû : \$104.90.

2. Une portion de terre, appartenant à la succession de feu Pierre Proulx, située dans le village de Saint-Guillaume, de la contenance de cent quatre-vingts pieds de profondeur, par quatre-vingt-dix pieds de largeur, le tout plus ou moins, étant le lot de terre décrit aux plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de Saint-Guillaume-d'Upton, sous les Nos six cent dix-huit et six cent dix-neuf — avec les bâtisses dessus.

Montant dû : \$81.75.

3. Une portion de terre, de forme irrégulière, appartenant à Pierre Pelletier et al, située au village de Saint-Guillaume, contenant quinze mille six cent soixante pieds en superficie, plus ou moins, étant le lot de terre décrit aux plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de Saint-Guillaume-d'Upton, comme étant le lot No cinq cent soixante-douze et une partie du lot No cinq cent trente-quatre — avec les bâtisses dessus construites.

Montant dû : \$436.16

MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE SAINT-FRANÇOIS-DU-LAC.

1. A piece of land belonging to Arthur Villiard, situate in the village of Saint Guillaume, containing one hundred and five feet in width by one hundred and sixteen feet in depth; bounded in front by Saint John Baptist Street, in depth by M. L. Melançon and Edouard Lalancette, on one side by Edouard Lalancette and on the other side by Saint François Xavier Street — with dependencies thereon erected; the said piece of land forming part of lot No. six hundred and sixty six on the official plan and book of reference for the parish of Saint Guillaume d'Upton.

Amount due : \$104.90.

2. A piece of land belonging to the late Pierre Proulx's estate, situate in the village of Saint Guillaume, containing one hundred and eighty feet in depth, by ninety feet in width, the whole more or less, being the lot of land described on the official plan and book of reference for the parish of Saint Guillaume d'Upton under numbers six hundred and eighteen and six hundred and nineteen — with dependencies thereon.

Amount due : \$81.75.

3. A piece of land of an irregular form, belonging to Pierre Pelletier and al, situate in the village of Saint Guillaume, containing fifteen thousand and six hundred and sixty feet in superficies, more or less, being the lot of land described on the official plan and book of reference for the parish of Saint Guillaume d'Upton, as being the lot No five hundred and seventy two and one part of the lot No. five hundred and thirty four — with buildings thereon erected.

Amount due : \$436.16.

MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF SAINT FRANÇOIS DU LAC.

1. Une portion de terre, appartenant à Amanda Letendre, située en le village de Saint-François-du-Lac, contenant trente pieds de largeur sur cent vingt pieds de profondeur, le tout plus ou moins, mesure anglaise; bornée en front à la route de la traverse, en arrière et des deux côtés à François Lachapelle; laquelle portion de terre est une partie du lot No trois cent vingt-quatre des plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de Saint-François-du-Lac — avec les dépendances.

Montant dû : \$9.46.

2. Une portion de terre, appartenant à Hector Chapdelaine, située dans le village de Saint-François-du-Lac, contenant quatre-vingt-sept pieds de largeur sur la profondeur qu'il y a de la route de la Grande Terre, à Herménégilde Lauzière; bornée en front par ladite route, derrière par ledit Herménégilde Lauzière, d'un côté par Emile Pelletier et de l'autre côté, par Dame Mary Gill — avec maison et autres bâtisses dessus construites; laquelle portion de terre est décrite aux plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de Saint-François-du-Lac, comme étant une partie du lot No deux cent cinquante-huit.

Montant dû : \$36.58.

1. A piece of land belonging to Amanda Letendre, situate in the village of Saint François du Lac, containing thirty feet in width by one hundred and twenty feet in depth, the whole more or less, English measure; bounded in front by the ferry road, in rear and on two sides by François Lachapelle; which piece of land is one part of lot No. three hundred and twenty four, on the official plan and book of reference for the parish of Saint François du Lac — with dependencies.

Amount due : \$9.46.

2. A piece of land belonging to Hector Chapdelaine, situate in the village of Saint François du Lac, containing eighty seven feet in width by the depth there is from Grande Terre road, to Herménégilde Lauzière; bounded in front by the said road, in rear by the said Herménégilde Lauzière, on one side by Emile Pelletier and on the other side by De. Mary Gill — with house and other buildings thereon erected.

Amount due : \$36.58.

3. Une portion de terre, appartenant à Wilfrid Damphousse, située en le village de Saint-François-du-Lac, contenant soixante et un pieds de largeur sur cent pieds de profondeur, mesure française, le tout plus ou moins, étant le coin nord-est et sud-est du lot de terre décrit aux plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de Saint-François-du-Lac — avec les bâtisses dessus construites.

Montant dû : \$74.19.

MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE SAINT-MICHEL.

1. Une portion de terre appartenant à Antonio Martineau, située au village de Saint-Michel-d'Yamaska, étant le lot de terre décrit aux plan et livre de renvoi officiels pour le village de Saint-Michel sous le No cent vingt-neuf — avec ses dépendances.

Montant dû : \$22.81.

2. Une portion de terre appartenant à Emile Desmarais, située au village de Saint-Michel-d'Yamaska, étant le lot de terre décrit aux plan et livre de renvoi officiels pour le village de Saint-Michel, sous le No cent vingt et un — avec ses dépendances.

Montant dû : \$9.94.

3. Une portion de terre appartenant à Emile Pelletier, située dans le village de Saint-Michel-d'Yamaska, contenant soixante-dix pieds de largeur par deux cent trente-cinq pieds de profondeur, le tout plus ou moins, connue aux plan et livre de renvoi officiels pour le village de Saint-Michel comme étant une partie du lot No quarante et un — avec les bâtisses dessus.

Montant dû : \$30.22.

Donné au village de Saint-Michel-d'Yamaska, au bureau dudit conseil, ce quatrième jour du mois de janvier, mil neuf cent vingt-six.

Le secrétaire-trésorier,

C. M. C. Y.

125—2-2

LS. VERONNEAU.

CANADA

PROVINCE DE QUEBEC

MUNICIPALITE DU COMTE D'ARGENTEUIL

Avis public est par les présentes donné par James-W. Gall, secrétaire-trésorier du conseil municipal du comté d'Argenteuil, que les lots ou parties de lots de terre ci-après mentionnés seront vendus par encan public, dans la salle d'audience du Palais de Justice de la ville de Lachute, dans le dit comté d'Argenteuil, où siège le conseil de comté, MERCREDI, le TROISIEME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi, pour les taxes municipales et scolaires dues aux municipalités ci-après désignées, sur les divers lots ou parties de lots ci-après décrits, à moins que les dites taxes ne soient payées, avec les frais encourus, avant le jour de la vente.

3. A piece of land belonging to Wilfrid Damphousse, situate in the village of Saint François du Lac, containing sixty one feet in width by one hundred feet, French measure, more or less, being the north-east and south-east corner of the lot of land described under number two hundred and fifty four, on the official plan and book of reference for the parish of Saint François du Lac — with buildings thereon erected.

Amount due : \$74.19.

MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF SAINT MICHEL.

1. A piece of land belonging to Antonio Martineau, situate in the village of Saint Michel d'Yamaska, being the lot of land described on the official plan and book of reference for the village of Saint Michel, under No. one hundred and twenty nine — with dependencies.

Amount due : \$22.81.

2. A piece of land belonging to Emile Desmarais, situate in the village of Saint Michel d'Yamaska, being the lot of land described on the official plan and book of reference for the village of Saint Michel under number one hundred and twenty one — with dependencies.

Amount due \$9.94.

3. A piece of land belonging to Emile Pelletier, situate in the village of Saint Michel d'Yamaska, containing seventy feet in width, by two hundred and thirty five feet in depth, the whole more or less, known on the official plan and book of reference for the village of Saint Michel, as being one part of the lot No. forty one with buildings thereon.

Amount due : \$30.22.

Given at the village of Saint Michel d'Yamaska, at the office of said council, this fourth day of the month of January one thousand nine hundred and twenty six.

LS. VERONNEAU,

Secretary-Treasurer,

M. C. C. Y.

126—2-2

CANADA

PROVINCE OF QUEBEC

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF ARGENTEUIL

Public notice is hereby given by James W. Gall, Secretary-Treasurer of the Municipal Council of the county of Argenteuil, that the lots or parts of lots hereinafter mentioned will be sold by public auction, in the Court Room of the Court House, in the town of Lachute, in the said county of Argenteuil, being the place where the sittings of the County Council are held, on WEDNESDAY, the THIRD day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon, for municipal and school taxes due to the Municipalities hereinafter mentioned, upon the several lots or parts of lots hereinafter described, unless the same are paid to me, with all costs, before the day of the sale.

Municipalité de la paroisse de Saint-André—The municipality of the parish of Saint Andrews.

Propriétaire, nom au rôle d'évaluation Proprietor, name on valuation roll	Résident ou non-résident Resident or non Resident	Rang Range	Lots ou parties des lots, No du cadastre Lots or parts of lots, No. on cadastre	Taxes municip. Municipal taxes	Taxes scolaires School taxes	Frais Costs	Total
Télesphore Ranger...	Non résident.		No 363.	\$11.55			\$11.55
Succ.-Estate Gibb...	"		No 322.	2.77			2.77
" D.B. Lee...	"		No 78.	9.03	7.55		16.58
H.-W. Hill...	"		No 17.	46.66			46.66
Garnet Work...	"		Nos 397 Pt. 495.	10.79			10.79
Cyr. Larocque...	Rés.		Pt. 486-448.	18.00			18.00
John Funcheon...	"		748-750-751.		13.68		13.68
Wm. Weightman...	Non-Rés.		No 358.		3.98		3.98

Municipalité du canton Chatham—The municipality of the township of Chatham.

Mde-Mrs G.-N. Boyer.	Non-Rés.	1	No 4. Borné nord par le No 3, est par le chemin entre Chatham et la seigneurie d'Argenteuil, sud par No 5, ouest par No 6.— Bounded north by No. 3, east by road between Chatham & Seignior of Argenteuil, south by No. 5, west by No. 6.	8.88	3.60		12.48
----------------------	----------	---	---	------	------	--	-------

Municipalité du canton Wentworth—The municipality of the township of Wentworth.

Dme-Mrs L. Robinson	Non-Rés.	1	Nos 11a & 11b.	2.97	4.25	.50	7.72
---------------------	----------	---	----------------	------	------	-----	------

Municipalité du canton Howard—The municipality of the township of Howard.

Dr A.-O. Freedman...	Non-Rés.	3	No 41.	35.22	25.68	4.66	65.56
----------------------	----------	---	--------	-------	-------	------	-------

Municipalité du village de Grenville—The municipality of the village of Grenville.

Les héritiers—the heirs Martin	Non-Rés.		No 32.		8.57		8.57
-----------------------------------	----------	--	--------	--	------	--	------

Donné à Lachute, ce quatrième jour de janvier 1926.

Le secrétaire-trésorier du conseil municipal du comté d'Argenteuil,
111—2-2 J. W. GALL.

Given at Lachute, this 4th day of January 1926.

J. W. GALL,
Secretary-Treasurer of the Municipal Council of the County of Argenteuil.

PROVINCE DE QUÉBEC

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE BERTHIER

Avis public est par les présentes donné, par le soussigné, secrétaire-trésorier de la corporation de comté du comté de Berthier, que les terrains ci-après décrits, seront vendus par encan public, au Palais de justice de la ville de Berthier, MERCREDI, le TROISIEME jour du mois de MARS prochain 1926, à DIX heures de l'avant-midi, à défaut du paiement des taxes municipales et scolaires dues sur iceux, avec tous les frais encourus, à moins que le tout ne soit réglé avant la vente:

Municipalité du village de Saint-Gabriel-de-Brandon:

1. Un emplacement situé en le village de Saint-Gabriel-de-Brandon, concession Saint-David, la

PROVINCE OF QUEBEC.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF BERTHIER

Public notice is hereby given by the undersigned, secretary-treasurer of the municipal council of the corporation of the county of Berthier, that the lands hereunder described will be sold by public auction, at the Court House of the town of Berthier, WEDNESDAY, the THIRD day of the month of MARCH next, 1926, at TEN o'clock in the forenoon, for the non-payment of the municipal and school taxes due thereon—together with all costs incurred, unless the same be paid before the sale:

Municipality of the village of Saint Gabriel de Brandon:

1 An emplacement situate in the village of Saint Gabriel de Brandon, concession of Saint

seigneurie de Lanaudière, connu et désigné sous le numéro deux cent trente-deux-D2 (232D2), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Gabriel-de-Brandon—avec les bâtisses y érigées, de un quart d'arpent de front, sur un arpent de profondeur; tenant d'un côté à Charles P. Bélair, et de l'autre côté à Albert Laurendeau. Le dit emplacement comme appartenant à Cléophas Martineau.

Taxes municipales 1925.....	\$23.10
" " 1924.....	10.50
" " 1923.....	38.60
Intérêt	6.00 \$78.20
Taxes scolaires 1925.....	35.00
" " 1924.....	35.00
Intérêt	2.10
Avis.....	.25 \$72.35

\$150.55

2. Comme appartenant à James Armstrong. Un terrain situé du côté nord-est de la rue Saint-David, étant une partie du numéro deux cent trente et un (231 P.-47) du cadastre officiel de Saint-Gabriel-de-Brandon, de quatre-vingts pieds carrés environ; tenant en front à la rue Saint-David, en profondeur et d'un côté à Edouard McGuire et de l'autre côté à Alfred Paquin—avec bâtisses.

Taxes municipales 1925.....	\$ 22.29
" " 1924.....	10.14
" " 1923.....	36.90
Intérêt	4.75 \$69.33
Taxes scolaires 1925.....	\$33.75
" " 1924.....	33.75
" " 1923.....	59.85
Intérêt	9.06
Avis.....	.25

\$136.66

3. Comme appartenant à Armand Robert. Un terrain situé sur la rue Beausoleil, connu et désigné comme étant le numéro quatre-vingt-un de la subdivision du numéro deux cent trente-deux (No 232-81), au plan et livre de renvoi officiels du cadastre de Saint-Gabriel-de-Brandon; borné en front par la dite rue Beausoleil, en profondeur par les emplacements de la rue Blanche, d'un côté, par Osée Joly et de l'autre par Oscar Dubeau—avec les constructions dessus érigées.

Taxes municipales 1925.....	\$19.80
" " 1924.....	8.25
" " 1923.....	15.40
Intérêt	\$1.28
Avis.....	.50 \$46.23
Taxes scolaires 1925.....	30.00
" " 1924.....	27.50
" " 1923.....	28.60
Intérêt	4.98
Avis.....	.25 \$91.33

\$137.56

Municipalité de la paroisse de Saint-Gabriel-de-Brandon:

Comme appartenant à Willy Anderson. Un terrain situé en la dite municipalité de la paroisse de Saint-Gabriel-de-Brandon, de la contenance d'environ cent vingt-cinq arpents, connu et désigné au cadastre officiel pour ladite paroisse de Saint-Gabriel-de-Brandon sous le numéro trois cent quatre-vingt-neuf (389).

Taxe foncière 1925.....	\$.15
Chemins et routes 1925.....	13.70 \$14.35
Taxe foncière 1924.....	.23

David, seigniory of Lanaudière, known and designated under number two hundred and thirty two-D2 (232-D2), on the official plan and book of reference of the parish of Saint Gabriel de Brandon—with the buildings thereon erected, of a quarter of an arpent in front by one arpent in depth; bounded on one side by Charles P. Bélair, and on the other side by Albert Laurendeau. The said emplacement as belonging to Cléophas Martineau

Municipal taxes 1925.....	\$ 23.10
" " 1924.....	10.50
" " 1923.....	38.60
Interest.....	6.00 \$78.20
School taxes 1925.....	35.00
" " 1924.....	35.00
Interest.....	2.10
Notice.....	.25 \$72.15

\$150.55

2. As belonging to James Armstrong. A lot of land situate on the northeast side of Saint David Street, being part of number two hundred and thirty one (Pt. 231-47), on the official cadastre of Saint Gabriel de Brandon, of about eighty feet square; bounded in front by Saint David Street, in depth and on one side by Edouard McGuire and on the other side by Alfred Paquin—with buildings.

Municipal taxes 1925.....	\$22.29
School taxes 1924.....	10.14
" " 1923.....	36.90
Interest.....	4.75 \$69.33
School taxes 1925.....	33.75
" " 1924.....	33.75
" " 1923.....	59.85
Interest.....	9.06
Notice.....	.25

\$136.66

3. As belonging to Armand Robert. A lot of land situate on Beausoleil Street, known and designated as being number eighty one of subdivision number two hundred and thirty two (No. 232-81), on the official cadastral plan and book of reference of Saint Gabriel de Brandon; bounded in front by the said Beausoleil Street, in depth by the emplacements of Blanche Street, on one side by Osée Joly, and on the other side, by Oscar Dubeau—with the buildings thereon erected.

Municipal taxes 1925.....	\$19.80
" " 1924.....	8.25
" " 1923.....	15.40
Interest.....	1.28
Notice.....	.50 \$46.23
School taxes 1925.....	30.00
" " 1924.....	27.50
" " 1923.....	28.60
Interest.....	4.98
Notice.....	.25 \$91.33

\$137.56

Municipality of the parish of Saint Gabriel de Brandon:

As belonging to Willy Anderson. An emplacement situate in the said municipality of the parish of Saint Gabriel de Brandon, containing about one hundred and twenty five arpents, known and designated on the official cadastre for the said parish of Saint Gabriel de Brandon, under number three hundred and eighty nine (389).

Realty tax 1925.....	\$.15
Roads and by-roads 1925.....	13.70 \$14.35
Realty tax 1924.....	.23

Chemins et routes 1924.....	1.62	1.85
Taxe foncière 1923.....	.30	
Chemins et routes 1923.....	22.11	
Intérêt.....	2.64	
Avis.....	.25	\$25.30

\$ 41.50

Donné à Berthierville, ce deuxième jour du mois de janvier mil neuf cent vingt-six.

Le sec.-trés. C.M.C.B.
103-2-2 THEODORE GERVAIS.

Roads and by-roads 1924.....	1.62	1.85
Realty tax 1923.....	.30	
Roads and by-roads 1923.....	22.11	
Interest.....	2.64	
Notice.....	.25	\$25.30

\$41.50

Given at Berthierville, this second day of the month of January, one thousand nine hundred and twenty six.

THEODORE GERVAIS,
Secretary-treasurer, M.C.C.B.
104-2-2

VENTES PAR LE SHÉRIF ARTHABASKA

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS
Cour de Magistrat à Thetford Mines.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: } LA BANQUE CANADIENNE DE COMMERCE, demanderesse; vs WILLIE CUSTEAU, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Le lot No 17-C du 8ème rang du cadastre officiel du Canton de Thetford — avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Sacré-Cœur-de-Marie, le ONZIEME jour de FEVRIER prochain (1926), à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, J.-E. GIROUARD.
Arthabaska, 5 janvier, 1926.
[Première publication, le 9 janvier, 1926]
123-2-2

SHERIFF'S SALES ARTHABASKA

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS
Magistrate's Court at Thetford Mines.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: } THE CANADIAN BANK OF COMMERCE, plaintiff; vs WILLIE CUSTEAU, defendant.

As belonging to said defendant:

The lot No. 17-C of the 8th range of the official plan and book of reference for the township of Thetford — with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Sacré Cœur de Marie, on the ELEVENTH day of FEBRUARY next (1926), at TEN o'clock in the forenoon.

J. E. GIROUARD,
Sheriff's office, Sheriff.
Arthabaska, 5th January, 1926.
[First publication, January 9, 1926]
124-2-2

HULL

Cour Supérieure.—District de Hull.
No 8223. } WILLIAM FRASER HADLEY, gentleman, des cité et district de Hull, demandeur; vs EUGENE ST-JEAN, des cité et district de Hull, défendeur.

Tous les droits, titres et intérêts que le défendeur, Eugène St-Jean, a ou peut avoir dans:

1. Toute cette propriété connue et décrite aux plan et livre de renvoi officiels du quartier un de la cité de Hull, comme étant partie du lot numéro treize (13), contenant soixante pieds en front sur le chemin Aylmer et bornée comme suit: au nord, par le chemin Aylmer, à l'ouest par la partie ouest restante du dit lot treize (13), au sud, par la ligne du chemin de fer Pacifique Canadien, et à l'est, par partie du dit lot treize (13) vendue à un nommé McCrea, pour un droit de passage;

2. Toute cette autre parcelle de terrain étant partie du lot numéro quatorze, (14), aux plan et livre de renvoi officiels pour le quartier numéro un de la cité de Hull, et bornée comme suit: à l'est, par le lot numéro deux cent quarante (240),

Superior Court.—District of Hull.
No. 8223. } WILLIAM FRASER HADLEY, gentleman, of the city and district of Hull, plaintiff; vs EUGENE ST-JEAN, of the city and district of Hull, defendant.

All the rights, titles and interests that the defendant, Eugène St. Jean, has or may have in:

1. All that property known and described according to the official plan and book of reference for Ward one, of the City of Hull, as being part of lot number thirteen (13), containing sixty feet frontage on the Aylmer Road and bounded as follows: to the North by the Aylmer Road, to the West by the remaining western portion of said lot thirteen (13), to the South by the C. P. R. right of way and to the East by part of said lot thirteen sold to one McCrea for a right of way.

2. All that other parcel of land being part of lot number fourteen (14), according to the official plan and book of reference for Ward number one of the City of Hull and bounded as follows: to the East by lot number two hundred and

au nord, par la ligne du chemin de fer Pacifique Canadien, à l'ouest par le résidu du dit lot numéro quatorze (14) et au sud, par la rivière Ottawa, la dite parcelle de terre contenant environ cent cinquante pieds en front sur la rivière Ottawa, par la profondeur totale du dit lot.

Pour être vendu au bureau du shérif, à Hull, le DOUZIEME jour de FEVRIER prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, I. ST-PIERRE.
Hull, le 4 janvier 1926. 113—2-2
[Première publication, le 9 janvier 1926]

forty (240), to the North by the C. P. R. right of way, to the West by the remainder of said lot number fourteen (14) and to the South by the Ottawa River, the said parcel of land containing about one hundred and fifty feet frontage on the Ottawa River by the full depth of said lot.

To be sold at the Sheriff's office, at Hull, the TWELFTH day of FEBRUARY next, at TWO o'clock in the afternoon.

I. ST. PIERRE,
Sheriff's office, Sheriff.
Hull, January 4, 1926. 114—2-2
[First publication, January 9, 1926]

JOLIETTE

Province de Québec.—District de Joliette.—Cour Supérieure.

No 158. } **LA BANQUE D'HOCHELAGA,**
} corporation légalement constituée, ayant son principal bureau d'affaires en la cité et le district de Montréal, et ayant aussi un bureau d'affaires en la cité et le district de Joliette, demanderesse; vs **ARSENE MIRAULT,** de la paroisse de Saint-Jacques-de-L'Achigan, dans ledit district de Joliette, défendeur.

Avis est par le présent donné que la vente des immeubles saisis dans la présente cause, qui devait avoir lieu à dix heures de l'avant-midi, le vingt-deuxième jour d'avril, 1924, à Saint-Jacques-de-L'Achigan, aura lieu à DIX heures de l'avant-midi, le VINGT-SIXIEME jour de JANVIER, 1926, à Saint-Jacques-de-L'Achigan.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, GEORGES DESROCHES.
Joliette, 4 janvier 1926. 135

JOLIETTE

Province of Quebec.—District of Joliette.—Superior Court.

No. 158. } **THE BANK OF HOCHELAGA,**
} a body politic and corporate having its chief place of business in the city and district of Montreal and having also a place of business in the city and district of Joliette, plaintiff; vs **ARSENE MIRAULT,** of the parish of Saint Jacques de l'Achigan, in the district of Joliette, defendant.

Notice is hereby given that the sale of the immovables seized in the present cause, which was to take place at ten o'clock in the forenoon, the twenty second day of April, 1924, at Saint Jacques de l'Achigan, will take place at TEN o'clock in the forenoon, the TWENTY SIXTH day of JANUARY, 1926, at Saint Jacques de l'Achigan.

GEORGES DESROCHES,
Sheriff's office, Sheriff.
Joliette, January 4, 1926. 136

MONTCALM

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.

Province de Québec, } **DAME MAMIE**
District de Montcalm, } **WILSON ET AL**
No. 1348. } es-qual, demandeurs;
vs **JEAN LAURIAULT,** du village de Mont-Laurier, défendeur.

Saisi comme appartenant au défendeur:

1. Le lot de terre ou emplacement portant le numéro treize cent quatre-vingt-seize (1396) au plan et livre de renvoi officiels du village de Mont-Laurier, avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame de Fourvière, à Mont-Laurier, JEUDI le VINGT-HUITIEME jour de JANVIER, 1926, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, LAMARCHE & BOUDREAULT.
Mont-Laurier, le 16 décembre 1925.
[Première publication, le 19 décembre 1925]
5765—51-2

MONTCALM

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.

Province of Quebec, } **DAME MAMIE**
District of Montcalm, } **WILSON ET AL**
No. 1348. } es-qual, plaintiffs;
vs **JEAN LAURIAULT,** of the village of Mont-Laurier, defendant.

Seized as belonging to the defendant:

1. The lot of land or emplacement bearing number thirteen hundred and ninety six (1396) on the official plan and book of reference of the village of Mont-Laurier,—with the buildings thereon erected.

To be sold at the door of the church of the parish of Notre-Dame de Fourvière, at Mont-Laurier, on THURSDAY, the TWENTY EIGHTH day of JANUARY, 1926, at TEN o'clock in the forenoon.

LAMARCHE & BOUDREAULT,
Sheriff's office, Sheriff.
Mont-Laurier, December 16, 1925.
[First publication, December 19, 1925]

5766—51-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Province de Québec.—District de Montcalm.—Cour Supérieure.

No. 1335. } **ARTHUR DURANLEAU,** demandeur; vs **HARRY F. NUZUM,** défendeur.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Province of Quebec.—District of Montcalm.—Superior Court.

No. 1335. } **ARTHUR DURANLEAU,** plaintiff; vs **HARRY F. NUZUM,** defendant.

Saisi comme appartenant au défendeur:

1. Un immeuble composé des deux lots de terre connus et désignés sous les numéros vingt-six et vingt-sept (26-27) du rang treize du canton de la Minerve, district de Montcalm,—avec bâtisses sus érigées;

2. Un lot de terre connu et désigné sous le numéro vingt-trois (23) du cinquième rang du canton de la Minerve, district de Montcalm,—avec bâtisses sus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Marie de La Minerve, MARDI, le VINGT SIXIEME jour de JANVIER, 1926, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

LAMARCHE & BOUDREAULT.

Bureau du shérif,

Mont-Laurier, le 15 décembre, 1925.

[Première publication, le 19 décembre, 1925]

5739—51-2

Seized as belonging to the defendant.

1. An immovable composed of the two lots of land known and designated under numbers twenty six and twenty seven (26-27), of range thirteen of the township of la Minerve, district of Montcalm,—with the buildings thereon erected;

2. A lot of land known and designated under number twenty three (23) of the fifth range, of the township of la Minerve, district of Montcalm — with the buildings thereon erected.

To be sold at the door of the church of the parish of Sainte Marie de la Minerve, on TUESDAY the TWENTY SIXTH day of JANUARY, 1926, at TEN o'clock in the forenoon.

LAMARCHE & BOUDREAULT,

Sheriff's office,

Mont Laurier, December 15, 1925.

[First publication, December 19, 1925]

5740—51-2

MONTREAL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } LA SOCIÉTÉ DE LA
No 3467. } CAISSE DE RETRAITE DE LA BANQUE D'HOCHELAGA, demanderesse; vs THE BURTON BREWING COMPANY OF CANADA, LIMITED, défenderesse.

Ces certains lots de terre situés en la cité de Montréal, ayant front sur la rue De Saint-Valier (autrefois rue Huntly) et la rue Saint-Denis respectivement, et formant partie du lot numéro huit, aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, et plus particulièrement connus au plan de subdivision dûment fait et déposé dudit lot officiel comme étant:

1. La subdivision numéro trois cent trente-cinq (No 8-335) ayant front sur la rue Saint-Denis, et

2. La subdivision numéro cinq cent quarante-huit, cinq cent quarante-neuf, cinq cent cinquante, cinq cent cinquante et un, cinq cent cinquante-deux et cinq cent cinquante-trois (Nos 8-548, 549, 550, 551, 552 et 553).

Les lots ci-dessus décrits en deuxième lieu étant contigus les uns aux autres et comme tels formant un bloc de terrain borné comme suit: en front au nord-est par ladite rue De Saint-Valier, en arrière par une ruelle en commun, d'un côté au nord-est par le lot No 8-547, de l'autre côté au sud-est par une rue, avec le droit de se servir de ladite ruelle en arrière en commun avec d'autres—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendus en bloc, comme une seule et même exploitation, à mon bureau, en la cité de Montréal, le ONZIEME jour de FEVRIER prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

OMER LAPIERRE.

Bureau du shérif,

Montréal, 4 janvier 1926.

115—2-2

[Première publication, le 9 janvier 1926]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } J.-HENRI SENECA
No 1481. } et AVILA SENECA, tous deux marchands, de Beaconsfield, dans le district de Montréal, et y faisant affaires ensemble comme tels, sous la raison sociale de Sénécal

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } LA SOCIÉTÉ DE LA
No. 3467. } CAISSE DE RETRAITE DE LA BANQUE D'HOCHELAGA, plaintiff; vs THE BURTON BREWING COMPANY OF CANADA, LIMITED, defendant.

Those certain lots of land situate in the city of Montreal, fronting on De Saint Valier Street, (formerly Huntly street) and Saint Denis Street respectively, and forming part of the lot number eight, on the official plan and book of reference of the incorporate Village of Cote Saint Louis, and more particularly known on the subdivision plan duly made and filed of said official lot as:

1. Subdivision number three hundred and thirty five (No. 8-335), fronting on Saint Denis Street, and

2. Subdivision number five hundred and forty eight, five hundred and forty-nine, five hundred and fifty, five hundred and fifty-one, five hundred and fifty two and five hundred and fifty three (Nos. 8-548, 549, 550, 551, 552 and 553.)

Said lots above secondly described being contiguous to each other, and as such forming a block of land bounded as follows: in front to the North East by said De Saint Valier Street, in rear by a lane in common, on one side to the North East by lot No. 8-547, on the other side to the South East by a street, with the right of use of the said lane in rear in common with others—with buildings thereon erected.

To be sold *en bloc*, as one single block of land, at my office, in the city of Montreal, the ELEVENTH day of FEBRUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,

Sheriff's office,

Montreal, January 4, 1926.

116—2-2

[First publication, January 9, 1926]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } J. HENRI SENECA
No. 1481. } and AVILA SENECA, both merchants, of Beaconsfield, in the district of Montreal, and there carrying on business together as such, under the firm name and

& Frère, demandeurs; vs ARMAND FOURNIER, défendeur.

La juste moitié nord-est de cette partie de lot de terre No 110 aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Raphaël de l'Île Bizard, située entre le chemin public et le lac des Deux-Montagnes, mesurant, la dite partie nord-est, environ cinq perches et demie de largeur par environ quatre arpents de profondeur, le tout mesure anglaise et plus ou moins; bornée en front par le chemin public, en arrière par le lac des Deux-Montagnes, d'un côté par le lot No 109 des dits plan et livre de renvoi officiels, et de l'autre côté par partie du dit lot No 110, étant la juste moitié sud-ouest de la dite partie du lot No 110 comprise entre le chemin public et le lac des Deux-Montagnes—avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Raphaël de l'Île Bizard, le ONZIEME jour de FÉVRIER prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 4 janvier 1926. 117—2-2
[Première publication, le 9 janvier 1926]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } FRANÇOIS - ALCIDE
No 4108. } LAMBERT, marchand, et HERMAS ROBITAILLE, tous deux des cité et district de Montréal, faisant affaires ensemble sous les nom et raison sociale de La Cie de Ferronnerie Lambert, demandeurs; vs ROSARIO FORTIER, défendeur, et DAME IRENE ROBERT, épouse contractuellement séparée de biens de Ernest Lecompte, ce dernier pour autoriser son épouse, mise en cause et Téléphore Derome, curateur au délaissement.

Comme appartenant à la dite mise-en-cause, Dame Irène Robert:

Un lot de terre, à Montréal, rue Berri, mesurant vingt pieds de largeur par soixante-dix-sept pieds et quatre-dixièmes de profondeur dans une ligne et soixante-dix-sept pieds et deux dixièmes dans l'autre ligne, soit une superficie de quinze cent quarante-six pieds, le tout mesure anglaise et plus ou moins; connu et désigné sous le numéro cent deux de la subdivision du lot deux mille six cent quarante-cinq (2645-102), sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent—avec toutes les bâtisses dessus érigées portant les numéros 3359 et 3361 rue Berri, et les servitudes s'y rattachant, notamment droit de passage en commun, aux conditions ordinaires, dans la ruelle en arrière.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le ONZIEME jour du mois de FÉVRIER prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Un dépôt de \$380.00 sera exigé de tout enchérisseur, avant de recevoir son offre ou enchère, suivant jugement de l'Hon Juge Bruneau, daté le 17 décembre 1925.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 5 janvier 1926. 137—2-2
[Première publication, 9 janvier 1926]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } J.-W. LEVESQUE,
No 16288. } J. demandeur; vs LA

style of "Senecal & Frère," plaintiffs; vs ARMAND FOURNIER, defendant.

The exact northeast half of this part of the lot of land No. 110, on the official plan and book of reference of the parish of Saint Raphael de l'Île Bizard, situated between the public road and the lake of Deux Montagnes, measuring, the said northeast part, about five perches and a half in width, by about four arpents in depth, the whole English measure and more or less; bounded in front by the public road, in rear by the lake of Deux Montagnes, on one side by the lot No. 109 of the said official plan and book of reference, and on the other side by part of said lot No. 110 being the exact southwest half of the said part of the lot No. 110 included between the public road and the lake of Deux Montagnes—with the buildings thereon erected.

To be sold at the door of the parochial church of the parish of Saint Raphael de l'Île Bizard, the ELEVENTH day of FEBRUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, January 4, 1926. 118—2-2
[First publication, January 9, 1926]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } FRANÇOIS ALCIDE
No. 4108. } LAMBERT, merchant, AND HERMAS ROBITAILLE, both of the city and district of Montreal, carrying on business together under the firm name and style of "La Cie de Ferronnerie Lambert," Plaintiffs; vs ROSARIO FORTIER, Defendant, and DAME IRENE ROBERT, wife contractually separated as to property of Ernest Lecompte, the latter to authorized his wife *mise-en-cause*, and Téléphore Dérome, curator to the surrender of property made herein.

As belonging to the said *mise-en-cause*, Dame Irène Robert:

A lot of land on Berri Street, Montreal, measuring twenty feet in width by seventy seven feet and four tenths of a foot in depth in a line and seventy seven feet and two tenths of a foot in another line, being a superficies of fifteen hundred and forty six feet, the whole English measure and more or less, known and designated under number one hundred and two of the subdivision of lot two thousand six hundred and forty five (2645-102), on the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent—with all the buildings thereon erected, bearing numbers 3359 and 3361 Berry Street, and the servitudes attached thereto, notably the right of way in common on the usual conditions in the lane at the rear.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the ELEVENTH day of FEBRUARY next, at THREE o'clock in the afternoon.

A deposit of \$380.00 will be exacted from each and every bidder before receiving his offer or bid, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Bruneau, dated the 17th of December, 1925.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, January 5, 1926. 138—2-2
[First publication, January 9, 1926]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } J. W. LEVESQUE, plaintiff,
No. 16288. } J. vs THE IMMO-

SUBDIVISION IMMOBILIERE adjoignant Tétreauville, corps politique et incorporé ayant sa principale place d'affaires en les cité et district de Québec, défenderesse.

Un lot de terre situé dans la paroisse de Saint-Léonard-de-Port-Maurice, portant le numéro 426 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Léonard-de-Port-Maurice; borné au nord par le chemin de la Côte Saint-Léonard, à l'est par le lot numéro 424 des plan et livre de renvoi officiels de la même paroisse, à l'ouest par le lot No 428 de la même paroisse et au sud par le lot numéro 428 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le ONZIEME jour de FEVRIER prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.

Montréal, 5 janvier 1926. 139—2-2

[Première publication, 9 janvier 1926]

VEABLE SUBDIVISION adjoining Tétreau, ville, a body politic and corporate having is chief place of business in the city and district of Quebec, Defendant.

A lot of land situate in the parish of Saint Léonard de Port Maurice, bearing number 426 on the official plan and book of reference of the parish of Saint Léonard de Port Maurice; bounded to the north by the road of Côte Saint Léonard, to the east by lot number 424 on the official plan and book of reference of the same parish, to the west by lot number 428 of the same parish and to the south by lot number 428 on the official plan and book of reference of the parish of Longue Pointe.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the ELEVENTH day of FEBRUARY next, at TWO o'clock in the afternoon.

OMER LAPIERRE,

Sheriff's office, Sheriff.

Montreal, January 5, 1926. 140—2-2

[First publication, January 9, 1926]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **THE SUN LIFE ASSURANCE COMPANY**

No 929. } **OF CANADA**, corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires en la cité de Montréal, demanderesse; vs **DOMINION ICE COMPANY, LIMITED**, corps politique et incorporé ayant sa principale place d'affaires en la cité de Montréal, Défenderesse.

Un emplacement situé dans la ci-devant cité de Maisonneuve, maintenant la cité de Montréal, borné par la rue Boyce et la rue Girard, par l'avenue Letourneux et l'avenue Lasalle, et connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, comme étant les lots de subdivision numéros six cent quarante-huit à six cent cinquante-six, les deux inclusivement; les lots de subdivision numéros six cent quatre-vingt-onze à sept cent quinze, les deux inclusivement; les lots de subdivision numéros sept cent dix-huit à sept cent quarante-deux, les deux inclusivement; et les lots de subdivision numéros sept cent soixante-seize à sept cent quatre-vingt-quatre, les deux inclusivement, tous du lot originaire numéro huit (Nos 8-648, 649, 650, 651, 652, 653, 654, 655, 656, 691, 692, 693, 694, 695, 696, 697, 698, 699, 700, 701, 702, 703, 704, 705, 706, 707, 708, 709, 710, 711, 712, 713, 714, 715, 718, 719, 720, 721, 722, 723, 724, 725, 726, 727, 728, 729, 730, 731, 732, 733, 734, 735, 736, 737, 738, 739, 740, 741, 742, 776, 777, 778, 779, 780, 781, 782, 783, 784), auxdits plan et livre de renvoi officiels—avec droit de passage et droit de vue et tous autres droits qu'a le défendeur dans les ruelles contiguës aux dites subdivisions, connues comme étant les lots de subdivision numéros sept cent seize, sept cent dix-sept et six cent quatre-vingt-dix du dit lot originaire numéro huit (8-716, 717, et 690).

Les dits lots de subdivision 648 à 656, les deux inclusivement, ayant front sur la rue Girard; les dits lots de subdivision 691 à 715, les deux inclusivement, ayant front sur l'avenue Letourneux; les lots de subdivision 718 à 742, les deux inclusivement ayant front sur l'avenue Lasalle, et les dits lots de subdivision 776 à 784, les deux inclusivement, ayant front sur la rue Boyce—avec les bâtisses dessus construites. Les subdivisions sus mentionnées pour être vendues en bloc, comme un tout.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **THE SUN LIFE ASSURANCE COMPANY**

No. 929. } **OF CANADA**, a body politic and corporate having its principal place of business at the city of Montreal, Plaintiff; vs **DOMINION ICE COMPANY, LIMITED**, a body politic and corporate having its principal place of business at the city of Montreal, Defendant.

An emplacement situate in the heretofore city of Maisonneuve, now in the city of Montreal, bounded by Boyce Street and Girard Street, Letourneux Avenue and Lasalle Avenue, and known and designated on the official plan and in the book of reference of the incorporated village of Hochelaga as subdivision lots numbers six hundred and forty eight to six hundred and fifty six, both inclusive; subdivision lots numbers six hundred and ninety-one to seven hundred and fifteen, both inclusive; subdivision lots numbers seven hundred and eighteen to seven hundred and forty-two, both inclusive; and subdivision lots numbers one hundred and seventy six to seven hundred and eighty-four, both inclusive, all of the original lot number eight (Nos. 8-648, 649, 650, 651, 652, 653, 654, 655, 656, 691, 692, 693, 694, 695, 696, 697, 698, 699, 700, 701, 702, 703, 704, 705, 706, 707, 708, 709, 710, 711, 712, 713, 714, 715, 718, 719, 720, 721, 722, 723, 724, 725, 726, 727, 728, 729, 730, 731, 732, 733, 734, 735, 736, 737, 738, 739, 740, 741, 742, 776, 777, 778, 779, 780, 781, 782, 783, 784), on the said official plan and book of reference—with rights of way and of view and whatever other rights the defendant has, in the lanes contiguous to the said subdivisions, known as subdivision lots numbers seven hundred and sixteen, seven hundred and seventeen and six hundred and ninety of the said original lot number eight (8-716, 717 and 690).

Said subdivision lots 648 to 656, both inclusive, front on Girard Street; said subdivision lots 691 to 715, both inclusive, front on Letourneux Avenue; said subdivision lots 718 to 742, both inclusive, front on Lasalle Avenue, and said subdivision lots 776 to 784, both inclusive, front on Boyce Street—with the buildings thereon erected. The above subdivisions to be sold *en bloc*, as a whole.

To be sold at my office, in the city of Montreal,

Montréal, le ONZIEME jour de FEVRIER prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 5 janvier 1926. 141—2-2
[Première publication, 9 janvier 1926]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } LA CITE DE LACHINE, corps politique et incorporé ayant son bureau d'affaires dans la cité de Lachine, district de Montréal, demanderesse; vs MAX FREEDMAN, défendeur, et FINLAYSON & GARDINER, syndics, mis-en-cause.

Comme appartenant au dit défendeur, mais se trouvant en la possession des dits mis-en-cause:

Les lots de terre Nos 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 741, 742, 743, 744, 745 de la subdivision officielle du lot No 709 des plan et livre de renvoi de la ville de Lachine, dans le comté de Jacques-Cartier, ayant front sur le côté ouest de la Douzième Avenue, dans la cité de Lachine, —sans bâtisse.

Les lots de terre Nos 278, 279 et 280 de la subdivision officielle du dit lot No 709, ayant front sur le côté nord de la rue Sainte-Catherine, dans la cité de Lachine—sans bâtisses.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGTETUNIEME jour de JANVIER prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 16 décembre 1925. 5767—51-2
[Première publication, le 19 décembre 1925]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } THE ROYAL TRUST COMPANY, corporation légalement constituée ayant son bureau-chef et sa principale place d'affaires en la cité et le district de Montréal, demanderesse; vs ASBURY PINES, INC., corporation organisée en vertu des lois de l'état du New Jersey, un des Etats-Unis d'Amérique défenderesse.

Ces lots de terre situés en la dite cité de Montréal, formant partie du lot numéro seize cent dix-neuf des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, en la cité de Montréal, et plus particulièrement connus sur le plan de subdivision dûment fait et déposé dudit lot officiel comme étant les numéros onze, douze, treize, quatorze, quinze, seize, dix-sept, dix-huit et dix-neuf (Nos 1619-11, 1619-12, 1619-13, 1619-14, 1619-15, 1619-16, 1619-17, 1619-18 et 1619-19) dudit lot officiel.

Avec les bâtisses sus-érigées, consistant en les appartements "King Edward" érigés sur la subdivision onze, les appartements Oldfield érigés sur la subdivision douze, les Appartements "Prince of Wales" érigés sur la subdivision treize, les Appartements "Queen Mary" érigés sur la subdivision quatorze, les Appartements "Queen Alexandra" érigés sur la subdivision quinze, et les Appartements "King George" érigés sur la subdivision dix-huit, les murs de pignon de ces maisons à appartements sont mitoyens avec les propriétés adjacentes, à l'exception du "King George" dont les murs en sont pas mitoyens.

Avec le droit de passage en tout temps en commun avec d'autres, et droit de vue dans la ruelle (composée de la subdivision dix (10) dudit lot, et un morceau de terre de huit pieds (8'), mesure anglaise, de largeur sur soixante-

on the ELEVENTH day of FEBRUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,

Sheriff's office. Sheriff.
Montreal, January 5, 1926. 142—2-2
[First publication, January 9, 1926]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE CITY OF LACHINE, a body politic and corporate having its chief place of business in the city of Lachine, district of Montreal, plaintiff; vs MAX FREEDMAN, defendant, and FINLAYSON & GARDINER, trustees, mis-en-cause.

As belonging to the said defendant, but now in the possession of the said mis-en-cause:

The lots of land Nos. 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 741, 742, 743, 744, 745 of the official subdivision of lot No. 709, on the official plan and book of reference of the town of Lachine, in the county of Jacques-Cartier, fronting on the west side of Twelfth Avenue, in the city of Lachine —without buildings.

The lots of land Nos. 278, 279 and 280 of the official subdivision of said lot No. 709, fronting on the north side of Sainte Catherine Street in the city of Lachine —without buildings.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the TWENTY FIRST day of JANUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,

Sheriff's office. Sheriff.
Montreal, December 16, 1925. 5768—51-2
[First publication, December 19, 1925]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE ROYAL TRUST COMPANY, a body politic and corporate, duly incorporated, having its head office and principal place of business at the city and district of Montreal, plaintiff; vs ASBURY PINES, INC., a corporation organized under the laws of the state of New-Jersey, one of the United States of America, defendant.

Those certain lots of land situate in the said city of Montreal, forming part of lot number sixteen hundred and nineteen of the official plan and book of reference of the Saint Antoine ward in the city of Montreal, and more particularly known on the subdivision plan duly made and filed of said official lot as subdivision numbers eleven, twelve, thirteen, fourteen, fifteen, sixteen, seventeen, eighteen and nineteen (Nos. 1619-11, 1619-12, 1619-13, 1619-14, 1619-15, 1619-16, 1619-17, 1619-18 and 1619-19) of said official lot.

With the buildings thereon erected consisting of King Edward Apartments erected on subdivision eleven; the Oldfield Apartments erected on subdivision twelve; the Prince of Wales Apartments erected on subdivision thirteen; the Queen Mary Apartments erected on subdivision fourteen; the Queen Alexandra Apartments, erected on subdivision fifteen and the King George Apartments erected on subdivision eighteen, the gable walls of which Apartment houses are mitoyens with the adjoining premises, with the exception of The King George, the walls of which are not mitoyens.

Together with the right of passage at all times in common with others in and the right of having windows overlooking the lane (composed of subdivision ten (10) of said lot and the piece of land eight feet (8'), English measure, in width by

dix-huit pieds six pouces (78' 6") de profondeur, joignant la dite subdivision numéro dix (No. 10) faisant partie de la partie non-subdivisée dudit lot numéro seize cent dix-neuf, et ajoutée à la dite ruelle le neuf décembre mil neuf cent quatre, par Marie-J.-E. Drolet, alors propriétaire dudit terrain, dans une vente de ce terrain avec une plus grande étendue à Jacob-A. Jacobs, devant W. de M. Marler, notaire, enregistrée dans la division d'enregistrement d'alors pour Montréal ouest, sous le No 140011, en commun avec d'autres en tout temps, mais sans le droit d'obstruer la dite ruelle en aucun temps, mais sujet à l'obligation de nettoyer et de tenir ladite ruelle en bon état par ceux qui s'en servent à leurs frais communs; et avec droit d'accès par la rue Saint-Matthew à la rue Dorchester; avec tous les droits de drainage, etc., du débiteur, tels que stipulés dans l'acte de vente par les exécuteurs du testament de feu Andrew Robertson à la compagnie Ontario and Quebec Railway par acte devant E.-H. Stuart, notaire, le vingt et un décembre mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, et enregistré au dit bureau d'enregistrement sous le No 133173. Ce certain emplacement ayant front sur la rue Saint-Matthew (autrefois rue Saint-Martin) dans le quartier Saint-Antoine, de la dite cité de Montréal, composé des subdivisions numéros un, deux, trois, six et sept de la subdivision officielle du lot originaire numéro quinze cent quatre-vingt-dix-neuf (Nos 1599-1, 1599-2, 1599-3, 1599-6 et 1599-7), aux dits plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Antoine—avec les bâtisses sus-érigées connues comme étant les Appartements Washington, Appartements Yorkshire et Appartements Abbotsford.

Comme les dites propriétés subsistent actuellement, avec tous leurs droits, appartenances et dépendances, sans exception ou réserve d'aucune sorte.

Pour être vendus en bloc à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT ET UNIÈME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$48,600.00 sera exigé de tout offrant ou enchériseur avant de recevoir son offre ou enchère, suivant jugement de l'honorable juge Bruneau, daté le 15 décembre 1925.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 16 décembre 1925.
[Première publication, 19 décembre 1925]
5769—51-2

seventy eight feet six inches (78' 6") in depth adjoining said subdivision number ten (10) and forming part of the unsubdivided part of said lot number sixteen hundred and nineteen and added to said lane on the ninth day of December, one thousand nine hundred and four, by Marie J. E. Drolet, then owner of said land, in and by a sale of the same with greater extent to Jacob A. Jacobs, before W. de M. Marler, notary, registered in the then registration division for Montreal West, under the No 140011, in common with others at all times, but without the right to obstruct the said lane in any way, but subject to the obligation to keep it clean and in good order by those who may have the use thereof at their joint expense; and with the right of access by means of Saint Matthew Street with Dorchester Street; with all the debtor's rights of drainage, etc., as stipulated in the deed of sale by the executors of the will of the late Andrew Robertson to the Ontario and Quebec Railway Company, by deed before E. H. Stuart, notary, on the twenty first day of December, one thousand eight hundred and ninety nine, and registered in said registry office under No. 133173.

That certain emplacement fronting on Saint Matthew Street (formerly Saint Martin Street) in the Saint Antoine ward of the said city of Montreal, composed of subdivision numbers one two, three, six and seven of the official subdivision of the original lot number fifteen hundred and ninety nine (Nos. 1599-1, 1599-2, 1599-3, 1599-6 and 1599-7), on said official plan and book of reference of the said St. Antoine ward—with the buildings thereon erected known as the Washington Apartments, the Yorkshire Apartments and the Abbotsford Apartments.

As the said properties now subsist with all their rights, members and appurtenances, thereunto belonging, without exception or reserve of any kind.

To be sold, *en bloc*, at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FIRST day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$48,600.00 shall be exacted from each and every bidder, before receiving his bid, pursuant to a judgment of Hon. judge Bruneau, dated 15th December 1925.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, December 16, 1925.
[First publication, December 19, 1925]
5770—51-2

NICOLET

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.

Province of Québec, } DAME E. RICHARD
District of Nicolet, } ET VIR, Demande-
No 475. } deresse vs PIERRE LA-
MY, Défendeur.

Une terre située en la paroisse de Nicolet, dans la concession du Bas de la Rivière, contenant environ deux arpents et sept perches de front sur environ quarante-cinq arpents de profondeur; borné en front par la rivière Nicolet, derrière et du côté sud à Denis Proulx (ou représentants, du côté nord à Stephen Proulx, ou représentants—avec maison, grange et autres bâtisses et dépendances y érigées, laquelle terre forme le lot numéro trois cent quatre-vingt-trois (383) du cadastre officiel du comté de Nicolet, pour ladite paroisse de Nicolet.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale.

NICOLET

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Québec, } DAME E. RICHARD
District of Nicolet, } ET VIR, Plaintiff;
No. 475. } vs PIERRE LAMY, De-
fendant.

A farm situate in the parish of Nicolet, in the concession of Bas de la Rivière, containing about two arpents and seven perches in front by about forty five arpents in depth; bounded in front by Nicolet river, in rear and on the south side by Denis Proulx or representatives, on the north side by Stephen Proulx or representatives—with a house, barn and other buildings and dependencies thereon erected, which land forms the lot number three hundred and eighty three (383) on the official cadastre of the county of Nicolet, for the said parish of Nicolet.

To be sold at the door of the church of the

siale de Saint-Jean-Baptiste de Nicolet, JEUDI, le QUATRIEME jour de FEVRIER mil neuf cent vingt-six, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
Nicolet, 29 décembre 1925. L.-P.-H. BOURK.
Première publication, 2 janvier 1926 77-1-2

parish of Saint-Jean-Baptiste de Nicolet, on THURSDAY, the FOURTH day of FEBRUARY, one thousand nine hundred and twenty-six, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, L. P. H. BOURK,
Nicolet, December 29, 1925. Sheriff.
First publication, January 2, 1926 78-1-2

PONTIAC

Province de Québec—District de Pontiac.

Cour de Circuit

No 1345. } T. S. WOOLINGS CO., LTD.,
demanderesse; vs EDOUARD
BEDARD, défendeur.

Ce lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton Guigues, dans le comté de Témiscamingue, dans le district de Pontiac, comme étant le lot numéro quarante du sixième rang Guigues (lot No 40, rang 6) Guigues, contenant 100 acres, plus ou moins — avec les bâtisses et appartenances sus-érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Eugène-de-Guigues, dans le comté de Témiscamingue, Québec, le NEUVIEME jour de FEVRIER, 1926, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Bryson, Qué., le 2ième jour de janvier, 1926. BERNARD-J. SLOAN.
[Première publication, le 9 janvier, 1926]
119-2-2

Dans la Cour de Magistrat.

Province de Québec. — District de Pontiac.
No. 699. } D. R. BARRY, demandeur; vs
AL. ESCAL CUNNINGHAM &
AL, défendeurs.

Ces certains lopins situés dans le canton de Litchfield, dans le comté de Pontiac, province de Québec, et connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels pour le dit canton Litchfield, comme étant les moitiés nord-ouest des lots numéros neuf-A, (9-A) et neuf B (9-B) tous deux du septième rang (7 R.) du susdit canton Litchfield, contenant cent acres plus ou moins. Avec ensemble les bâtisses et dépendances sus-érigées.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement pour le comté de Pontiac, dans le village de Bryson, Québec, le MARDI, le DIX-NEUVIEME jour de JANVIER, 1926, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Bryson, Qué., 10 décembre, 1925. BERNARD-J. SLOAN.
[Première publication, 19 décembre 1925]
5741-51-2

Cour Supérieure.—District de Pontiac.

Province de Québec. — District de Pontiac.
No. 2622. } G. GEORGES MONTREUIL, de-
mandeur; vs OCTAVE
BEAUBIEN, défendeur.

Le lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton Duhamel, comté de Témiscamingue, comme étant le numéro seize, du sixième rang (No. 16, rang 6), Duhamel, Témiscamingue, con-

PONTIAC

Province of Quebec—District of Pontiac.

Circuit Court.

No. 1345. } T. S. WOOLINGS CO., LTD.,
plaintiff; vs EDOUARD
BEDARD, defendant.

That lot of land known and designated according to the official plan and book of reference of the cadastre for the township of Guigues, in the county of Temiskaming, in the district of Pontiac, as being the lot number forty of the sixth range Guigues (lot No. 40, Range 6) Guigues, containing 100 acres, more or less — with the buildings and appurtenances thereon erected and appertaining.

To be sold at the parish church door of Saint Eugène de Guigues, in the county of Temiskaming, Que., on the NINTH day of FEBRUARY, 1926, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, BERNARD J. SLOAN,
Bryson, Que., 2nd January, 1926. Sheriff.
[First publication, January 9, 1926]
120-2-2

In the Magistrate's Court.

Province of Quebec.—District of Pontiac.

No. 699. } D. R. BARRY, plaintiff; vs
AL. ESCAL CUNNINGHAM,
ET AL, defendants.

Those certain parcels or tracts of land situate in the Township of Litchfield in the County of Pontiac, and Province of Quebec, and there known and described according to the official plan and in the book of reference for the said Township of Litchfield, as the north west halves of lots numbers nine A (9 a) and nine B. (9 b) both of the seventh range (7 R.) of the aforesaid Township of Litchfield, containing one hundred acres more or less together with the buildings and appurtenances thereon erected and appertaining.

To be sold at the registrars office for the County of Pontiac in the village of Bryson Que., on TUESDAY the NINETEENTH day of JANUARY 1926, at TEN of the clock in the forenoon.

Sheriff's office, BERNARD J. SLOAN,
Bryson, Que., December 10th, 1925. Sheriff.
[First publication, December 19, 1925]
5742-51-2

Province of Quebec. — District of Pontiac.

Superior Court. — District of Pontiac.

No. 2622. } G. GEORGES MONTREUIL,
plaintiff; vs OCTAVE
BEAUBIEN, defendant.

The lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the official cadastre for the Township of Duhamel, county of Temiscaming, as being the number sixteen of the sixth range No. 16, range 6, Duhamel,

tenant 106 acres, plus ou moins en superficie—avec les bâties sus-érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame de Lourdes de Lorrainville, dans le comté de Témiscamingue, Qué., le MARDI, DIX-NEUVIEME jour de JANVIER, 1926, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, BERNARD-J. SLOAN.
Bryson, Qué., 10 décembre, 1925.
[Première publication, le 19 décembre, 1925]
5743—51-2

Témiscaming, containing 106 acres—more or less in superficies with the buildings thereon erected.

To be sold at the parish church door of Notre Dame de Lourdes de Lorrainville, in the county of Témiscaming, Que., on TUESDAY the NINETEENTH day of JANUARY 1926, at TEN of the clock in the forenoon.

BERNARD J. SLOAN,

Sheriff's office, Sheriff.
Bryson, Que., December 10th., 1925.
[First publication, December 19, 1925]
5744—51-2

QUÉBEC

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: CLEMENT PAYEUR, No 1436, rentier, de Saint-Sylvestre, comté de Lotbinière; contre EUGENE CYR, ci-devant de Saint-Sylvestre, maintenant de lieu inconnu.

Le lot No 334 (trois cent trente-quatre) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sylvestre, comté de Lotbinière, étant un lot de terre situé dans le rang Saint-Joseph, contenant quatre-vingt-dix arpents en superficie,—avec les bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Sylvestre, comté de Lotbinière, le VINGT-NEUVIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif, CLEOPHAS BLOUIN.
Québec, 23 décembre 1925. 5867—52-2
[Première publication, le 26 décembre 1925]
[Deuxième publication, le 9 janvier 1926]

QUEBEC

FIERI FACIAS.

Québec, to wit: CLEMENT PAYEUR, No. 1436, rentier, of Saint-Sylvestre, county of Lotbinière; against EUGENE CYR, heretofore of Saint-Sylvestre, now of parts unknown.

The lot No. 334 (three hundred and thirty four) of the official cadastre for the parish of Saint-Sylvestre, county of Lotbinière, being a lot of land situate in Saint-Joseph range, containing ninety arpents in superficies—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint-Sylvestre, county of Lotbinière, the TWENTY NINTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff's office, Sheriff.
Québec, December 23, 1925. 5868—52-2
[First publication, December 26, 1925]
[Second publication, January 9, 1926]

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Province de Québec.—District de Terrebonne.

Cour Supérieure.

No 1028. DAME ORIZE LAPOINTE, demanderesse; vs EUCLIDE CHARTRAND, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, les immeubles suivants, savoir :

Un emplacement situé sur la rue Sénécal, en la ville de Sainte-Thérèse, composé :

1. Du lot numéro trois de la resubdivision du lot numéro six de la subdivision du numéro cinquante-six (56-6-3) des plan et livre de renvoi officiels du village de Sainte-Thérèse;

2. De partie du lot numéro deux de la resubdivision du numéro six de la subdivision du numéro cinquante-six (Pt. 56-6-2) des plan et livre de renvoi officiels du dit village de Sainte-Thérèse, étant cette partie de lot de forme triangulaire ayant une largeur de dix pieds anglais à la base en arrière, cette base faisant face à l'emplacement d'Alfred Beauchamp, vers l'est; vers l'ouest finissant en pointe, vers le sud bornée par le lot ci-dessus en premier lieu décrit et vers le nord bornée par le reste du dit lot No 56-6-2;

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Province of Québec.—District of Terrebonne.

Superior Court.

No. 1028. DAME ORIZE LAPOINTE, plaintiff; vs EUCLIDE CHARTRAND, defendant.

As belonging to the said defendant, the following immovables, to wit :

An emplacement situate on Sénécal Street, in the town of Sainte-Thérèse, composed of:

1. The lot number three of the resubdivision of lot number six of the subdivision number fifty six (56-6-3), on the official plan and book of reference of the village of Sainte-Thérèse;

2. Part of lot number two of the resubdivision of number six of the subdivision of number fifty six (Pt. 56-6-2), on the official plan and book of reference of the said village of Sainte-Thérèse, being the said part of lot of triangular figure having a width of ten feet, English measure, at the base in rear; the said base facing the emplacement of Alfred Beauchamp, towards the east; ending into a point towards the west; towards the south bounded by the lot firstly hereabove described and towards the north bounded by the residue of said lot No. 56-6-2;

3. Du lot numéro quatre de la subdivision du numéro cinquante-sept (57-4) des plan et livre de renvoi officiels du dit village de Sainte-Thérèse, sauf et à distraire du dit lot un terrain de forme triangulaire appartenant à Louis Chartrand, ayant une largeur de dix pieds anglais à la base en avant sur la rue Sénécal vers l'ouest, vers l'est finissant en pointe; vers le sud borné par le reste du dit lot No 57-4 et vers le nord par le numéro trois de la subdivision du numéro cinquante-sept (57-3).

Ayant, cet emplacement présentement hypothéqué, cinquante et un pieds anglais, plus ou moins, de front sur la rue Sénécal et cinquante pieds anglais de largeur, plus ou moins, en arrière — avec maison dessus construite.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale catholique de la ville de Sainte-Thérèse-de-Blainville, dit district, le NEUVIEME jour de FEVRIER, mil neuf cent vingt-six, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif,
Saint-Jérôme, 31 décembre, 1925.
[Première publication, le 9 janvier, 1926]
121—2-2

3. Lot number four of the subdivision of number fifty seven (57-4), on the official plan and book of reference of the said village of Sainte-Thérèse, save and to be deducted from the said lot a land of triangular figure belonging to Louis Chartrand, having a width of ten feet, English measure, at the base in front on Sénécal Street towards the west; towards the east ending into a point; towards the south bounded by the residue of said lot No. 57-4 and towards the north by number three of the subdivision of number fifty seven (57-3).

This emplacement presently hypothecated measuring fifty one feet, English measure and more or less, in front on Sénécal Street, and fifty feet, English measure and more or less, in width in rear—with the house thereon erected.

To be sold at the door of the Catholic parochial church of the town of Sainte-Thérèse de Blainville, said district, the NINTH day of FEBRUARY, one thousand nine hundred and twenty six, at TEN o'clock in the forenoon.

J. W. CYR,

Sheriff's office,
Saint Jérôme, December 31, 1925.
[First publication, January 9, 1926]
122—2-2

Avis divers

PRUDENTIAL COAL COMPANY, LIMITED.

EXTRAIT des minutes des assemblées du conseil d'administration et des actionnaires de la compagnie "Prudential Coal Company, Limited" tenue à Montréal, le 4 mai 1925.

Le président déclara qu'il y a lieu d'augmenter le nombre des administrateurs de trois à cinq et d'augmenter le quorum de deux à trois;

La proposition étant dûment secondée, le règlement général de la compagnie qui suit, réglementant le conseil d'administration, fut amendé de manière à se lire comme suit:

"Les affaires de la compagnie seront administrées par un conseil de cinq administrateurs, lesquels seront élus annuellement parmi les actionnaires de la compagnie. Dans le cas du décès ou de la résignation d'un administrateur ou de son incapacité d'agir comme tel pour toute autre cause, les administrateurs qui restent pourront continuer l'administration des affaires, nonobstant la vacance ainsi créée ou ils pourront, à leur discrétion, remplir la vacance pour la période non-expirée du terme parmi les actionnaires qualifiés de la compagnie.

"Trois directeurs formeront quorum aux assemblées des administrateurs."

Je, soussigné, secrétaire de la "Prudential Coal Company, Ltd", certifie par les présentes, sous le sceau de la compagnie que le règlement ci-dessus est un extrait conforme aux minutes de l'assemblée du conseil d'administration de la compagnie, tenue à Montréal, le 4 mai 1925, et dûment approuvé à une assemblée des actionnaires de la compagnie dûment convoquée pour prendre en considération ledit règlement pour augmenter le nombre des administrateurs, à laquelle assemblée ledit règlement fut approuvé par un vote d'au moins des deux-tiers en valeur du capital représenté par les actionnaires présents à la dite assemblée, tenue le 4 mai 1925.

Le secrétaire,
J.-C. VALADE.

143

Miscellaneous Notices

PRUDENTIAL COAL COMPANY, LIMITED.

EXTRACTS from the minutes of meetings of the Board of Directors and shareholders meetings of Prudential Coal Company, Limited, held at Montreal on the 4th day of May, 1925.

The president stated that it was deemed advisable to increase the number of directors from three to five, and to increase the quorum from two to three.

On motion duly seconded, the following general by-law of the company dealing with the board of directors was amended to read as follows:

"The business and affairs of the company shall be managed by a board of five directors to be elected annually from among the shareholders of the company. In case of the death or resignation of a director or of his being unable from any other cause to act as such, the remaining directors may continue to act, notwithstanding the vacancy thereby created, or they may, in their discretion, fill the vacancy for the unexpired portion of the term from among the qualified shareholders of the company.

"Three directors shall constitute a quorum for meetings of the directors."

I, the undersigned, secretary of Prudential Coal Co., Ltd, hereby certify, under the seal of the Company, that the foregoing is a true and correct extract from the minutes of the meeting of the board of directors of the company, held at Montreal on May 4th, 1925, and duly approved at a meeting of the shareholders of the company duly called for considering the said by-law for increasing the number of directors, at which meeting the said by-law was approved by a vote of at least two-thirds in value of the stock represented by the shareholders present at the said meeting, held on May 4th, 1925.

J. C. VALADE,
Secretary.

144

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 2

Index of the Quebec Official Gazette, No 2

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—

Dame Camirand vs Lamy.....	104
" Drouin vs Rancourt.....	104
" Dumontet vs Barbeau.....	104
" Freedman vs Lazare.....	104
" Gaudet vs Bellehumeur.....	103
" Guertin vs Grégoire.....	103
" Hébert vs Isabelle.....	103
" Lemelin vs Ratté.....	102
" Lemieux vs Blanchet.....	105
" Martel vs Robert.....	104
" Millette vs Beaudry.....	103
" Therrien vs Therrien.....	103
" Trépanier vs Labbé.....	104
" Vallières vs Royer.....	102

ANNONCEURS:—Avis aux.....	79
---------------------------	----

AVIS DIVERS:—

Canadian International Paper Co.....	105
Prudential Coal Co., Ltd.....	127

BUREAU-CHEF:—

Boyd & Gendron, Ltd.....	105
--------------------------	-----

DEMANDES A LA LÉGISLATURE:—

Anglo Canadian Pulp and Paper Mills, Ltd.....	97
Brunet, Joseph.....	100
Canadian International Paper Co.....	97
Canadian International Paper Company.....	95
Cardinal, Victor <i>et al.</i>	94
Cité de Montréal.....	96
Cité de Saint-Lambert.....	98
Cité de Verdun.....	99
Commission Métropolitaine de Montréal.....	101
Eglise Unie du Canada.....	100
Hôpital Saint-Joseph de Rimouski.....	98
Lacasse, Adéard.....	94
La Cie Provinciale d'Indemnités.....	93
La Cie des Tramways de Verchères, Chambly et Laprairie.....	96
Le Collège d'optique de Québec.....	95
Les Sœurs de la Congrégation de Notre-Dame de Montréal.....	94
L'Institut des Sœurs de Sainte-Marthe de Saint-Hyacinthe.....	98
Pinsonnault, Albéric <i>et al.</i>	100
Prévost, Antonio.....	99
Québec Apartments, Ltd.....	97
Saint Lawrence Paper Mills, Ltd.....	100
Succession Louis Tourville.....	97
Succession McEvoy.....	101
The Homoeopathic Hospital of Montreal.....	97
The Warren Company, Ltd.....	94
Village de Sainte-Anne.....	95

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:—

Municipalité scolaire de Pointe-Claire.....	101
---	-----

DÉPARTEMENT DES TERRES ET FORÊTS:—

Affermage de concessions forestières et de forces hydrauliques.....	102
Vente forces hydrauliques.....	101
Ventes de limites à bois:— <i>Voir extra du 9 janvier.</i>	

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—

Dame Camirand vs Lamy.....	104
" Drouin vs Rancourt.....	104
" Dumontet vs Barbeau.....	104
" Freedman vs Lazare.....	104
" Gaudet vs Bellehumeur.....	103
" Guertin vs Grégoire.....	103
" Hébert vs Isabelle.....	103
" Lemelin vs Ratté.....	102
" Lemieux vs Blanchet.....	105
" Martel vs Robert.....	104
" Millette vs Beaudry.....	103
" Therrien vs Therrien.....	103
" Trépanier vs Labbé.....	104
" Vallières vs Royer.....	102

ADVERTISERS:—Notice to.....	79
-----------------------------	----

MISCELLANEOUS NOTICES:—

Canadian International Paper Co.....	105
Prudential Coal Co., Ltd.....	127

CHIEF-OFFICE:—

Boyd & Gendron, Ltd.....	105
--------------------------	-----

APPLICATIONS TO PARLIAMENT:—

Anglo Canadian Pulp and Paper Mills, Ltd.....	97
Brunet, Joseph.....	100
Canadian International Paper Co.....	97
Canadian International Paper Company.....	95
Cardinal, Victor <i>et al.</i>	94
City of Montreal.....	96
City of Saint Lambert.....	98
City of Verdun.....	99
Montreal Metropolitan Commission.....	101
United Church of Canada.....	100
Hôpital Saint-Joseph de Rimouski.....	98
Lacasse, Adéard.....	94
The Provincial Indemnity Co.....	93
Verchères, Chambly and Laprairie Tramways Co.....	96
Le Collège d'optique de Québec.....	95
Les Sœurs de la Congrégation de Notre-Dame de Montréal.....	94
L'Institut des Sœurs de Sainte-Marthe de Saint-Hyacinthe.....	98
Pinsonnault, Albéric <i>et al.</i>	100
Prévost, Antonio.....	99
Quebec Apartments, Ltd.....	97
Saint Lawrence Paper Mills, Ltd.....	100
Estate Louis Tourville.....	97
Estate McEvoy.....	101
The Homoeopathic Hospital of Montreal.....	97
The Warren Company, Ltd.....	94
Village of Sainte Anne.....	95

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:—

School Municipality of Pointe-Claire.....	101
---	-----

DEPARTMENT OF LANDS AND FORESTS:—

Lease of timber limits and water powers.....	101
Sale water-powers.....	101
Sales of Timber Limits:— <i>See extra of January 9.</i>	

EXAMEN DU BARREAU:—

Arthabaska: Pratique du droit.....	107
Montréal: Pratique du droit.....	106
Montréal, étude du droit.....	106
Québec: pratique du droit.....	107

BAR EXAMINATION:—

Arthabaska: Practice of the law.....	107
Montreal: Practice of the law.....	106
Montreal: Study of the law.....	106
Quebec: Practice of the law.....	107

LÉTTRES PATENTES:—

Automobile Renewal Co., Ltd.....	80
Auto Painting & Varnishing Ltd.....	83
Graham Bousquet Mining Corp.....	84
Handygrip, Limited.....	85
Polly Prim. Co., Ltd.....	87
Quality Comforters, Ltd.....	88
Standard Mortgage Loan Corp., Ltd.....	89

LETTERS PATENT:—

Automobile Renewal Co., Ltd.....	80
Auto Painting & Varnishing Ltd.....	83
Graham Bousquet Mining Corp.....	84
Handygrip, Limited.....	85
Polly Prim. Co., Ltd.....	87
Quality Comforters, Ltd.....	88
Standard Mortgage Loan Corp., Ltd.....	89

LÉTTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:—

Bond Street Clothes Shop, Ltd.....	93
Montreal Island Gulf Club Inc.....	93

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:—

Bond Street Clothes Shop, Ltd.....	93
Montreal Island Gulf Club Inc.....	93

LIQUIDATION, AVIS DE:—

English Lake Lumber Co., Ltd.....	107
-----------------------------------	-----

WINDING UP NOTICE:—

English Lake Lumber Co., Ltd.....	107
-----------------------------------	-----

MINUTES DE NOTAIRES:—

Belleau, Raymond.....	108
-----------------------	-----

NOTARIAL MINUTES:—

Belleau, Raymond.....	108
-----------------------	-----

RATIFICATION DE TITRE:—

The Canadian Northern Montreal Land Co., Ltd.....	108
---	-----

CONFIRMATION OF TITLE:—

The Canadian Northern Montreal Land Co., Ltd.....	108
---	-----

SOUMISSIONS:—

Commission scolaire Côte Saint-Luc.....	109
Village de Fort-Coulonge.....	109

TENDERS:—

School Commission Côte Saint-Luc.....	109
Village of Fort-Coulonge.....	109

VENTES, LOI DE FAILLITE:—

Bonenfant, Art.....	111
Lachance & Desroches Enrg.....	110

SALES, BANKRUPTCY ACT:—

Bonenfant, Art.....	111
Lachance & Desroches Enrg.....	110

VENTES POUR TAXES:—

Argenteuil, municipalité du comté de—..	115
Berthier, Municipalité du comté de—....	116
Lévis, Municipalité du comté de—.....	111
Yamaska, Municipalité du comté de—....	113

SALE FOR TAXES:—

Argenteuil, Municipality county of—....	115
Berthier, Municipality county of—.....	116
Levis, Municipality county of—.....	111
Yamaska, Municipality county of—.....	113

VENTES PAR LES SHÉRIFS:—

SHERIFFS' SALES:—

ARTHABASKA:—

Banque Canadienne de Commerce vs Custeau.....	118
---	-----

ARTHABASKA:—

Canadian Bank of Commerce vs Custeau ..	118
---	-----

HULL:—

Hadley vs St-Jean.....	118
------------------------	-----

HULL:—

Hadley vs St-Jean.....	118
------------------------	-----

JOLIETTE:—

Banque d'Hochelaga vs Mirault.....	119
------------------------------------	-----

JOLIETTE:—

Bank of Hochelaga vs Mirault.....	119
-----------------------------------	-----

MONTCALM:—

Duranleau vs Nuzum.....	119
Wilson <i>et al</i> vs Lauriault.....	119

MONTCALM:—

Duranleau vs Nuzum.....	119
Wilson <i>et al</i> vs Lauriault.....	119

MONTREAL:—

Cité de Lachine vs Freedman.....	123
Lambert <i>et al</i> vs Fortier.....	121

MONTREAL:—

City of Lachine vs Freedman.....	123
Lambert <i>et al</i> vs Fortier.....	121

La Société de la Caisse de Retraite de la Banque d'Hochelaga vs The Burton Brewing Co. of Canada, Ltd.	120	La Société de la Caisse de Retraite de la Banque d'Hochelaga vs The Burton Brewing Co. of Canada, Ltd.	120
Levesque vs La Subdivision Immobilière adjoignant Tétreauville.	121	Levesque vs The Immoveable Subdivision Adjoining Tetreauville.	121
Sénécal <i>et al</i> vs Fournier.	120	Sénécal <i>et al</i> vs Fournier.	120
Royal Trust Co. vs Asbury Pines, Inc.	123	Royal Trust Co. vs Asbury Pines, Inc.	123
The Sun Life Ass. Co. of Canada vs Do- minion Ice Co., Ltd.	122	The Sun Life Ass. Co. of Canada vs Do- minion Ice Co., Ltd.	122
NICOLET:—		NICOLET:—	
Richard <i>et vir</i> vs Lamy.	124	Richard <i>et vir</i> vs Lamy.	124
PONTIAC:—		PONTIAC:—	
Barry vs Cunningham <i>et al</i>	125	Barry vs Cunningham <i>et al</i>	125
Montreuil vs Beaubien.	125	Montreuil vs Beaubien.	125
T. S. Woolings Co., Ltd vs Bédard.	125	T. S. Woolings Co., Ltd vs Bédard.	125
QUÉBEC:—		QUÉBEC:—	
Payeur vs Cyr.	126	Payeur vs Cyr.	126
TERREBONNE:—		TERREBONNE:—	
Lapointe vs Chartrand.	126	Lapointe vs Chartrand.	126